

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 AVRIL 1926.

PROJET DE LOI DE PÉRÉQUATION DES PENSIONS DE RETRAITE servies par le Trésor public, des pensions à charge des Caisses de prévoyance, etc. (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MELCKMANS.

MESSIEURS,

L'octroi d'indemnités de vie chère aux agents de l'État a été nécessité par l'augmentation croissante du coût de la vie. Cette mesure pouvait servir de palliatif tant qu'on pouvait espérer que la situation à laquelle il s'agissait de porter remède ne serait que *temporaire*.

Sa persistance a incité le Gouvernement à régler la question des traitements d'activité d'une manière définitive.

L'Arrêté royal du 1^{er} décembre 1924 a établi la péréquation des traitements du personnel de l'État, dont la rétribution n'est pas déterminée par la loi. Par la division des rémunérations en deux parties, l'une fixe, stabilisée suivant des prévisions rationnelles, l'autre mobile, en rapport avec la partie fixe et avec la cherté de l'existence, elle assure une rétribution qui tient compte des prestations fournies et des responsabilités assumées dans les diverses fonctions et elle a égard aux fluctuations du coût de la vie, aux charges de famille et de résidence.

Les Arrêtés royaux des 19 février 1925, 12 et 25 mars 1925 ainsi que les lois du 6 mars relatives, la première, aux traitements des membres de la Cour des Comptes et du personnel du service de cette institution, la seconde, qui fixe la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du Conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ont le même objet.

Les avantages accordés par ces lois et arrêtés royaux eurent effet rétroactif aux 1^{er} juillet 1924.

La péréquation des pensions de retraite et des pensions aux veuves et orphelins des agents de l'État devait logiquement suivre la péréquation des traitements et une commission d'études fut instituée le 19 janvier 1925.

(1) Projet de loi, n° 114.

(2) La Section centrale était composée de MM. Pirmez, président, Fieullien, Periquet, De Bruyn (Pr.), Somerhausen, Petit et Melckmans.

Le Gouvernement ne s'était cependant pas désintéressé du sort des pensionnés. Par les lois des 30 avril et 30 décembre 1924, des indemnités de vie chère leur avaient été allouées et, en attendant le dépôt du projet de loi, de nouvelles avances leur furent consenties par les lois des 12 avril et 30 décembre 1925. L'article unique de cette dernière est libellé comme suit :

Les titulaires des pensions appartenant aux catégories visées par la loi du 12 avril 1925 continuent de recevoir, à partir du 1^{er} janvier 1926, dans les mêmes conditions que précédemment, une indemnité de vie chère dont le montant trimestriel est fixé au quart du taux annuel de la pension sans excéder 500 francs.

C'était certes un beau geste, mais combien insuffisant eu égard à la hausse persistante des prix des denrées de première nécessité et à la majoration du taux des loyers.

Le Gouvernement s'en était parfaitement rendu compte et, conformément à l'engagement qu'il avait pris, il déposa, le 30 décembre 1925, le projet de loi qui nous est soumis.

Les sections, qui en furent immédiatement saisies, l'approuvèrent dans leurs séances des 21, 27 janvier et 3 février 1926. Certains membres formulèrent cependant des réserves, notamment au sujet de l'article 3 et du paragraphe 2 de l'article 24.

La Section centrale, réunie le 17 février, se mit résolument à l'œuvre et, dès sa deuxième séance, elle admit unanimement le principe d'une péréquation pure et simple de manière à n'apporter aucune modification aux règles appliquées actuellement.

Elle basait son opinion sur le fait que le projet de loi ne vise pas à régler la question d'une manière définitive. Cédant aux instances pressantes des intéressés, le Gouvernement n'a, en effet, cherché qu'à lui donner une solution provisoire et, tout en accordant satisfaction aux retraités, dans une certaine mesure, il laisse ainsi, à la Législature, le temps nécessaire pour la révision de l'ensemble des lois sur les pensions, dont l'étude préliminaire est poursuivie par la Commission instituée le 19 janvier 1925.

Cette intention est, du reste, nettement précisée dans l'Exposé des motifs :

Le projet de loi, y est-il dit, n'a pas pour objet la révision de l'ensemble des lois sur les pensions. Sa portée est plus restreinte. Elle consiste simplement à assurer, en respectant les règles en vigueur, le bénéfice d'une péréquation aux pensions dont la base comprend des traitements antérieurs au 1^{er} juillet 1924.

Le Gouvernement est intentionné de vous saisir à bref délai du projet de révision et de ne pas lui assurer un effet rétroactif.

Dans sa pensée, le projet de péréquation ne comporte donc qu'une application transitoire.

Sans exposer les pensionnés à une attente plus longue encore, il eut été impossible de faire autrement car la refonte de la législation relative aux pensions constitue un travail considérable.

En se bornant à demander aux Chambres une loi qui lui fournisse le moyen d'assurer le bénéfice d'une péréquation aux pensions dont la base comprend des traitements antérieurs au 1^{er} juillet 1924, le Gouvernement a agi sagement, car il a adopté le seul moyen qui permette de résoudre provisoirement la question dans le minimum de temps.

Mais le projet de loi qui nous est soumis s'écarte, en bien des cas, du principe énoncé dans l'Exposé des motifs et, contrairement à ce qui y est affirmé, il modifie les règles en vigueur pour plusieurs catégories d'agents de l'État.

Cette dérogation ouvre la porte à toutes les discussions.

Comment, en effet, faire admettre qu'il est plus urgent d'apporter des changements aux règles qui déterminent actuellement le mode de fixation des pensions pour une catégorie d'agents plutôt que pour une autre?

La Section centrale estima qu'en procédant de la sorte, le Gouvernement anticipait, en faveur de quelques-uns, sur ce qu'il compte faire plus tard pour l'ensemble des pensionnés.

D'autre part, le projet contient, notamment en ce qui concerne les membres du corps enseignant des écoles communales et le cumul des fonctions, des dispositions contraires à celles qui existent et qui en retrécissent les avantages. Il s'écarte donc encore du programme tracé et qui ne vise qu'à « assurer, en respectant les règles en vigueur, le bénéfice d'une péréquation aux pensions dont la base comprend des traitements antérieurs au 1^{er} juillet 1924. »

Afin d'être fixée exactement sur l'étendue des modifications qu'apporte le projet de loi à la réglementation existante, la Section centrale posa au Ministre des Finances la question suivante :

Question.

Prière de vouloir bien indiquer, article par article, quelles sont les modifications apportées par le projet de loi à la réglementation actuellement en vigueur pour les différentes catégories de pensionnés.

Réponse.

L'exposé des motifs, page 2, a précisé la situation dans les termes suivants :

« En dehors de quelques retouches d'ordre secondaire, la législation en vigueur reste maintenue pour les facteurs de la pension autres que le montant des traitements servant de base à la liquidation. Pour ces derniers, il a fallu nécessairement tenir compte de l'existence, sous le régime de la péréquation, d'une partie mobile.

» Son adaptation — celle du projet — aux divers régimes de pensions et aux cas multiples de chacun d'eux a nécessité des précisions que l'on n'a pu éviter dans l'intérêt de l'exécution rapide du travail de révision des milliers de pensions en cours. »

Sous le bénéfice de ces remarques d'une portée générale et abstraction faite de la répercussion des principes nouveaux, on va s'efforcer de répondre à la question de la manière qu'elle indique.

ART. 2.

Par modification à l'article 2, nouveau, de la loi du 21 juillet 1844, le calcul (de la partie fixe) est opéré sur l'intégralité du traitement de grade pour les agents diplomatiques, consulaires et de chancellerie.

L'article 2 précité est ainsi conçu :

ART. 2. — La moyenne est limitée à une fraction de traitement réel, à l'exclusion de toute indemnité, pour la pension des membres du corps diplomatique et du corps consu-

laire, ainsi que pour la pension des autres agents du service extérieur ressortissant au Ministère des Affaires Étrangères.

Cette fraction est fixée :

1° Aux $\frac{2}{3}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 30,000 francs, pour les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires de 1^{re} classe;

2° Aux $\frac{3}{4}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 26,000 francs, pour les envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires de 2^e classe et les consuls généraux;

3° Aux $\frac{4}{5}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 22,000 francs, pour les conseillers de légation;

4° Aux $\frac{5}{6}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 18,000 francs, pour les consuls;

5° Aux $\frac{6}{7}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 15,000 francs, pour les premiers drogman et premiers interprètes, les secrétaires de légation de 1^{re} classe, les chanceliers, les drogman et les interprètes;

6° Aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 12,000 francs, pour les vice-consuls;

7° Aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 10,000 francs, pour les secrétaires de légation de 2^e classe;

8° Aux $\frac{7}{8}$ du traitement réel, sans pouvoir excéder 8,000 francs, pour les attachés, les élèves et interprètes, les commis de chancellerie et les chanceliers adjoints.

Si au cours des cinq dernières années l'agent a occupé des grades différents, le traitement moyen est déterminé en ayant égard à la limitation établie ci-dessus pour chacun de ces grades.

ART. 5.

1° Double modification au tableau annexe I des lois militaires coordonnées :

a) La fraction du traitement est de $\frac{1}{100}$ pour tous les grades;

b) Le 1^o et le 2^o de la colonne « Observations » du même tableau sont remplacés par la disposition suivante :

Le maximum de la pension ne peut, avec le bénéfice de l'article 58, dépasser les trois quarts du traitement de base, ni les neuf dixièmes de ce traitement avec le bénéfice des articles 51 et 52 ou de toutes autres bonifications.

Le tableau visé est ainsi conçu :

GRADES.	Fraction du traitement d'activité servant d'annuité pour le calcul de la pension.	Observations.
Lieutenant-général et assimilés . . .	$\frac{1}{75}$	1° Voir article 58 modifié de la loi du 25 novembre 1919 et article 6 modifié de la loi du 25 août 1920 sur les pensions militaires.
Général-major et assimilés	$\frac{1}{66}$	
Officiers supérieurs et assimilés . . .	$\frac{1}{64}$	2° Le maximum de la pension calculée sans tenir compte du bénéfice des articles 51, 52 et 58 de la loi du 23 novembre 1919 sur les pensions militaires ne peut dépasser 40 annuités.
Officiers subalternes et assimilés . . .		
Sous-officiers et assimilés		
Brigadiers, caporaux et assimilés . . .		
Soldats et assimilés		3° L'annuité obtenue par le fractionnement du traitement est arrondie au franc supérieur ou inférieur suivant que les décimales atteignent 50 centimes ou qu'elles sont moindres que 50 centimes.

2° Abrogation du littera B de l'article 27 et de la disposition reprise dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 28.

Les textes abrogés sont ainsi conçus :

ART. 27. —

b) Le maximum absolu de la pension d'ancienneté du lieutenant-général et du général-major est fixé respectivement à 20,000 et 17,000 francs.

ART 28. — (Premier alinéa) ; toutefois, si l'intéressé n'a pas droit à une pension d'invalidité et s'il demande sa retraite avant d'avoir au moins un an d'activité dans ce grade, la pension est réglée sur le grade immédiatement inférieur.

3° Nouvelle rédaction du litt. C de l'article 27 :

Le traitement servant de base à la pension est le dernier traitement dont l'intéressé a bénéficié ou dont il aurait bénéficié dans le grade auquel il est assimilé au moment de sa mise à la pension.

Et ajoute suivante :

Le supplément de traitement, accordé aux lieutenants-généraux titulaires de certaines fonctions, n'entre pas en compte pour l'application des dispositions ci-dessus (1).

Le texte remplacé est ainsi conçu :

ART. 27, C. — Le traitement servant de base à la pension est le maximum attribué au grade dont l'intéressé est porteur ou auquel il est assimilé au moment de sa mise à la pension.

Toutefois, à partir du 1^{er} mai 1922, le traitement servant de base à la pension des capitaines et assimilés est, pour ceux de ces officiers qui comptent six années au moins d'activité dans le grade, ou trois années seulement s'ils sont atteints par la limite d'âge, le maximum du traitement attribué à ce grade; il est le maximum du traitement pouvant être attribué aux capitaines ayant six années de grade, pour ceux de ces officiers qui comptent moins de six années d'activité dans le grade.

D'autre part, la pension d'ancienneté des chefs de musique non assimilés aux officiers, des sous-chefs de musique, des musiciens, des clairons et trompettes, des adjudants, des premiers maréchaux des logis chefs et des maréchaux des logis chefs de gendarmerie, sera réglée sur le traitement maximum qui leur est attribué, à moins que les intéressés n'aient avantage à se voir appliquer la disposition prévue au premier alinéa ci-dessus.

Toutefois, lorsque leur pension sera réglée sur le traitement maximum qui leur est attribué, les sous-officiers précités de la gendarmerie seront exclus du bénéfice de l'article 29 de la loi du 23 novembre 1919.

4° Modification de l'article 58 des lois coordonnées qui accorde des majorations de pension pour ancienneté dans le grade.

Les articles 51 et 52 des mêmes lois ont accordé le bénéfice d'annuités supplémentaires pour campagnes, d'une part, et pour chevrons de front, d'autre part.

Ce bénéfice, en vertu de l'article 53, est supputé de telle sorte que les militaires de la campagne 1914-1918 peuvent obtenir 6 annuités supplémentaires pour campagnes et 4 1/2 pour chevrons de front, soit au total 10 1/2 annuités.

En appliquant l'article 58 tel qu'il est actuellement rédigé, il se fait que ces

(1) Il s'agit en réalité d'une indemnité de fonction et non d'un supplément de traitement.

10 $\frac{1}{2}$ annuités peuvent, au même titre que les services effectifs, être majorées jusqu'à concurrence de 20 % du chef d'années d'activité dans le grade, si bien que les 10 $\frac{1}{2}$ annuités supplémentaires que le législateur a accordées par les articles 51, 52 et 53 peuvent se transformer en 12,6 annuités pour le calcul de la pension.

Le 4° de l'article 5 du projet de loi a pour objet de rectifier cette anomalie, rectification d'autant plus nécessaire que le projet de loi substitue la fraction du $\frac{1}{60}$ à celles du $\frac{1}{64}$, $\frac{1}{66}$ ou $\frac{1}{75}$, actuellement appliquées.

5° *Mesure exceptionnelle en faveur des lieutenants-généraux titulaires du Grand Cordon de l'Ordre de Léopold pour avoir exercé avec grande distinction un haut commandement devant l'ennemi.*

Modification de l'article 46, f, des lois coordonnées.

Elle a pour objet de régler, comme il est équitable, la pension des officiers admis au bénéfice de l'arrêté royal du 16 septembre 1919, en tenant compte de la carrière supplémentaire accomplie dans cette position, du grade dont ils ont été revêtus en conséquence et du traitement y afférent.

Texte proposé. — Au moment où les officiers pensionnés admis au bénéfice des dispositions contenues dans l'arrêté royal du 16 septembre 1919, n° 6138, seront définitivement relevés de leurs fonctions, la pension d'ancienneté dont ils sont titulaires sera révisée sur le grade dont ils ont été revêtus dans la position précitée et compte tenu des services supplémentaires accomplis, ceux-ci ne pouvant toutefois être supputés au delà de la limite d'âge imposée dans les cadres actifs aux officiers de leur grade.

Les mêmes dispositions seront appliquées pour fixer la pension d'ancienneté des officiers qui ont été admis au bénéfice de l'arrêté royal susdit, sans être titulaires d'une pension de l'espèce.

Texte actuellement en vigueur. — Arr. 46, f). — La pension d'ancienneté dont sont titulaires les officiers pensionnés qui ont été admis au bénéfice des dispositions contenues dans l'arrêté royal du 16 septembre 1919, n° 6138, sera majorée au moment où ils seront définitivement relevés de leurs fonctions.

Cette majoration s'établira en multipliant le nombre d'années de service accomplies dans la position prévue par l'arrêté royal prémentionné, par l'annuité correspondant au grade sur lequel leur pension initiale a été calculée et telle qu'elle est déterminée par la colonne 2 du tableau I annexé à la loi du 23 août 1920 modifiant celle du 23 novembre 1919, sans toutefois que le total des années de service entrant en ligne de compte pour la pension et la majoration de la pension puisse dépasser le nombre de quarante, bénéfice des années de campagne non compris, et sans que le bénéfice de l'article 58 puisse s'appliquer aux services nouveaux.

Pour les officiers qui ont été admis au bénéfice de l'arrêté royal susdit, sans être titulaires d'une pension d'ancienneté, faute de réunir les conditions exigées par le 4° de l'article 2 de la présente loi, la majoration sera calculée conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, mais en ajoutant aux services comptant pour cette majoration, leurs services effectifs antérieurs, avec le bénéfice prévu pour les années de campagne par les articles 51 et 52.

7° *Abrogation de la deuxième phrase de l'article 68.*

Cette phrase est ainsi conçue :

ART. 68. — ... Toutes les dispositions antérieures seront appliquées aux militaires ayant fait la campagne, chaque fois qu'elles leur seront plus avantageuses.

La disposition supprimée donne lieu à des difficultés dans l'application et elle ne se justifie plus sous le régime de la péréquation.

Remplacement, à l'article 6, des mots « est compté pour la pension militaire » par les mots « est compté pour le droit à la pension militaire » et, au littera B de l'article 46, des mots « la pension d'ancienneté » par les mots « la pension ».

Ces changements tendent à mettre fin à des difficultés d'interprétation.

ART. 6.

Cet article est le contre-pied de la modification apportée à l'article 10 de la loi du 21 juillet 1844, par la loi du 3 juin 1920.

Il modifie l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844 pour le cas où plusieurs emplois sont remplis simultanément.

Il abroge l'article 27 de la même loi.

ART. 7.

1° *Suppression, dans la loi du 21 juillet 1844, modifiée par celle du 3 juin 1920 :*

a) à l'article 10 nouveau, les mots qui terminent le second alinéa :
sans qu'elles puissent être réduites au-dessous de 4,000 francs.

b) A l'article 21, nouveau, le second alinéa.

Textes actuels (objet des changements ci-dessus).

ART. 10. — En cas de cumul de deux ou plusieurs fonctions, les traitements cumulés entreront en compte dans la liquidation de la pension.

Sont compris dans l'évaluation de la moyenne du traitement, le casuel et les autres émoluments tenant lieu de supplément de traitement.

Toutefois, pour les fonctionnaires et employés de l'administration des finances, auxquels des remises tiennent lieu de traitement, la moyenne ne s'établira que sur les trois quarts de ces remises, sans qu'elles puissent être réduites au-dessous de 4,000 francs.

ART. 21. — Le montant de la pension entière est égal au taux moyen du traitement dont le démissionnaire a joui pendant les cinq dernières années sur le Trésor.

Néanmoins, la pension ne peut excéder 10,000 francs.

2° *Remplacement de l'article 13, nouveau, de la loi du 21 juillet 1844.*

Texte proposé. — ART. 13. — Aucune pension n'excèdera, pour la partie fixe, les trois quarts des sommes ayant servi de base à la liquidation.

En ce qui concerne les comptables de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines auxquels il est alloué des remises proportionnelles tenant lieu de traitement, la partie fixe de la pension ne pourra dépasser 13,250 francs.

Aucune pension ne pourra excéder les trois quarts du traitement qui aura servi de base à la liquidation, ni une somme de 14,000 francs.

Ce maximum est fixé à 10,000 francs pour les fonctionnaires ou employés comptables.

3° *Texte réglant à nouveau l'influence sur la pension de retraite des bonifications de temps accordés soit par l'article 6, litteras A et B, de la loi du 21 juillet 1844 (loi du 3 juin 1920) du chef d'emprisonnement, de déportation ou de présence réelle au corps dans les armées mises sur pied de guerre, soit par la loi du 12 mars 1923 pour les service coloniaux.*

4° *Mise en concordance avec le régime nouveau du texte de l'article 14, nouveau, de la loi du 21 juillet 1844.*

Texte proposé. — Dans tous les cas où une pension ne s'élèverait pas, pour la partie fixe ou pour le tout indivis, à 600 francs, elle est portée, sans pouvoir excéder ce chiffre pour la même partie, à la moitié du traitement ayant servi de base aux calculs.

Texte à remplacer. — Dans tous les cas où une pension ne s'élèverait pas à 600 francs, elle sera portée à la moitié du traitement, sans toutefois pouvoir excéder la somme indiquée ci-dessus.

ART. 8.

Les membres du clergé catholique romain ne subiront pas pour la partie mobile de réduction spéciale comme celle qui leur est appliquée pour le traitement, en vertu de l'article 12 de la loi du 6 mars 1925.

ART. 9.

Fixation, en ce qui concerne la partie mobile, de la répartition de la charge des pensions du personnel des établissements communaux d'enseignement et des écoles primaires adoptées ainsi que du personnel des écoles normales provinciales.

ART. 11.

Unification du mode de calculer les pensions qui sont liquidées à charge des caisses de veuves et orphelins d'après le traitement des cinq dernières années de contribution.

Relèvement du maximum (10,000 francs au lieu de 9,000 francs) prévu au § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1925.

ART. 12.

Pour les pensions qui sont liquidées à charge des caisses de veuves et orphelins d'après la moyenne des traitements soumis aux retenues, la majoration ne peut dépasser le supplément qui aurait été attribué, pour la période antérieure au 1^{er} juillet 1924, si le droit avait été ouvert au 30 juin 1924 à charge d'une caisse accordant des pensions sur la base de la moyenne des traitements des cinq dernières années de contribution.

Si, pour les pensions envisagées, les avantages sont d'ordinaire en rapport avec les sacrifices consentis, le fait n'est plus exact quant à la portion de la majoration fictive qui n'est pas la contrepartie de prélèvements opérés. D'où la nécessité de limiter cette portion de la majoration dans la même mesure qu'à l'article précédent.

ART. 16.

Légère modification à l'article 9 de la loi du 3 juin 1920 et approbation législative des nouveaux statuts de la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée.

ART. 22.

Abrogation des articles 46 et 47 de la loi du 21 juillet 1844 et de la partie de l'article 1^{er} de la loi du 3 juin 1890 qui en avait étendu l'application.

Textes abrogés. — Loi du 21 juillet 1844. — ART. 46. — Nul ne pourra jouir simultanément, à charge du Trésor public, de deux pensions ou d'un traitement et d'une pension. L'intéressé aura le choix du traitement ou de la pension.

L'option du pensionnaire pour le traitement n'aura d'autre effet que de suspendre la jouissance de la pension aussi longtemps qu'il touchera le traitement.

Dans tous les cas, les derniers services seront ajoutés aux précédents pour faire opérer, éventuellement, une nouvelle liquidation de sa pension.

Loi du 21 juillet 1844. — ART. 47 (nouveau). — Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

- 1° Le traitement et la pension qui, réunis, n'excèdent pas 5,000 francs. il sera permis de les cumuler, s'ils sont dus à raison de services différents ;
- 2° Les pensions qui, réunies, n'excèdent pas 4,000 francs ;
- 3° Les pensions accordées à titre onéreux ;
- 4° Les pensions attachées à un ordre militaire, en vertu des lois.

Loi du 3 juin 1920. — ART. 1^{er}. — Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques :

.....

Les articles 46 et 47 de la loi sont rendus applicables au cumul d'une pension militaire pour ancienneté de service avec un traitement afférent à un emploi civil.

ART. 24.

Aux termes du paragraphe 2 « les avantages accordés bénévolement par les communes à leurs instituteurs n'entrent en compte que pour les sommes effectivement versées aux bénéficiaires, sans égard aux relèvements subséquents. »

Le complément de la pension dérivant des suppléments de l'espèce est à la charge exclusive des communes s'ils ont été accordés ou relevés par une disposition postérieure au 1^{er} juillet 1924.

Il ne peut s'agir de permettre aux communes d'augmenter les charges de l'État contre le gré de celui-ci.

D'autre part, toute péréquation qui n'est pas l'œuvre du Gouvernement ou de la Législature n'entre pas dans le cadre de la présente loi.

* * *

Ces explications déterminèrent la Section centrale à confirmer l'opinion qu'elle avait émise dès sa deuxième réunion et les amendements qu'elle a l'honneur de vous soumettre n'ont d'autre objet que de sauvegarder avec une rigidité absolue, par l'application intégrale de la réglementation en vigueur, le principe de la péréquation pure et simple qui, à son avis, doit être et rester à la base du projet de loi.

Elle tient cependant à affirmer qu'elle n'est nullement hostile à toutes les modifications qui y ont été introduites, mais elle estime qu'elles doivent faire partie des propositions d'ensemble de revision qui nous sont annoncées par le Gouvernement.

Afin d'en faciliter l'examen, nous faisons suivre chacun des amendements proposés d'une note explicative.

Modifications et amendements proposés par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

Supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa, libellée comme suit :

« Toutefois, la restriction dont il s'agit, n'est pas applicable aux agents des services diplomatiques, consulaires et de chancellerie. »

Cette suppression s'impose.

En vertu de l'arrêté royal du 25 mars 1925, modifiant les articles 68, 69, 70 et 78 de l'arrêté organique du 15 juillet 1920, relatif aux carrières diplomatiques, etc., il est hors de doute que les agents dont il s'agit, jouissent, qu'ils soient à l'étranger ou temporairement attachés à l'Administration centrale, d'une *partie mobile* de traitement. Dès lors, ils tombent sous la règle commune à tous les fonctionnaires de l'État et le texte du projet de loi, supprimé par la Section centrale, devient superflu (1).

(1) *Texte des articles 68, 69, 70 et 78 de l'arrêté organique du 15 juillet 1920 relatif aux carrières diplomatiques, etc.*

ART. 68 (nouveau). — Les agents diplomatiques en fonctions à l'étranger jouissent, en plus du traitement de grade, d'un traitement mobile de poste, sous les réserves prévues à l'article 69. La base de ce traitement est de :

10,000 francs pour les ministres de 1^{re} classe;
8,000 francs pour les ministres de 2^e classe;
6,000 francs pour les conseillers de légation;
4,000 francs pour les secrétaires de 1^{re} classe;
3,000 francs pour les secrétaires de 2^e classe;
2,000 francs pour les attachés de légation.

ART. 69 (nouveau). — Les traitements mobiles de poste sont augmentés par tranche de 10 % pour chaque unité que le dollar des États-Unis d'Amérique cote au delà de 10 francs belges, les fractions d'unité étant négligées.

Les traitements mobiles de poste ainsi calculés sont diminués d'un dixième pour chaque tranche indivisible de 10 % de hausse de la devise du pays de la résidence par rapport au franc belge; de sorte que les agents, qui se trouvent dans un pays où la monnaie prime d'au moins 100 % le franc belge, ne reçoivent pas de traitement de poste et bénéficient exclusivement de la compensation du change sur leurs émoluments.

ART. 70 (nouveau). — Les traitements mobiles de poste sont révisés tous les semestres, d'après le cours moyen du change, pendant les cinq premiers mois du semestre écoulé et le mois qui les précède. Ils prennent cours à partir du jour du départ de l'agent pour son poste et cessent le jour où il rentre en Belgique.

ART. 78 (nouveau). — Les agents appelés à prêter temporairement leur concours à l'Administration centrale reçoivent, outre un traitement fixe dont le taux est déterminé par Notre Ministre des Affaires étrangères, la partie mobile de traitement et les indemnités dont bénéficient les agents de cette Administration.

ART. 2.

1. **Remplacer au premier alinéa, les mots : « des articles 6 et 7 », par « l'article 7 ».**

2. **Supprimer le deuxième alinéa libellé comme suit :**

« Par modification à l'article 11 nouveau de la loi du 21 juillet 1844, le calcul est opéré sur l'intégralité du traitement de grade pour les agents diplomatiques, consulaires et de chancellerie. »

L'alinéa 2 du projet de loi modifie les bases actuellement en vigueur pour la fixation de la pension des agents diplomatiques, consulaires et de chancellerie.

La Section centrale est d'avis que cette modification ne peut être considérée comme une retouche d'ordre secondaire et, puisque l'Exposé des motifs dit que la législation en vigueur reste maintenue pour les facteurs de la pension autres que le montant des traitements servant de base à la liquidation, il y a lieu de s'en tenir strictement à cette règle, en attendant la refonte des différents systèmes appliqués actuellement.

La pension fixe des intéressés sera donc calculée d'après les règles établies par l'article 11 de la loi du 21 juillet 1844, modifiée par celle du 3 juin 1920 et d'après les traitements fixés par l'arrêté royal du 25 mars 1925.

La partie mobile de la pension prévue à l'article 8 du projet de loi leur est, en outre, acquise ainsi qu'il est dit dans la note relative à l'article 1^{er}.

ART. 3.

Intercaler après les mots : « avant le 1^{er} janvier 1926 et avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1924 », l'alinéa suivant :

« *Pour les instituteurs, les avantages qui leur sont concédés par les communes entrent également fictivement en ligne de compte, même si ces avantages ont été consentis ou modifiés après le 1^{er} juillet 1924.* »

Le premier alinéa de l'article 3 stipule que pour le calcul de la partie fixe de la pension, les traitements et avantages seront portés fictivement au taux des traitements et avantages des agents en activité de service, d'après les lois et arrêtés royaux relatifs à la péréquation des traitements et salaires.

Il s'ensuit que tous les anciens pensionnés, à l'exception de certains instituteurs, verront leur pension fixe portée au même taux que celle des pensionnés nouveaux.

Les membres du personnel enseignant, dont il s'agit, sont ceux qui ont exercé leurs fonctions dans une des 179 communes qui accordent des suppléments de traitement à charge de la caisse communale.

Les instituteurs de ces communes, admis à la pension en ce moment ou dans l'avenir, verront établir leur pension fixe sur la base du traitement légal augmenté du supplément communal alors que d'après le projet du Gouvernement, les anciens pensionnés ne bénéficieront que du relèvement du traitement légal. Cette

différence constitue une injustice que l'amendement de la Section centrale, admis par 4 voix contre 2, fera disparaître.

Elle estime en toute équité, et c'est le principe même de la péréquation, que tous les instituteurs admis à la retraite quelle que soit l'époque à laquelle ils ont cessé leurs fonctions doivent bénéficier des mêmes avantages.

Cette façon de voir se justifie d'autant plus qu'en vertu de l'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire, ce sont les Conseils communaux qui fixent les traitements des instituteurs.

L'argument présenté par la majorité de la Section centrale pour justifier la suppression du paragraphe 2 de l'article 24, peut également être invoqué.

A la demande d'un membre, la question suivante a été posée :

« L'article 3 spécifie que la péréquation porte sur les traitements tombant sous l'application des lois et arrêtés du pouvoir central.

» Ces termes excluent-ils les membres du personnel enseignant bénéficiaires de traitements arrêtés par les Conseils communaux (professeurs d'académie de dessin, de conservatoires, d'écoles industrielles, professionnelles, etc. »

Il y a été répondu ce qui suit :

« Oui.

» Quand les traitements n'ont pas été révisés par la loi ou par le Gouvernement, on s'en tient aux réalités. »

Par 4 voix contre 2, la Section centrale a été d'avis que ces agents ne peuvent être privés du bénéfice de la péréquation des pensions et c'est la raison pour laquelle elle propose d'ajouter au paragraphe 3 de l'article 24, l'alinéa suivant :

« Il en est de même des pensions des membres du personnel des autres établissements communaux et des établissements provinciaux d'enseignement.

» Lorsqu'il n'existe pas d'institutions similaires de l'État, ces différents cas seront tranchés comme il est dit à l'article 25 de la présente loi. »

ART. 5.

1. Supprimer le 1° et rédiger le 2°, qui devient le 1°, comme suit :

« Le littéra B, de l'article 27 est abrogé et remplacé comme suit : le maximum de la pension fixe du lieutenant-général et du général-major est fixé respectivement à 26.000 francs et 22,000 francs, sans préjudice de l'application des articles 51 et 52 des lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923. »

2. Supprimer le 2° alinéa du 2° libellé comme suit :

« Il en est de même de la disposition reprise dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 28. »

3. Supprimer le 3°, le 4°, le 5° et le 6°; au 7° supprimer les mots :

« ... la deuxième phrase de l'article 68 est abrogée ». Maintenir le reste, qui devient le 2° et le 3°.

L'article 5 du projet de Gouvernement modifie complètement les bases actuellement en vigueur. La Section centrale est d'avis que ces modifications ne trouvent pas leur place dans un projet de péréquation pure et simple, car s'il est juste d'adapter les anciennes pensions aux nécessités actuelles du coût de la vie, en accordant ces avantages avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1924, il n'a jamais été question de modifier les bases existantes en vertu des lois coordonnées sur la matière. Si l'on a promis une péréquation des pensions basées sur les traitements péréqués, il ne peut être question de profiter de cette péréquation pour accorder d'autres avantages avec effet rétroactif.

La Section centrale estime que le maximum de la pension fixe pour les lieutenants-généraux, qui est de 20,000 francs à présent, doit être porté à 26,000 francs et pour les généraux-majors de 17,000 à 22,000 francs, plus la partie mobile. Ils bénéficieront en outre des avantages accordés en vertu des articles 51 et 52 des lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, libellé comme suit :

ART. 51. — Tout le temps de service des militaires aux armées mises sur le pied de guerre sera compté double dans le règlement de leurs années de service pour l'obtention de la pension par ancienneté de service.

Il en sera de même pour le temps qu'ils auront été prisonniers de guerre ou internés à l'étranger.

ART. 52. — Le temps de service que les militaires auront accompli depuis le 1^{er} août 1914 et qui leur donne droit à l'attribution des chevrons de front, dans les conditions définies par la loi, sera compté en triple.

Les exemples suivants permettront à Messieurs les Membres de la Législature de se rendre compte de la portée de la proposition de la Section centrale.

TABLEAUX COMPARATIFS
des maxima des pensions des officiers supérieurs et subalternes.

LIEUTENANT-GÉNÉRAL ayant obtenu tous les chevrons de front.	LIEUTENANT-GÉNÉRAL n'ayant pas fait la guerre.
A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 fr. 20,000	A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 fr. 20,000
B. — Projet du Gouvernement :	B. — Projet du Gouvernement :
9/10 ^e du maximum de traitement (40,000) . . . fr. 36,000	3/4 du maximum de traitement (40,000) . . . fr. 30,000
Partie mobile 8,000	Partie mobile 7,000
} 44,000	} 37,000
C. — Projet de la Section centrale :	C. — Projet de la Section centrale :
<i>Partie fixe.</i>	<i>Pension fixe.</i>
Pension de base 40/75 ^e de 40,000 fr. 21,320	Pension de base 40/75 ^e de 40,000 fr. 21,320
Pour années de grade 20 % (art. 58) 4,260	Pour années de grade 20 % 4,260
10,5 annuités pour chevrons de front (art. 52) 6,720	
Total de la pension fixe . . . 32,300	Total de la pension fixe . . . 25,560
Partie mobile 7,400	Partie mobile 6,000
} 39,700	} 31,560

GÉNÉRAL MAJOR

ayant obtenu tous les chevrons de front.

A. — D'après les lois coordonnées par Arrêté royal du 11 août 1923 fr. 17,000

B. — Projet du Gouvernement :

9/10 ^e du maximum de traitement (33,500) fr.	30,150	} 37,150
Partie mobile	7,000	

C. — Projet de la Section centrale :

*Pension fixe :*Pension de base 40/66^e de 33,500 fr. 20,280

Pour années de grade 20 % 4,056

10.5 annuités pour chevrons de front 6,380

30,710

Le maximum de la pension fixe étant limité à 22,000 francs, la pension s'élèvera à :

Maximum fr.	22,000	} 34,980
10.5 annuités pour chevrons de front	6,380	
Partie mobile	6,600	

COLONEL

ayant obtenu tous les chevrons de front.

A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923.

Pension de base 40/64 ^e de 17,400 fr.	10,870	} 16,460
Années de grade 20 % (article 33)	2,170	
10.5 annuités pour chevrons de front (art. 52)	3,420	

B. — Projet du Gouvernement :

9/10 ^e du maximum de traitement (28,500) fr.	25,680	} 31,680
Partie mobile	6,000	

C. — Projet de la Section centrale :

*Partie fixe :*Pension de base 40/64^e de 28,500 fr. 17,800

Pour années de grade 20 % 3,560

10.5 annuités pour chevrons de front 3,600

Total de la pension fixe 25,960 } 33,160

Partie mobile 6,200 }

LIEUTENANT-COLONEL

ayant obtenu tous les chevrons de front.

A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 :

Pension de base 40/60 ^e de 14,400 fr.	9,000	} 13,635
Années de grade 20 %	1,800	
10.5 annuités pour chevrons de front	2,835	

B. — Projet du Gouvernement :

9/10 ^e du maximum de traitement (24,000) fr.	21,600	} 26,800
Partie mobile	5,200	

GÉNÉRAL MAJOR

n'ayant pas fait la guerre.

A. — D'après les lois coordonnées par Arrêté royal du 11 août 1923 fr. 17,000

B. — Projet du Gouvernement :

3/4 du maximum de traitement (33,500) fr.	25,125	} 31,125
Partie mobile	6,000	

C. — Projet de la Section centrale :

*Pension fixe :*Pension de base de 40/66^e de 33,500 fr. 20,280

Pour années de grade 20 % 4,056

24,336

Le maximum de la pension fixe étant limité à 22,000 francs, la pension s'élèvera à :

Maximum fr.	22,000	} 27,400
Partie mobile	5,400	

COLONEL

n'ayant pas fait la guerre.

A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923.

Pension de base 40/64 ^e de 17,400 fr.	10,870	} 13,040
Pour années de grade 20 %	2,170	

B. — Projet du Gouvernement :

3/4 du maximum du traitement (23,500) fr.	21,375	} 26,575
Partie mobile	5,200	

C. — Projet de la Section centrale :

*Partie fixe.*Pension de base 40/64^e de 28,500 fr. 17,800

Pour années de grade 20 % 3,560

Total de la partie fixe 21,360 } 26,560

Partie mobile 5,200 }

LIEUTENANT-COLONEL

n'ayant pas pris part à la guerre.

A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 :

Pension de base 40/64 ^e de 14,400 fr.	9,000	} 10,800
Pour années de grade 20 %	1,800	

B. Projet du Gouvernement :

3/4 du maximum de traitement (24,000) fr.	18,000	} 22,600
Partie mobile	4,600	

C. — Projet de la Section centrale :

Partie fixe.

Pension de base 40/64 ^e de 24,000 fr.	15,000	
Pour les années de grade 20%	3,000	
10.5 annuités pour chevrons de front	4,725	
<hr/>		
Total de la pension fixe	22,725	} 28,125
Partie mobile	5,400	

MAJOR**ayant obtenu tous les chevrons de front.**A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal
du 11 août 1923 :

Pension de base 40/64 ^e de 12,960 fr.	8,080	} 12,236
Pour les années de grade 20%	1,616	
10.5 annuités par chevrons de front	2,540	
<hr/>		

B. — Projet du Gouvernement :

9/10 ^e du maximum du traitement (20,500) fr.	18,450	} 23,050
Partie mobile	4,600	

C. — Projet de la Section centrale :

Partie fixe :

Pension de base 40/64 ^e de 20,500 fr.	12,800	
Pour années de grade 20%	2,560	
10.5 annuités pour chevrons de front	4,030	
<hr/>		
Total de la partie fixe fr.	19,390	} 24,190
Partie mobile	4,800	

CAPITAINE COMMANDANT**ayant obtenu tous les chevrons de front.**A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal
du 11 août 1923 :

Pension de base 40/64 ^e de 10,920 fr.	6,800	} 10,300
Pour années de grade 20%	1,360	
10.5 annuités pour chevrons de front	2,140	
<hr/>		

B. — D'après le projet du Gouvernement :

9/10 ^e du traitement maxi- mum (16,700) fr.	15,030	} 19,030
Partie mobile	4,000	

C. — D'après le projet de la section centrale :

Partie fixe :

Pension de base 40/64 ^e de 16,700 fr.	10,400	
Pour années de grade 20%	2,080	
10.5 annuités pour chevrons de front	3,270	
<hr/>		
Total de la partie fixe fr.	15,750	} 19,750
Partie mobile	4,000	

C. — Projet de la Section centrale :

Partie fixe.

Pension de base 40/64 ^e de 24,000 fr.	15,000	
Pour années de grade 20%	3,000	
<hr/>		
Total de la partie fixe	18,000	} 22,600
Partie mobile	4,600	

MAJOR**n'ayant pas pris part à la guerre.**A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal
du 11 août 1923 :

Pension de base 40/64 ^e de 12,600 fr.	8,080	} 9,696
Pour années de grade 20%	1,616	
<hr/>		

B. — Projet du Gouvernement :

3/4 du maximum de traitement (20,500) fr.	15,375	} 19,375
Partie mobile	4,000	

C. — Projet de la Section centrale :

Partie fixe :

Pension de base 40/64 ^e de 20,500 fr.	12,800	
Pour années de grade 20%	2,560	
<hr/>		
Total de la partie fixe fr.	15,360	} 19,360
Partie mobile	4,000	

CAPITAINE COMMANDANT**n'ayant pas pris part à la guerre.**A. — D'après les lois coordonnées par arrêté royal
du 11 août 1923 :

Pension de base 40/64 ^e de 10,920 fr.	6,800	} 8,160
Pour années de grade 20%	1,360	
<hr/>		

B. — D'après le projet du Gouvernement :

3/4 du traitement maximum (16,700) fr.	12,525	} 15,925
Partie mobile	3,400	

C. — D'après le projet de la section centrale :

Partie fixe :

Pension de base 40/64 ^e de 16,700 fr.	10,400	
Pour années de grade 20%	2,080	
<hr/>		
Total de la partie fixe fr.	12,480	} 15,880
Partie mobile	3,400	

**LIEUTENANT et SOUS-LIEUTENANT
ayant obtenu tous les chevrons de front.**A. — D'après les lois coordonnées par Arrêté royal
du 11 août 1923.

Pension de base 40/64 ^e de 8,040 fr.	5,000	} 7,575
Pour années de grade 20 % 10.5 annuités pour chevrons de front	1,000 1,575	

B. — D'après le projet du Gouvernement :

9/10 ^e du traitement maxi- mum (13,500) fr.	12,150	} 15,550
Partie mobile	3,400	

C. — D'après le projet de la Section centrale :

Partie fixe.

Pension de base 40/64 ^e de 13,500 fr.	8,400	} 16,420
Pour années de grade 20 % 10.5 annuités pour chevrons de front	1,680 2,640	
Total de la partie fixe fr.	12,720	
Partie mobile	3,400	

**LIEUTENANT et SOUS-LIEUTENANT
n'ayant pas pris part à la guerre.**A. — D'après les lois coordonnées par Arrêté royal
du 11 août 1923.

Pension de base 40/64 ^e de 8,040 fr.	5,000	} 6,000
Pour années de grade 20 %	1,000	

B. — D'après le projet du Gouvernement :

3/4 du traitement maximum (13,500) fr.	10,125	} 13,125
Partie mobile	3,000	

C. — D'après le projet de la Section centrale :

Partie fixe.

Pension de base 40/64 ^e de 13,500 fr.	8,400	} 13,080
Pour années de grade	1,680	
Total de la partie fixe fr.	10,080	
Partie mobile	3,000	

ART. 6.**Supprimer cet article.**

Comme le dit l'Exposé des motifs, le texte de l'article 6 est le contre-pied des dispositions de la loi du 3 juin 1920.

La réglementation nouvelle inscrite au projet de loi, lèsera les intérêts légitimes de nombreux pensionnés.

En effet, conformément à la loi du 3 juin 1920, les traitements cumulés entrent en compte dans la liquidation de la pension. Un instituteur, par exemple, titulaire de cours dans une école industrielle, ayant quarante années de service comme instituteur et vingt années en qualité de professeur, obtient une pension unique calculée sur la base de quarante années de service et la moyenne du traitement cumulé des cinq années les plus favorables.

D'après le projet du Gouvernement, il obtiendra deux pensions distinctes : une comme instituteur, à raison de quarante années de fonctions et une comme professeur sur la base de vingt années au taux de 1/35^e par année de service.

La Section centrale estime qu'il y a lieu de maintenir le régime établi par la loi du 3 juin 1920.

Cependant, en cas de cumul, il ne peut être accordé une pension mobile sur le total de la pension, attendu que les agents en activité de service n'ont droit qu'à la partie mobile afférente à la fonction principale.

C'est pourquoi la Section centrale propose d'ajouter le texte ci-après à l'article 8 du projet de loi traitant de la partie mobile :

« En cas de cumul de deux ou de plusieurs fonctions, seul le taux de la pension établie d'après le traitement d'activité donnant droit à l'allocation d'une indemnité mobile, comptera pour le calcul de la partie mobile de la pension. »

Cet amendement consacre donc, en ce qui concerne les pensions, le même principe que celui appliqué aux agents en activité de service.

ART. 7.**1. Supprimer le paragraphe 2 et le remplacer par le texte**

ci-après : « L'article 13 nouveau de la loi du 21 juillet 1844 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. — Aucune pension n'excèdera, pour la partie fixe les trois quarts des sommes ayant servi de base à la liquidation, ni une somme de 20,500 francs. Le maximum est fixé à 14,750 francs pour les fonctionnaires, employés comptables et pour les conservateurs des hypothèques. »

2. Supprimer le 2^e alinéa du paragraphe 3.

3. Remplacer les mots suivants du 3^e alinéa du paragraphe 3 « les deux alinéas qui précèdent s'appliquent » par « l'alinéa qui précède s'applique ».

4. Au paragraphe 4, remplacer « 600 francs » par « 800 francs ».

L'article 7 du projet supprime les maxima absolus pour s'en tenir au maximum relatif des $\frac{3}{4}$ de la somme ayant servi de base à la liquidation.

C'est là un principe nouveau qui peut donner lieu à des abus.

Ces maxima, qui étaient de 7,500 francs et 5,250 francs, ont été portés, par la loi du 3 juin 1920, à 14,000 et à 10,000 francs. Par 4 voix contre 2, la Section centrale a estimé qu'il fallait les porter actuellement à 20,500 francs et à 14,500 francs pour la partie fixe par application des multiplicateurs utilisés pour la péréquation des traitements, plus la partie mobile. La minorité était d'avis que ces maxima devaient être portés à 18,000 et à 13,000 francs, plus la partie mobile.

Les quelques exemples qui suivent suffisent pour démontrer que la manière de voir de la Section centrale s'inspire d'une péréquation équitable.

	Réglementation		Projet du Gouvernement.	
	actuelle.	Fixe.	Mobile.	Total.
Secrétaire général . . fr.	14,000	28,500	6,600	35,100
Directeur général . . .	14,000	24,750	5,800	30,550
Inspecteur général. . .	14,000	22,500	5,400	27,900
Directeur	14,000	20,625	5,000	25,625

AMENDEMENT DE LA SECTION CENTRALE

(Mêmes fonctionnaires.)

	Traitement maximum.	Fixe.	Mobile.	Total.
1. fr.	38,000	20,500	5,000	25,500
2.	33,000	20,500	5,000	25,500
3.	30,000	20,500	5,000	25,500
4.	27,500	20,500	5,000	25,500

Au § 4, la Section centrale a substitué le chiffre de 800 à celui de 600 francs dans le but d'améliorer quelque peu le sort des petits pensionnés.

Au 1^{er} janvier 1926, il y avait 3,515 pensions de moins de 4,000 francs à charge du Trésor. Par suite de la péréquation, le nombre de pensionnés, touchant moins de 800 francs l'an, sera extrêmement réduit et, par conséquent, la charge financière résultant de cet amendement sera très peu importante.

ART. 8.

1. Supprimer le 6^e alinéa rédigé comme suit : « En aucun cas, la partie mobile ne peut dépasser la partie fixe ».

2. Ajouter à la fin de l'article 8 l'alinéa suivant : *En cas de cumul de deux ou de plusieurs fonctions, seul le taux de la pension établi d'après le traitement d'activité donnant droit à l'allocation d'une indemnité mobile, comptera pour le calcul de la partie mobile de la pension.* »

Pour la même raison qui a poussé la Section centrale à modifier le paragraphe 4 de l'article 7, celle-ci a estimé, par 3 voix contre 2 et 1 abstention, qu'il y a lieu de supprimer la disposition en vertu de laquelle la partie mobile ne peut dépasser la partie fixe. Cette suppression n'a d'ailleurs d'effet que sur les très petites pensions.

Exemples :

Sur une pension fixe de 800 francs, l'article 8 ne permet, à l'index actuel, qu'une partie mobile équivalente soit également 800 francs. Par la suppression proposée, la partie mobile s'élèverait à $8 \times 125 = 1,000$ francs

A l'index 601-630, la partie mobile d'une pension fixe de 1,400 francs s'élèverait à $10 \times 150 = 1,500$ francs. La partie mobile dépasserait donc de 400 francs la partie fixe, mais il est à remarquer qu'il s'agit ici d'une situation aggravée par la cherté de la vie.

Aucun abus n'est à craindre du fait de la suppression de l'alinéa 6, puisqu'une pension fixe de 2,000 francs ne donne actuellement qu'une partie mobile de 1,400 francs.

Quant à l'ajoute, elle est rendue nécessaire par la suppression de l'article 6 du projet de loi.

Pour plus de facilité, nous donnons ci-après le tableau complet des indemnités mobiles accordées par l'article 8.

A. — Taux applicables aux pensions.

Partie mobile.

125	francs pour les pensions inférieures à fr.	4,000	»
150	id. id. de 4,000 francs à	4,999	99
175	id. id. id. 2,000 id.	2,999	99
200	id. id. id. 3,000 id.	3,999	99
225	id. id. id. 4,000 id.	4,999	99
250	id. id. id. 5,000 id.	5,999	99
275	id. id. id. 6,000 id.	6,999	99
300	id. id. id. 7,000 id.	7,999	99
325	id. id. id. 8,000 id.	8,999	99
350	id. id. id. 9,000 id.	9,999	99
375	id. id. id. 10,000 id.	10,999	99
400	id. id. id. 11,000 id.	11,999	99
425	id. id. id. 12,000 id.	12,999	99
450	id. id. id. 13,000 id.	13,999	99
475	id. id. id. 14,000 id.	14,999	99
500	id. id. id. 15,000 id.	15,999	99
525	id. id. id. 16,000 id.	16,999	99
550	id. id. id. 17,000 id.	17,999	99
575	id. id. id. 18,000 id.	18,999	99
600	id. id. id. 19,000 id.	19,999	99
625	id. id. id. 20,000 id.	20,999	99
650	id. id. id. 21,000 id.	21,999	99
675	id. id. id. 22,000 id.	22,999	99
700	id. id. id. 23,000 id.	23,999	99
725	id. id. id. 24,000 id.	24,999	99
750	id. id. id. 25,000 id.	25,999	99
775	id. id. id. 26,000 id.	26,999	99
800	id. id. id. 27,000 id.	27,999	99
825	id. id. id. 28,000 id.	28,999	99
850	id. id. id. 29,000 id.	29,999	99
875	id. id. id. 30,000 id.	30,999	99
900	id. id. id. 31,000 id.	31,999	99
925	id. id. id. 32,000 id.	32,999	99
950	id. id. id. 34,000 id.	33,999	99
975	id. id. id. 34,000 id.	34,999	99
1,000	id. id. id. 35,000 id. et au-delà.		

ART. 9.

Premier alinéa. — Remplacer les mots : « et la commune où l'intéressé a exercé ses dernières fonctions » par « et la ou les communes où l'intéressé a exercé ses fonctions ».

L'amendement de la majorité de la Section centrale à l'article 9 respecte la réglementation en vigueur.

Il serait injuste de mettre les 2/5^e de la partie mobile à charge uniquement de la commune où l'intéressé a exercé ses dernières fonctions.

Pour la partie fixe, toutes les communes où un instituteur a fonctionné doivent intervenir à raison des 2/5^e du montant de la pension et d'après le nombre d'années de service accomplies dans chacune d'elles.

La majorité de la Section centrale est d'avis que la même règle doit être observée pour la partie mobile.

ART. 11.

Remplacer les mots : « A raison » du premier alinéa, ainsi que le 1^o et le 2^o du même alinéa rédigés comme suit :

« 1^o de 20 % pour les 10 premières années ou pour toutes les années, si le nombre total est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10;

» 2^o de 1 % pour chacune des années au-delà de 10, sans pouvoir excéder 140 francs par an »

par le texte suivant : « et d'après les bases des règlements organiques des diverses caisses.

La Section centrale ne peut admettre le texte du projet du Gouvernement, attendu qu'il modifie les facteurs actuels du calcul des pensions à charge de certaines caisses des veuves et orphelins et en vertu du principe admis « de ne pas modifier les bases de la réglementation existante » en attendant la refonte générale des dispositions légales annoncée dans l'Exposé des motifs.

Pour établir la pension des intéressés, il est accordé actuellement un pourcentage variable pour les dix premières années alors que le Gouvernement propose l'unification au taux de 20 %.

Le pourcentage actuel est donné par le tableau ci-dessous :

**Tableau indiquant le pourcentage
accordé actuellement par les différentes Caisses des veuves et orphelins
pour les dix premières années de service.**

Finances. — Traitement moyen des 5 dernières années :

Plus de 1,200 francs	15 %
1,200 francs et moins	16 %

Instituteurs communaux. — Traitement moyen des 5 dernières années 16 %

Instruction publique. — Traitement moyen des 5 dernières années 16 %

Intérieur. — Traitement moyen des 3 dernières années :

Plus de 6,000 francs	15 %.
6,000 francs et moins	16 %.

Affaires étrangères. — Traitement moyen des 3 dernières années 16 %.

Colonies. — Bases actuarielles.

Magistrats, fonctionnaires et employés de l'ordre judiciaire. —
25 1/2 % du montant des retenues perçues.

Justice. — 26 1/2 % du montant des retenues perçues.

Chemins de fer, etc. — Traitement moyen des 3 dernières années. 20 %.

Pilotes et autres agents de la marine. — Traitement moyen des
3 dernières années 20 %.

Officiers de l'armée. — Pensions fixées suivant le grade.

Militaires appointés ou salariés au-dessous du rang d'officier . . . fr. 840

*Caisse de secours en faveur des veuves et orphelins des sous-officiers,
brigadiers et soldats de la gendarmerie* fr. 840

Pension viagère : 10 ans de services, 1 an de mariage.

Caisse des ouvriers des chemins de fer, etc. — 20 % du salaire moyen des
3 dernières années.

Pension temporaire : Pour plus de 10 ans de services valables et moins de
1 an de mariage. — Comme ci-dessus. — Pension due pendant 4 ans.

*Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris du Grand
central belge.* — Patrimoine pouvant être transformé en rente viagère.

*Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris de la
Société anonyme des Chemins de fer de la Flandre occidentale.* — Patrimoine
pouvant être transformé en rente viagère.

Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux. — Pension
égale à la moitié de celle du mari.

En vertu du principe qu'elle a admis, de n'apporter aucune modification aux bases des pensions, la Section centrale est d'avis qu'il y a lieu de s'en tenir également à ces dernières en ce qui concerne les veuves et orphelins. C'est pourquoi elle propose l'amendement ci-dessus.

La modification introduite dans le projet du Gouvernement trouvera très bien sa place dans le projet de révision annoncé.

ART. 17.

Supprimer le deuxième alinéa rédigé comme suit : « en aucun cas, elle ne peut dépasser la partie fixe. »

La Section centrale, par 3 voix contre 2, propose la suppression de cette disposition dans le but d'améliorer la situation des petits pensionnés comme elle l'a fait pour les pensions directes.

Il est d'ailleurs à remarquer que la partie mobile ne dépassera légèrement, pour les petites pensions, la partie fixe, qu'aussi longtemps que l'index sera supérieur à 480.

ART. 24.

1. Supprimer l'alinéa 4 du premier paragraphe rédigé comme suit : « Les traitements de fin de carrière peuvent, nonobstant leur caractère personnel, être attribués fictivement à ceux des intéressés dont l'emploi ne les comportait pas avant le 1^{er} juillet 1924. L'arrêté royal qui les attribue, le cas échéant, est motivé et revêtu du contre-seing du Ministre des Finances. »

2. Libeller le 5^e alinéa du premier paragraphe comme suit : L'arrêté royal prévu au 2^e alinéa est délibéré en Conseil Ministres lorsqu'il concerne les agents du Ministère des Finances.

3. Supprimer le § 2.

4. Ajouter l'alinéa suivant au § 3 :

« Il en est de même des pensions des membres du personnel des autres établissements communaux et des établissements provinciaux d'enseignement.

» Lorsqu'il n'existe pas d'institutions similaires de l'État, ces différents cas seront tranchés comme il est dit à l'article 25 de la présente loi. »

La section centrale propose la suppression de l'alinéa 4 du § 1^{er} qui pourrait donner lieu à des abus, car elle ne conçoit pas bien qui pourra juger — et comment — si un serviteur méritait cette faveur avant le 1^{er} juillet 1924.

La suppression du § 2 est demandée par 4 voix contre 2 pour les raisons suivantes :

L'article 29 de la loi organique de l'enseignement primaire dit que :

Le conseil communal fixe le traitement des instituteurs communaux. Les suppléments alloués par les communes font donc partie intégrante du traitement des instituteurs.

D'autre part, l'article 8 du règlement sur les pensions des professeurs et instituteurs communaux stipule que la pension est liquidée pour chaque année de service à raison de 1/50^e de la moyenne du traitement dont l'intéressé a joui pendant les cinq dernières années.

Il est incontestable, en vertu de cet article et vu le droit que possèdent les conseils communaux de fixer les traitements de leurs instituteurs, que le traitement moyen servant de base pour le calcul de la pension, *doit* tenir compte, outre le traitement légal, des suppléments de traitement accordés par les communes.

Il est à remarquer, qu'en vertu de l'article 23 de la loi organique de l'enseignement, « les subsides que l'État accorde aux communes sont équivalents aux traitements du personnel enseignant ».

Au point de vue strict, ce n'est donc pas l'État qui paie le traitement légal des instituteurs, mais bien la commune.

C'est donc à tort que l'on considère le traitement de certains instituteurs comme étant composé de deux parties : le traitement-subsidie payé directement

par l'État et le supplément communal. Ces deux éléments forment un tout indivisible.

Or, ce deuxième alinéa du deuxième paragraphe de l'article 24 du projet de loi met à charge de la commune les compléments de pension dérivant des suppléments communaux, à partir du 1^{er} juillet 1924.

Ces dispositions nouvelles sont contraires à la législation qui prévoit que l'État intervient à raison des 2/5^e dans le paiement des pensions des instituteurs, la commune payant les 2/5^e, la province 1/5^e.

Il est utile de rappeler également que le projet de loi portant péréquation des traitements des instituteurs prévoyait que les communes ne pourraient plus accorder de suppléments de traitement.

Cette clause fut combattue au Parlement et rejetée à une grande majorité.

Le législateur a donc voulu laisser aux Conseils communaux toute liberté en ce qui concerne la fixation des traitements de leurs instituteurs; il n'y a qu'une restriction : ils doivent accorder au *minimum* les avantages prévus par le barème légal.

En vertu du principe que la pension de retraite est le maintien, sous une forme réduite, du traitement d'activité, les règles établies pour la fixation de ce traitement d'activité doivent avoir leur répercussion sur le calcul des pensions.

L'ajoute, proposée au § 3, par 4 voix contre 2, a pour but de ne pas priver du bénéfice de la péréquation les professeurs d'académies de dessin, de conservatoires, d'écoles professionnelles, industrielles, les inspecteurs, etc., des établissements communaux et provinciaux d'enseignement.

ART. 26.

Remplacer 15,250 par 14,750.

Cet amendement est la conséquence de la modification apportée à l'article 7.

* * *

Pour l'édification de nos collègues, nous insérons ci-après quelques tableaux indiquant, pour différentes catégories d'agents de l'État :

- 1° la pension de 1914;
- 2° la pension de 1920;
- 3° la vie chère actuelle;
- 4° la pension par application du projet du Gouvernement;
- 5° la pension par application du projet du Gouvernement amendé par la Section centrale.

Ils sont suivis d'autres tableaux contenant des renseignements statistiques qui pourront leur être utiles.

Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

QUALITÉ.	Pension de 1914.	Pension de 1920.	Vie chère actuelle.	Total.	Projet du Gouvernement. Pension nouvelle.			Projet de la Section centrale.		
					Fixe.	Mobile.	Total.	Fixe.	Mobile.	Total.
Sous-percepteur	675	2,025	2,000	4,025	2,250	1,400	3,650	2,250	1,400	3,650
Agrégé	1,200	3,240	»	5,240	4,050	1,800	5,850	4,050	1,800	5,850
Facteur de station	1,425	3,735	»	5,735	4,500	1,800	6,300	4,500	1,800	6,300
Chef-garde	1,725	4,282	»	6,282	5,250	2,000	7,250	5,250	2,000	7,250
Commis	2,325	5,287	»	7,287	6,975	2,200	9,175	6,695	2,200	9,175
Receveur	3,000	6,300	»	8,300	8,625	2,600	11,225	8,625	2,600	11,225
Sous-chef de bureau	3,750	7,275	»	9,275	10,500	3,000	13,500	10,500	3,000	13,500
Chef de bureau	4,500	8,250	»	10,250	12,450	3,400	15,850	12,450	3,400	15,850
Chef de division	5,250	9,225	»	11,225	14,400	3,500	18,200	14,400	3,800	18,200
Inspecteur de direction	6,000	10,200	»	12,200	16,500	4,200	20,700	16,500	4,200	20,700
Ingénieur en chef, directeur de service	6,750	11,175	»	13,175	19,500	4,800	24,300	19,500	4,800	24,300
Directeur d'administration	7,500	13,125	»	15,125	21,000	5,200	26,200	20,500	5,000	25,500
Directeur général	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	5,000	25,500
Inspecteur général	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	5,000	25,500
Administrateur	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	5,000	25,500
Secrétaire général	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	5,000	25,500
<i>Agents de la marine.</i>										
Matelot-sauveteur	270	810	810	1,620	675	675	1,350	800	1,000	1,800
Pilote	2,625	5,737	2,000	7,737	12,375	3,400	15,775	12,375	3,400	15,775
Lieutenant	3,375	7,875	»	9,875	9,525	2,800	12,325	9,525	2,800	12,325
<i>Ouvriers.</i>										
Machiniste	1,581	5,873	»	5,873	5,600	2,000	7,600	5,600	2,000	7,600
Serre-frein	1,333	3,532	»	5,532	4,173	1,800	5,973	4,173	1,800	5,973
Ajusteur	816	2,356	»	4,356	3,534	1,600	5,134	3,534	1,600	5,134
Chef piocheur	942	2,635	»	4,635	3,049	1,600	4,649	3,049	1,600	4,649
Manœuvre gare	767	2,246	»	4,246	2,999	1,400	4,399	2,999	1,400	4,399
Garde-barrière	646	1,893	1,893	3,796	2,347	1,400	3,747	2,347	1,400	3,747

Ministère des Finances.

QUALITÉ.	Pension de 1914.	Pension de 1920.	Vie chère actuelle.	Total.	Projet du Gouvernement. Pension nouvelle.			Projet de la Section centrale.		
					Fixe.	Mobile.	Total.	Fixe.	Mobile.	Total.
<i>Pensions maxima.</i>										
Préposé des douanes	1,200	3,240	2,000	5,240	4,500	1,800	6,300	4,500	1,800	6,300
Brigadier des douanes	1,650	4,155	»	6,155	5,175	2,000	7,175	5,175	2,000	7,175
Lieutenant des douanes	2,100	4,920	»	6,920	7,215	2,400	9,615	7,215	2,400	9,615
Contremaître des douanes	4,500	8,250	»	10,250	13,500	3,600	17,100	13,500	3,600	17,100
Commis aux écritures	2,100	4,920	»	6,920	8,250	2,600	10,850	8,250	2,600	10,850
Sous-chef de bureau	3,300	6,690	»	8,690	10,875	3,000	13,875	10,875	3,000	13,875
Chef de bureau	4,500	8,250	»	10,250	13,500	3,600	17,100	13,500	3,600	17,100
Directeur	6,000	10,200	»	12,200	20,625	5,000	25,625	20,500	5,000	25,500
Directeur général	7,500	14,000	»	16,000	24,750	5,800	30,550	20,500	5,000	25,500

Ministère de la Défense Nationale. — (Lois coordonnées sur les pensions militaires.)

QUALITÉ.	Pension de 1920.	Vie chère actuelle.	Total.	Projet du Gouvernement. Pension nouvelle.			Projet de la Section centrale.		
				Fixe.	Mobile.	Total.	Fixe.	Mobile.	Total.
Lieutenant général 45-5-10½	20,000	2,000	22,000	36,000	8,000	44,000	32,300	7,400	39,700
Général-major 41½-5-10½	17,000	»	19,000	30,150	7,000	37,150	28,380	6,600	34,980
Colonel 44-3-10½	15,384	»	17,384	22,950	5,400	28,350	25,165	6,000	31,165
Lieutenant colonel 42-0-10½	11,362	»	13,362	17,483	4,400	21,883	18,938	4,600	23,538
Major 39-3-7½	10,147	»	12,147	14,828	3,800	18,628	15,996	4,000	19,996
Commandant 39½-10-7½	9,644	»	11,644	14,130	3,800	17,930	14,700	3,800	18,500
Capitaine 39-3-10½	8,972	»	10,972	11,457	3,200	14,657	13,510	3,600	17,110
Lieutenant 40-6-10	7,056	»	9,056	9,225	2,800	12,025	11,800	3,200	15,000
Sous-lieutenant 40-2-7½	6,327	»	8,327	6,563	2,200	8,763 *	11,070	3,200	14,270
Adjudant 40-10-5½	6,061	»	8,061	7,575	2,400	9,975 *	7,690	2,400	10,090
1 ^{er} sergent-major idem.	6,769	»	8,769	6,565	2,200	8,765 *	6,650	2,200	8,850
Sergent-major idem.	5,515	»	7,515	6,227	2,200	8,427	6,060	2,200	8,260
Premier sergent idem.	4,805	»	6,805	5,469	2,000	7,469	5,560	2,000	7,560
Sergent idem.	4,259	»	6,259	5,050	2,000	7,050	5,130	2,000	7,130
Caporaux idem.	3,440	»	5,440	3,874	1,600	5,474	3,930	1,600	5,530
Soldat 40-5½	2,457	»	4,457	2,867	1,400	4,267	2,865	1,400	4,085

Les chiffres qui figurent en regard de chaque grade représentent :
 Le premier, la durée des services effectifs;
 Le deuxième, la durée de l'activité dans le grade;
 Le troisième, les bonifications pour campagnes et chevrons de front.

* Il est à remarquer que, par application du projet du Gouvernement, un sous-lieutenant ayant 40 années de services, 2 années d'activité dans le grade et 7½ années de bonification pour campagnes et chevrons de front, touchera une pension moins élevée qu'un adjudant et un 1^{er} sergent-major ayant également 40 années de service, seulement 5½ années de bonification, mais 10 années d'activité dans le grade.

Tableau comparatif des pensions allouées aux agents diplomatiques, consulaires et aux fonctionnaires de l'Administration centrale.

GRADE.	Traitement maximum sans la partie mobile.	Maximum de la pension par application de la réglementation actuelle.			Maximum de la pension par application du projet du Gouvernement.			Maximum de la pension par application du projet de la Section centrale.		
		Pension fixe.	Indemnité de vie chère.	Total.	Montant de la partie fixe.	Montant de la partie mobile.	Total.	Montant de la partie fixe.	Montant de la partie mobile.	Total.
Ministre plénipotentiaire de première classe	42,500	14,000	2,000	16,000	34,875	7,200	39,075	20,500	5,000	25,500
Ministre plénipotentiaire de deuxième classe	28,000	14,000	2,000	16,000	24,000	5,000	26,000	20,500	5,000	25,500
Consul général de première classe	40,000	14,000	2,000	16,000	30,000	6,800	36,800	20,500	5,000	25,500
Consul général	32,500	14,000	2,000	16,000	23,375	5,800	30,175	20,500	5,000	25,500
Secrétaire général	38,000	14,000	2,000	16,000	28,500	6,600	35,100	20,500	5,000	25,500
Directeur général	33,000	14,000	2,000	16,000	24,750	5,800	30,550	20,500	5,000	25,500
Directeur	27,500	14,000	2,000	16,000	20,625	5,000	25,625	20,500	5,000	25,500
Sous-directeur	22,000	14,000	2,000	16,000	16,500	4,200	20,700	16,500	4,200	20,700

PENSIONS

A CHARGE DU

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE

AU 1^{er} JANVIER 1926

Pensions à charge du Budget de la

NATURE.	Moins	1,001	2,001	3,001	4,001	5,001	6,001	7,001	8,001	9,001	10,001	11,001	12,001	13,001	14,001	15,001
	de	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à	à
	1,000	2,000	3,000	4,000	5,000	6,000	7,000	8,000	9,000	10,000	11,000	12,000	13,000	14,000	15,000	16,000
Professeurs et instituteurs communaux	633	957	942	1,040	1,351	1,202	615	250	107	53	24	12	4	2	»	»
Militaires (anciennes)	379	631	1,037	274	53	90	127	157	44	40	36	6	12	4	2	»
Militaires (nouvelles)	563	65	36	47	147	43	37	20	31	38	22	11	4	6	13	2
Ecclesiastiques	3	145	193	396	45	5	8	6	1	2	»	»	»	»	»	»
Civiles	174	434	812	937	736	440	347	266	233	180	96	58	43	88	20	11
ENSEMBLE	1,752	2,232	3,020	2,694	2,332	1,751	1,134	699	416	283	178	87	63	100	35	13

Pensions à charge de la Caisse

Ouvriers	1,763	1,280	2,686	3,265	1,572	1,114	86	9	3	»	»	»	»	»	»	»
--------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Pensions à charge de la Caisse

Militaires	148	675	1,059	922	801	611	413	208	169	218	125	36	36	32	26	17
----------------------	-----	-----	-------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	----

Pensions à charge du Service des pen

Militaires	2	61	73	144	270	130	44	11	7	8	7	3	»	»	3	1
----------------------	---	----	----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---

Pensions à charge du Budget de la

Que représente pour l'ensemble des agents de l'Etat pensionnés :	Profes- seurs communaux	Militaires.	Ecclesi- astiques.			
				Finances.	Sciences et arts.	Intérieur et Hygiène.
1° Le montant total des pensions ac- tuelles (non compris la vie chère)	(¹) 27,610,766	15,562,323	2,340,000	8,000,000	7,903,356	1,007,939
2° Le montant total des indemnités de vie chère (année 1925)	9,050,515	6,284,906	Réunies avec pensions justice.	2,600,000	1,751,620	503,361
3° Le montant total par année budgé- taire des pensions par application du projet du Gouvernement	(¹) 54,188,700	33,833,320	4,400,000	14,500,000	16,363,100	1,975,680
4° Le montant total des pensions par année budgétaire par application du projet de la Section centrale, avec maxima fixes de 20,500 et 14,750 francs	54,188,700	36,291,000	Réunies avec pensions justice.	14,150,000	16,665,800	1,980,066
5° La somme nécessaire au paiement des arriérés avec effet rétroactif au 1 ^{er} juillet 1924, par application du projet du Gouvernement (3 juil- let 1924 au 30 juin 1926)	(¹) 35,742,597	23,623,482	Id.	8,000,000	14,193,992	1,431,920
6° La somme nécessaire au paiement des arriérés, avec effet rétroactif au 1 ^{er} juillet 1924 par application du projet de la Section centrale, avec maxima fixes de 20,500 et 14,750 francs	35,742,597	28,889,000	Id.	7,300,000	14,399,392	1,440,892

(¹) $\frac{2}{3}$ par l'Etat.

Tableau fourni par le Département des Finances, sous toutes réserves.

Pensions à charge des régies.

A. — Fonctionnaires et employés.

Montant actuel des pensions	fr. 21,400,000
Montant approximatif après péréquation	43,400,000
Arriérés déduction faite de l'indemnité de vie chère (période du 1 ^{er} juillet 1924 au 30 juin 1926).	26,000,000

B. — Ouvriers.

Montant actuel des pensions	fr. 36,500,000
Montant approximatif après péréquation	64,500,000
Arriérés déduction faite de l'indemnité de vie chère (période du 1 ^{er} juillet 1924 au 30 juin 1926).	16,560,000

Dette publique au 1^{er} janvier 1926.

CIVILES.									TOTALS.
Agriculture.	Travaux publics.	Justice.	Colonie.	Affaires Étrangères.	Défense Nationale.	Industrie, Travail et Prévoyance sociale.	Affaires économiques		
855,500	1,763,000	3,980,000	101,033	391,191	1,115,000	340,000	35,743	71,005,851	
635,000	473,000	1,850,000	23,681	89,497	673,000	110,000	6,000	24,050,580	
2,045,500	2,973,640	7,560,000	209,338	861,891	2,466,000	656,000	78,644	142,311,813	
2,031,000	2,972,500	11,986,000	207,416	737,854	2,455,650	612,400	63,133	144,341,519	
1,745,000	1,475,280	7,500,000	176,852	762,406	2,047,000	519,000	74,644	97,292,173	
1,706,000	1,473,000	7,472,000	158,775	561,136	2,026,300	305,800	43,847	101,628,739	

Pensions à charge de la Caisse nationale des pensions de guerre.

Montant actuel des pensions	fr. 26,400,000
Montant approximatif après péréquation	47,300,000
Arriérés déduction faite de la vie chère (période du 1 ^{er} juillet 1924 au 30 juin 1926)	24,200,000

Caisses des Veuves et Orphelins et Caisses de prévoyance.

NOMBRE DE PARTICIPANTS ET DE PENSIONNÉS.

Situation au 1^{er} janvier 1926.

Caisses des Veuves et Orphelins.	Nombre	
	d'affiliés.	de pensionnés.
1. Justice	4,336	663
2. Ordre judiciaire	2,603	433
3. Affaires étrangères	650	80
4. Finances	14,782	2,711
5. Intérieur	6,048	1,043
6. Chemins de fer	43,118	6,120
7. Colonies	475	41
8. Instruction publique	4,500	787
9. Professeurs et instituteurs communaux	25,971	2,312
10. Officiers	6,500	1,246
11. Sous-officiers	17,000	115
12. Pilotes	1,201	370
TOTAUX.	127,184	15,921
Caisses de prévoyance.		
13. Établissements de bienfaisance	520	71
14. Ouvriers (Chemins de fer)	89,106	9,906
15. Gendarmes	5,950	670
16. Secrétaires communaux	2,645	1,362
17. Grand central	347	348
18. Chemins de fer (Flandre occidentale)	132	67
TOTAUX.	98,700	12,424
TOTAUX GÉNÉRAUX.	225,884	28,345

**Montant de l'avoir des Caisses des Veuves et Orphelins
et Caisses de Prévoyance.**

CAISSES.	Placement en valeurs d'État.	Avoir en deniers.	Total de l'avoir.
Justice	22 192,500 »	943,488 45	23,135,988 45
Affaires étrangères	2,339 200 »	672,154 37	3,011,354 37
Finances	53,250,900 »	4,662 946 44 (1)	57,913,846 44
Intérieur	26,726,100 »	1,192,322 90	27,918,422 90
Chemins de fer	96 376,400 »	8,892,440 34 (2)	105,268 840 34
Colonies	4,588,400 »	317,323 01	4 905,723 01
Ordre judiciaire	24,265,500 »	238,891 78	24,504,391 78
Instruction publique	18,932 000 »	2,073,551 99	21,005,551 99
Professeurs et instituteurs communaux.	121,792,700 »	5 018 380 65	126,811,080 65
Officiers de l'armée	19,716 494 »	890,009 75	20,065,503 75
Établissement de bienfaisance	2,101,000 »	72 486 83	2,173,486 83
Pilotes	4,882,900 »	394,537 44 (2)	5,277,437 44
Secrétaires communaux	15,966,100 »	857,731 41	16,823,831 41
Ouvriers des chemins de fer.	32,382,000 »	4,906 326 65	37,288,326 65
Chemins de fer (Flandre Occidentale)	512,300 »	71,098 65 (3)	583,398 65
Militaires de rang subalternes	23,131 100 »	327,486 59	23,458,586 59
Chemins de fer (Grand central).	»	2,535,140 09	2,535,140 09
Gendarmes.	14,628,900 »	»	14,628,900 »

(1) Au 30 juin 1925.
(2) Au 31 décembre 1924.
(3) Solde débiteur au 31 décembre 1924.

VŒUX DE LA SECTION CENTRALE

Au cours de ses travaux, la Section centrale a été amenée à envisager certaines questions relatives à l'application de la péréquation des pensions.

Elle soumet les vœux ci-après au Gouvernement et à la Législature :

1° Ayant demandé au Gouvernement combien de temps dureraient les travaux de revision des pensions, la Section centrale reçut la réponse suivante :

« Tous les travaux résultant de la loi de revision du 3 juin 1920 tant par les divers départements liquidateurs et pour la Cour des Comptes que pour l'administration de la Trésorerie, jusques et y compris la confection et l'envoi des nouveaux brevets ont duré environ *deux ans*.

» L'exécution de la nouvelle loi comporte, en plus, *l'application de la partie mobile avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1924*, et le calcul de la taxe professionnelle et de la supertaxe. »

Il est donc à présumer que la revision nouvelle ne pourra être terminée avant le délai d'au moins deux ans.

Comme il serait inhumain de faire attendre les pensionnés pendant un aussi long laps de temps, la Section centrale est d'avis qu'il conviendrait, dans le plus bref délai possible, de liquider en faveur des intéressés des avances s'élevant aux 8 ou aux 9 dixièmes des arriérés et des augmentations de pension.

2° Par application des lois des 30 avril 1924, 30 décembre 1924, 14 août 1925 et 30 décembre 1925, les pensionnés ont touché des indemnités de vie chère. Comme la péréquation aura un effet rétroactif au 1^{er} juillet 1924, il n'est que juste que ces indemnités de vie chère soient déduites des avantages accordés par la présente loi.

Il est à remarquer cependant que dans certains cas, et cela concerne principalement les pensionnés ne jouissant que d'une pension minime, le montant des indemnités de vie chère touchées dépassera le total des arriérés dus en raison de la péréquation.

La Section est unanime pour proposer que, dans ce cas, les intéressés ne devront pas rembourser la différence.

Les cas de l'espèce sont d'ailleurs très peu nombreux, ainsi qu'il résulte des déclarations ci-après fournies par les différents Départements :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir, en réponse à la 4^e question accompagnant votre lettre du 19 février 1926, que la plupart des départements n'ont pas de pensionnés qui devront rembourser une partie quelconque de l'indemnité de vie chère.

» C'est le cas pour les ministères des Colonies, de la Défense Nationale, de la Justice et des Travaux publics. »

Par contre, la Section centrale a reçu des réponses suivantes :

1° Du Ministère des Affaires étrangères :

« Si le projet du Gouvernement est appliqué, une personne, dont la pension est comprise entre 1,000 et 2,000 francs, devra rembourser 174 francs sur les indemnités de vie chère qui lui ont été accordées; une deuxième dont la pension est comprise entre 4,000 et 5,000 francs devra rembourser 625 francs et une troisième dont la pension est comprise entre 5,000 et 6,000 francs devra rembourser 870 francs. »

2° Du Ministère des Chemins de fer :

« Il n'est guère possible de préciser les catégories de personnes qui devront

rembourser une partie de l'indemnité de vie chère, à moins de faire le travail de péréquation.

» On peut dire cependant d'une manière générale que la plupart des personnes jouissant d'une pension actuelle d'environ 2,000 francs devront rembourser une somme variant entre 50 à 350 francs. »

3° Du Ministère des Finances :

« D'une façon générale, cette éventualité ne se présentera pas au Ministère des Finances, il y aura peut-être quelques cas relatifs à des pensions récemment liquidées en faveur d'agents blessés en service. »

D'autres départements n'ont pu donner de précisions.

Le Ministère des Sciences et des Arts a formulé la réponse suivante :

« Pour pouvoir répondre exactement à la question posée, il faudrait faire, préalablement, la péréquation de 3,489 pensions qui s'élèvent actuellement à une somme de 2,001 à 4,000 francs. Si ces pensions n'étaient pas relevées, environ 1,906 titulaires auraient à rembourser, du chef de la différence de l'indemnité de vie chère et de l'indemnité mobile, pour toute la période du 1^{er} juillet 1924 au 31 décembre 1926, 675 francs, et 1,583 personnes seraient astreintes à la restitution de 200 francs. Mais, à la faveur de la péréquation, ces pensions s'augmenteront d'une partie mobile dont le montant est supérieur à l'indemnité actuelle. Nous pensons donc que les pensionnés susvisés n'auront rien à rembourser et si même quelques-uns avaient touché une indemnité de vie chère supérieure à l'indemnité mobile, la différence en moins sera compensée par une augmentation de la partie fixe. »

3° L'article 29 des lois coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923 sur les pensions militaires stipule que :

« Le taux des pensions pour ancienneté de service conférés aux sous-officiers et brigadiers de la gendarmerie, ainsi qu'aux gendarmes, est calculé suivant les dispositions de la présente loi et, en outre, pour chaque période complète d'un an d'activité passé dans le corps de la gendarmerie, ce taux est majoré de 15 francs pour les adjudants, sous-officiers et premiers maréchaux-des-logis chefs, de 10 francs pour les maréchaux-des-logis chefs et de 5 francs pour les premiers maréchaux-des-logis et les maréchaux-des-logis fourriers. »

Lors du relèvement des pensions par la loi du 3 juin 1920, ces taux de 15, 10 et 5 francs ne furent pas majorés de 120 % comme la partie principale de la pension.

Un premier maréchal-des-logis pensionné intenta une action à l'État et obtint définitivement gain de cause par arrêté rendu par la Cour de Cassation de Bruxelles, première chambre, le 14 janvier 1926.

En raison de ce jugement et tenant compte des bases de péréquation, la Section centrale est d'avis, que les taux précités doivent être triplés et portés respectivement à 45, 30 et 15 francs.

* * *

L'ensemble du projet de loi, avec les amendements développés ci-dessus, a été adopté à la majorité des membres de la Section centrale. Celle-ci convie la Chambre à l'approuver à son tour en y introduisant les amendements qu'elle a l'honneur de lui proposer et qui sont reproduits au tableau ci-joint.

Le Rapporteur,
G. MELCKMANS.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

(1)
(N^o 246)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 APRIL 1926.

Wetsontwerp houdende perequatie van de rustpensioenen uitgekeerd door de Staatskas, van de pensioenen ten laste der Voorzorgskassen, enz. (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER MELCKMANS.

MIJNE HEEREN,

Het toekennen van duurtebijslagen aan de Staatsbeambten werd noodzakelijk uit hoofde van de voortdurende stijging der levensduurte. Deze maatregel kon als een lapmiddel beschouwd worden zoolang men kon hopen dat de toestand, die moest verholpen worden, slechts *tijdelijk* zou zijn.

Vermits echter die stijging der levensmiddelen bleef duren, had de Regeering beslist het vraagstuk der vaste wedden voorgoed te regelen.

Uit dien hoofde, werd bij Koninklijk besluit van 1 December 1924 de perequatie vastgesteld der wedden van het Staatspersoneel, wiens bezoldiging door de wet niet wordt bepaald. De wedde werd in twee deelen gesplitst : een vast deel en een veranderlijk deel; het vast deel werd bepaald volgens redematige ramingen; het veranderlijk deel houdt verband met het vast deel en met de levensduurte; aldus wordt eene bezoldiging verzekerd, met inachtneming van het geleverde werk en de verantwoordelijkheid in het ambt, van de schommelingen der levensduurte alsmede van den gezinslast en het verblijf.

Hetzelfde doel wordt beoogd door de Koninklijke besluiten van 19 Februari 1925, 12 en 15 Maart 1925 en door de wetten van 6 Maart : de eerste dezer wetten betreft de wedden der leden van het Rekenhof en van het aan deze instelling gehechte personeel; de tweede bepaalt de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde, van den Mynraad, van de bestendige deputatiën van de provinciale raden, van de Katholieke geestelijkheid, van het onderwijzend personeel der lagere en der bewaarscholen.

Deze wetten en besluiten hadden terugwerkende kracht tot op 1 Juli 1924.

De perequatie der rustpensioenen en der pensioenen van de weduwen en weezen der Staatsbeambten moest logischerwijs de perequatie der wedden volgen; te dien einde werd dan ook eene studiecommissie ingesteld op 19 Januari 1925.

(1) Wetsontwerp, n^o 114.

(2) De Middenafdeeling bestond uit de heeren Pirmez, voorzitter, Ficullien, Périquet, De Bruyn (Pr.), Somerhausen, Petit en Melckmans.

De Regeering had daarom toch het lot der gepensioneerden niet verwaarloosd. Door de wetten van 30 April en 30 December 1924, werd hun een duurtebijslag toegekend en, in afwachting van eene vaste wet, bekwamen zij nog voorochotten krachtens de wetten van 12 Augustus en 30 December 1925.

Het eenig artikel van het Koninklijk besluit van 30 December 1925 luidt als volgt :

« De titularissen van pensioenen, behoorende tot de categorieën bedoeld bij de wet van 12 Augustus 1925, zullen, te rekenen van 1 Januari 1926, onder dezelfde voorwaarden als vroeger, eenen duurtebijslag blijven trekken, waarvan het driemaandelijksch bedrag vastgesteld is op het vierde van het jaarlijksch pensioen, zonder 500 frank te mogen overschrijden. »

Dat was ongetwijfeld een mooi gebaar, doch verre van voldoende met het oog op de voortdurende stijging van de levensmiddelen en van de verhooging der huishuur.

De Regeering was daarvan volkomen bewust en legde dan ook, overeenkomstig hare verbintenissen, den 30 December 1925, het ontwerp neer dat ons thans wordt onderworpen.

De afdeelingen, waar de zaak onverwijld aanhangig werd gemaakt, keurden het goed in hunne vergaderingen van 21 en 27 Januari en van 3 Februari 1926. Sommige leden brachten nochtans sommige bezwaren vooruit, namelijk op artikel 5 en op paragraaf 2 van artikel 24.

De Middenafdeeling, samengeroeven den 17 Februari, zette zich beslist aan het werk en gaf, reeds in hare tweede vergadering, met eensgezindheid hare goedkeuring aan het beginsel van eene zuivere perequatie, derwijze dat geene wijziging zou worden gebracht in de bestaande regeling.

Zij deed daartoe gelden, dat het wetsontwerp geene definitieve regeling van het vraagstuk beoogt. Wanneer de Regeering toegaf aan den drang der belanghebbenden, heeft zij inderdaad getracht aan de zaak slechts eene voorloopige oplossing te geven en terwijl zij aldus aan de gepensioneerden in zekere mate voldoening schonk, liet zij aan de Wetgeving den noodigen tijd voor eene volledige herziening der pensioenwetten, herziening waarvan de voorafgaande studie wordt voortgezet door de bij Koninklijk besluit van 19 Januari 1925 ingestelde Commissie.

Deze bedoeling staat overigens duidelijk uitgedrukt in de Toelichting :

« Het wetsontwerp heeft geenszins voor doel de pensioenwetten in hun geheel te herzien. Zijne strekking is niet zoo ruim. Zij bestaat er eenvoudig in, met eerbiediging van de heerschende regelen, het voordeel eener perequatie te schenken aan de pensioenen die tot grondslag hebben jaarwedden van een hooger datum dan 1 Juli 1924.

»

» De Regeering heeft het inzicht bij u, binnen kort, het herzieningsontwerp aanhangig te maken en daaraan geen terugwerkende kracht te geven.

» In hare opvatting, omvat het perequatie ontwerp dus slechts eene voorloopige toepassing. »

Ten einde de gepensioneerden niet langer te doen wachten, was het niet mogelijk anders te handelen, want de herziening van de pensioenwetten is een aanzienlijk werk.

Wanneer de Regeering aan de Kamers eene wet vraagt, waardoor de pensioenen worden geregeld op grondslag der wedden vóór 1 Juli 1924, handelt zij wijs, want dat is het eenigste middel om het vraagstuk voorloopig binnen den kortst mogelijken tijd op te lossen.

Doch het ons voorgelegde wetsontwerp wijkt in vele gevallen van het princip af dat in de Memorie van Toelichting uiteengezet wordt; in strijd met hetgeen er in betoogd wordt, wijzigt het de bestaande regelen voor verscheidene categorieën van Staatsambtenaren.

Deze afwijking geeft aanleiding tot alle besprekingen.

Hoe kan men inderdaad doen aannemen dat de wijziging der regelen, waarbij de wijze van vaststelling van het pensioen wordt bepaald, dringender is voor deze categorie van beambten dan voor gene ?

De Middenafdeeling is van meening dat de Regeering daardoor, ten voordeele van eenigen, vooruitliep op hetgeen zij later denkt te doen voor al de gepensionneerden.

Anderzijds bevat het ontwerp, namelijk betreffende de leden van het onderwyzend personeel der scholen en het cumuleeren der ambten, bepalingen die strijdig zijn met de bestaande regelen en de voordeelen er van verminderen. Het wijkt dus af van het ontworpen programma en streeft er enkel naar « met eerbiediging van de heerschende regelen, het voordeel eener perequatie te verleenen aan de pensioenen die tot grondslag hebben jaarwedden van een hooger datum dan 1 Juli 1924 ».

Teneinde nauwkeurig ingelicht te zijn aangaande de draagwijdte der wijzigingen die door het wetsontwerp in de bestaande regeling gebracht worden, stelde de Middenafdeeling aan den Minister van Financiën, de volgende vraag :

Vraag.

Het Departement gelieve de wijzigingen die door het wetsontwerp in de bestaande regeling voor de verschillende categorieën van gepensionneerden gebracht worden, in elk artikel aan te geven.

Antwoord.

De Memorie van Toelichting (bladz. 2) beschrijft den toestand als volgt :

« Buiten enkele verbeteringen van bijkomenden aard, blijft de bestaande wet behouden voor de pensioenfactoren andere dan het bedrag van de jaarwedden die voor de verevening tot grondslag dienen. Voor deze laatste, moest men noodzakelijkerwijs rekening houden met het bestaan, onder het regime der perequatie, van een veranderlijk gedeelte. »

« Zijne aanpassing aan de onderscheidene regimes van pensioenen en aan de menigvuldige gevallen van elk dezer, vereischte zekere nauwgezetheid welke men niet kon vermijden in het belang van de spoedige uitvoering van het herzieningswerk der loopende pensioenen. »

Onder voorbehoud van deze opmerkingen van algemeenen aard, en, de uitwerking der nieuwe beginselen ter zijde gelaten, zal men pogen op deze vraag naar wensch te antwoorden.

ART. 2.

Met wijziging van het nieuwe artikel 2, van de wet van 21 Juli 1844, wordt het vast gedeelte berekend op de geheele wedde van den graad voor de diplomatische, consulaire en kanselarijambtenaren.

Voormeld artikel 2 luidt als volgt :

ART. 2. — Het gemiddeld bedrag is beperkt tot een gedeelte van de werkelijke wedde, met uitsluiting van elke vergoeding, voor het pensioen der leden van het korps der gezanten

en der consuls, alsook voor het pensioen der andere ambtenaren van den buitenlandschen dienst, afhankelijk van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Dit gedeelte is vastgesteld :

1^o Op de twee derden van de werkelijke wedde, zonder 30,000 frank te mogen overschrijden, voor de bijzondere gezanten en gevolmachtigde ministers van eerste klasse ;

2^o Op de drie vierden van de werkelijke wedde, zonder 26,000 frank te mogen overschrijden voor de bijzondere gezanten en gevolmachtigde ministers van tweede klasse en de hoofdconsuls ;

3^o Op de vier vijfden van de werkelijke wedde, zonder 22,000 frank te mogen overschrijden voor de gezantschapsraadsheeren ;

4^o Op de vijf zesden van de werkelijke wedde, zonder 18,000 frank te mogen overschrijden, voor de consuls ;

5^o Op de zes zevenden van de werkelijke wedde, zonder 15,000 frank te mogen overschrijden, voor de eerste vertalers en eerste tolken, de gezantschapssecretarissen van eerste klasse, de kanseliers, de vertalers en tolken ;

6^o Op de zeven achtsten van de werkelijke wedde, zonder 10,000 frank te mogen overschrijden, voor de vice-consuls ;

7^o Op de zeven achtsten van de werkelijke wedde, zonder 8,000 frank te mogen overschrijden, voor de beambten, leerlingen en tolken, de kanselarijbedienden en de toegevoegde kanseliers.

Zoo de ambtenaar, in den loop der laatste vijf jaren, verscheidene graden bekleed heeft, dan wordt de gemiddelde wedde bepaald met inachtneming van de hierboven vastgestelde beperking voor elken graad.

ART. 5.

1^o Dubbele wijziging in bijgevoegde tabel n^o 1 van de samengeordende militairewetten :

a) Het gedeelte van de wedde is $1/60^e$ voor alle graden ;

b) Het 1^o en 2^o van de kolom « aanmerkingen » van dezelfde tabel zijn door de volgende bepaling vervangen :

« Het maximum van het pensioen mag, met het voordeel bij artikel 58, niet de drie vierden overschrijden van de grondslagwedde, noch de negen tienden van deze wedde met het voordeel bij de artikelen 51 en 52 of van gelijk welke andere vergoedingen » ;

Bedoelde tabel luidt als volgt :

GRADEN.	Gedeelte van de activiteitswedde dienende tot annuïteit voor de berekening van het pensioen.	Aanmerkingen.
Luitenant-generaal en daarmede gelijkgestelde graden	$1/75^{\text{ste}}$	1 ^o Zie het gewijzigd artikel 58 van de wet van 25 November 1919 en het gewijzigd artikel 6 van de wet van 25 Augustus 1920 op de militaire pensioenen.
Generaal-majoor, id.	$1/66^{\text{ste}}$	
Hoofdofficier, id.	$1/64^{\text{ste}}$	2 ^o Het maximum van het pensioen dat berekend is zonder rekenschap te houden met de artikelen 51, 52 en 58 van de wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen mag het beloop van 40 annuïteiten niet overschrijden.
Lager officier, id.		
Onderofficier, id.		
Brigadier, korporaal, id.		
Soldaten en die welke met hen gelijkgesteld zijn.		3 ^o De annuïteit die verkregen wordt door het splitsen van de wedde wordt tot een beloop in franken opgevoerd of teruggebracht naarmate de breuken meer of minder dan 50 centiem bedragen.

2° *Weglating van litt. B van artikel 27 en van de bepaling die opgenomen is in den tweeden volzin van het eerste lid van artikel 28.*

De weggelaten teksten luiden als volgt :

ART. 27. —

b) Het volstrekt maximum van het ancienniteitspensioen van een luitenant-generaal en een generaal-majoor is onderscheidenlijk vastgesteld op 20,000 en 17,000 frank.

ART. 28. — (Eerste lid). ; zoo de belanghebbende echter niet recht heeft op een invaliditeitspensioen en zoo hij zijn pensioen aanvraagt zonder ten minste een jaar activiteit in dien graad te hebben, dan wordt het pensioen geregeld op den onmiddellijk minderen graad.

3° *Nieuwe vorm van litt. C van artikel 27 :*

De wedde, die tot grondslag dient voor het pensioen, is de laatste die den belanghebbende uitgekeerd werd of die hij genoten hadde, in den graad waarmede hij gelijkgesteld was toen hij op rustgeld gesteld werd.

Het volgende wordt toegevoegd :

Met de aanvullende wedde, verleend aan de luitenant-generaals die zekere ambten vervullen, wordt geen rekening gehouden bij de toepassing van bovenstaande bepalingen (1).

De vervangen tekst luidt als volgt :

ART. 27, C. — De wedde die tot grondslag dient voor het pensioen is het maximum dat toegekend wordt aan den graad die den belanghebbende verleend is of waarmede hij gelijkgesteld is op het oogenblik dat hij op rustgeld gesteld wordt.

Van 1 Mei 1922 af, is echter de wedde die tot grondslag dient voor het pensioen der kapiteins en dergenen die met dien graad gelijkgesteld zijn, voor deze officieren die ten minste zes jaar activiteit in den graad aanwijken, of slechts drie jaar zoo zij de leeftijdsgrens bereiken, de maximumwedde die aan dien graad verleend wordt; het is de hoogste wedde, te verleenen aan de kapiteins die zes jaar dien graad bezitten, voor deze officieren die minder dan zes jaar activiteit in dien graad tellen.

Anderzijds, wordt het ancienniteitspensioen der met de officieren niet gelijkgestelde muzikoversten, der muziek-onderoversten, der muzikleden, der klaroen- en trompetspelers, der adjudanten, der eerste hoofdwachtmeesters en der hoofdwachtmeesters van de gendarmerie, geregeld op de hun toegekende maximumwedde, tenzij de belanghebbenden er voordeel bij hebben de bepaling, in bovenstaand eerste lid vastgesteld, op hen te zien toepassen.

Zoo hun pensioen echter geregeld is op de hun toegekende maximumwedde, dan worden bovengenoemde onderofficieren der gendarmerie van de toepassing van artikel 29 der wet van 23 November 1919 uitgesloten.

4° *Wijziging van artikel 58 der samengeordende wetten tot verleenning van pensioensverhoogingen wegens ancienniteit in den graad.*

Artikelen 51 en 52 derzelfde wetten hebben het recht op aanvullende annuïteiten gevestigd, wegens deelneming aan veldtochten enerzijds, en voor frontstrepen, anderzijds.

Dit recht wordt krachtens artikel 53, op zulke wijze berekend dat de militairen van den veldtocht 1914-1918, zes aanvullende annuïteiten kunnen verkrijgen wegens deelneming aan veldtochten en $4\frac{1}{2}$ voor frontstrepen, hetzij te zamen $10\frac{1}{2}$ annuïteiten.

Wordt artikel 58 toegepast zooals het thans luidt, dan mogen deze $10\frac{1}{2}$ annuï-

(1) In werkelijkheid, geldt het hier eene vergoeding wegens het vervullen van een ambt en geenszins eene aanvullende wedde.

teiten, ten zelfden titel als de effectieve diensten, verhoogd worden tot een bedrag van 20 t. h. wegens activiteitsjaren in den graad, zoodat de 10 $\frac{1}{2}$ aanvullende annuïteiten door de wet verleend krachtens artikel 51, 52 en 53, in 12.6 annuïteiten kunnen veranderd worden voor de berekening van het pensioen.

Het 4^o van artikel 5 van het ontwerp streeft er naar, dien abnormalen toestand te verbeteren; deze verbetering is des te noodzakelijker, aangezien het wetsontwerp de fractie van $\frac{1}{60}$ ^{ste} in de plaats stelt van $\frac{1}{64}$ ^{ste}, $\frac{1}{66}$ ^{ste} of $\frac{1}{75}$ ^{ste} die thans toegepast worden.

5^o *Uitzonderlijke maatregel ten voordeele van de luitenant-generaals, dragers van het Groot Lint in de Leopoldsorde om met groote onderscheiding een hooger bevel vóór den vijand te hebben gevoerd.*

Wijziging van artikel 46 f, der samengeordende wetten.

Het doel er van is een billijke regeling te treffen ten aanzien van het pensioen van de officieren op welke het Koninklijk besluit van 16 September 1919 mag toegepast worden; er wordt rekenschap gehouden met de aanvullende loopbaan in die omstandigheden vervuld, met den graad dien zij dienovereenkomstig bekleeden en met de daarbij behorende wedde.

Voorgestelde tekst. — Op het oogenblik dat de gepensioneerde officieren, die gebruik mogen maken van de bepalingen van het Koninklijk besluit van 16 September 1919, n^r 6138, hun ambt definitief verlaten, wordt het hun toegekende ancienniteitspensioen herzien op den graad dien zij bekleed hebben in den hierboven aangegeven post; er wordt rekenschap gehouden met den aanvullenden dienst dien zij vervulden; deze aanvullende dienst mag echter niet berekend worden buiten de leeftijdsgrens die aan de officieren van hun graad in de actieve kaders opgelegd is.

Dezelfde bepalingen worden in toepassing gebracht bij de vaststelling van het ancienniteitspensioen der officieren, op welk bovengenoemd Koninklijk besluit toepasselijk gemaakt werd zonder dat zij een pensioen van dien aard genoten.

Tekst die thans van kracht is. — Art. 46 f). — Het ancienniteitspensioen toegekend aan de gepensioneerde officieren, op welke de bepalingen van het Koninklijk besluit van 16 September 1919, n^r 6136 toepasselijk werden gemaakt, wordt verhoogd op het oogenblik dat zij op definitieve wijze uit hun ambt zijn ontslagen.

Deze verhooging geschiedt door het aantal jaren dienst in het ambt dat in bovengenoemd Koninklijk besluit voorzien is, te vermenigvuldigen met de annuïteit die overeenkomt met den graad waarop hun aanvangspensioen berekend werd; deze annuïteit is vastgesteld overeenkomstig de gegevens voorkomende in de tweede kolom van de eerste tabel die toegevoegd is aan de wet van 25 Augustus 1920 houdende wijziging van de wet van 23 November 1919; het gezamenlijk getal der dienstjaren, die in aanmerking komen voor het pensioen en de pensioensverhooging, mag echter de veertig niet overschrijden, de oorlogsjaren niet inbegrepen en zonder dat artikel 58 op de nieuwe diensten toepasselijk zij.

Voor de officieren, op welke bovenvermeld Koninklijk besluit toepasselijk werd zonder dat zij een ancienniteitspensioen genoten (omdat zij de voorwaarden bij 1^o van artikel 2 van de huidige wet niet vereenigden), wordt de verhooging berekend overeenkomstig de bepalingen van het voorgaand lid; aan de dienstjaren die in aanmerking komen voor deze verhooging worden echter de vroegere

effectieve dienstjaren toegevoegd, met toepassing van hetgeen voorzien is (voor de oorlogsjaren krachtens de artikelen 51 en 52.)

7° Weglating van den tweeden volzin van artikel 68.

Deze volzin luidt als volgt :

ART. 68. — ... Alle vroegere bepalingen worden toegepast op de militairen die aan den oorlog deel genomen hebben, telkens als zij voor hen een grooter voordeel opleveren.

De weggelaten bepaling geeft aanleiding tot moeilijkheden bij de toepassing en zij heeft geene reden van bestaan meer onder het regime der perequatie.

In artikel 6 worden de woorden « komt in aanmerking voor het militair pensioen » vervangen door de woorden « komt in aanmerking voor het recht op het militair pensioen » en in litt. B van artikel 46, worden de woorden « het pensioen wegens dienstjaren » vervangen door deze : « het pensioen. »

Deze wijzigingen zijn bestemd om een einde te stellen aan zekere moeilijkheden van toepassing.

ART. 6.

Dit artikel is de tegenhanger van de wijziging in artikel 10 van de wet van 21 Juli 1844 door de wet van 3 Juni 1920 gebracht.

Het wijzigt artikel 50 van de wet van 21 Juli 1844 in geval meer dan een ambt tegelijk wordt vervuld.

Het trekt artikel 27 van dezelfde wet in.

ART. 7.

1° Worden weggelaten in de wet van 21 Juli 1844, gewijzigd door deze van 3 Juni 1920 :

- a) In het nieuwe artikel 10, deze woorden aan het slot van het tweede lid : « zonder dat zij minder dan 4,000 frank mogen bedragen » ;
- b) In het nieuwe artikel 21, het tweede lid.

Huidige tekst (die bovenstaande wijzigingen betreffen).

ART. 10. — Ingeval van cumulatie van twee of meer ambten, worden de gecumuleerde wedden in rekening gebracht bij de vaststelling van het pensioen.

Worden in de schatting van het gemiddeld bedrag van de wedde begrepen, de toevallige en andere bijkomende winsten die als aanvullende wedde gelden.

Voor de ambtenaren en bedienden van het Beheer van Financiën, aan welke kortingen in plaats van wedden toegekend worden, zal het gemiddeld bedrag slechts vastgesteld worden op de drie vierden van deze kortingen, zonder dat zij tot minder dan 4,000 frank mogen worden teruggebracht.

ART. 21. — Het beloop van het geheele pensioen komt overeen met het gemiddeld bedrag van de wedde die van den ontslagneer gedurende de vijf laatste jaren door de Schatkist uitbetaald werd.

Het pensioen mag echter 10,000 frank niet overschrijden.

2° Vervanging van het nieuwe artikel 13, van de wet van 21 Juli 1844.

Voorgestelde tekst. — ART. 13. — Voor wat het vast gedeelte betreft, zal geen pensioen meer bedragen dan de drie vierde van de sommen die tot grondslag voor de verevening hebben gediend.

Betreffende de boekhouders van het Beheer van Registratie en Domeinen aan welke evenredige kortingen in de plaats van een wedde toegekend worden, mag het vast gedeelte van het pensioen niet 13,250 frank overschrijden.

Geen pensioen mag de drie vierden van de wedde die tot grondslag voor de verevening gediend heeft, noch een bedrag van 14,000 frank overschrijden.

Dit maximum is vastgesteld op 10,000 frank voor de met de boekhouding belaste ambtenaren of bedienden.

3^o *Tekst die bestemd is om opnieuw te regelen den invloed op het rustpensioen van de vergoedingen van tijd, toegekend bij artikel 6, litt. A en B van de wet van 21 Juli 1844 (wet van 3 Juni 1920) uit hoofde van gevangenschap, wegvoering of wezenlijke aanwezigheid in het korps der op voet van oorlog gestelde legers, hetzij krachtens de wet van 12 Maart 1923 voor den dienst in de Kolonie;*

4^o *Deze paragraaf brengt den nieuwen tekst van artikel 14 van de wet van 21 Juli 1844 overeen met het nieuwe stelsel.*

Voorgestelde tekst. — « In al de gevallen waarin een pensioen, voor het vast gedeelte of voor het onverdeeld geheel niet 600 frank bereikt, wordt het opgevoerd tot de helft van de jaarwedde die tot grondslag voor de berekeningen heeft gediend, zonder voor hetzelfde gedeelte dit cijfer te mogen overschrijden. »

Te vervangen tekst. — « In al de gevallen waarin een pensioen niet 600 frank bereikt, wordt het opgevoerd tot de helft de wedde, zonder echter vorenvermeld bedrag te mogen overschrijden. »

ART. 8.

De leden van de Roomsch-Katholieke geestelijkheid zullen geen speciale vermindering op het veranderlijk gedeelte moeten ondergaan, zooals dit het geval is voor de wedde, krachtens artikel 12 van de wet van 6 Maart 1925.

ART. 9.

Het bepaalt, wat betreft het veranderlijk gedeelte, de verdeling van den last der pensioenen van het personeel der gemeentelijke onderwijsinrichtingen en der aangenomene lagere scholen, alsook van het personeel der provinciale normaalscholen.

ART. 11.

Het brengt eenheid in de wijze van berekening der pensioenen die verevend worden ten laste van de weduwen- en wezenkassen, volgens de wedde der laatste vijf jaren gedurende dewelke de aangeslotene bijdragen heeft gestort.

Het verhoogt het maximum (10,000 frank in plaats van 9,000 frank) voorzien in § 2 van het eerste artikel van de wet van 6 Mei 1925.

ART. 12.

Voor de pensioenen die verevend worden ten laste van de weduwen- en wezenkassen, volgens het gemiddeld bedrag van de wedden die aan afhoudingen onderworpen zijn, mag de verhooging den toeslag niet overschrijden, die zou toegekend geweest zijn, voor het tijdperk dat den 1^o Juli 1924 voorafgaat, zoo den 30 Juni 1924 het recht ontstond op een pensioen ten laste van eene kas die pensioenen toekent, volgens het gemiddeld bedrag van de wedden der laatste vijf jaren gedurende dewelke een bijdrage gestort werd.

Voor de betrokken pensioenen komen de voordeelen gewoonlijk overeen met de opofferingen die men zich getroost heeft; dit is echter niet meer het geval met het gedeelte der fictieve verhooging dat niet voortvloeit uit afhoudingen. Daardoor is het noodig, dit gedeelte van de verhooging in dezelfde mate te beperken als in het voorgaande artikel.

ART. 16.

Lichte wijziging in artikel 9 der wet van 3 Juni 1920 en goedkeuring der nieuwe statuten van de kas der weduwen en weezen van de legerofficieren.

ART. 22.

De artikelen 46 en 47 der wet van 21 Juli 1844 alsmede het gedeelte van artikel I der wet van 3 Juni 1890, waardoor de toepassing werd uitgestrekt, worden ingetrokken.

Ingetrokken tekst. — Wet van 21 Juli 1844. — ART. 46. — Niemand kan tegelijkertijd, ten laste van 's Rijks Schatkist, twee pensioenen of eene wedde en een pensioen genieten. De belanghebbende heeft de keuze tusschen de wedde en het pensioen.

Wanneer de pensioengerechtigde de wedde verkiest, heeft dit enkel voor gevolg het genot van het pensioen te schorsen zoolang hij de wedde trekt.

In elk geval, worden de laatste diensten toegevoegd aan de voorgaande om desgevallend eene nieuwe verevening van het pensioen te bewerken.

Wet van 21 Juli 1844. — ART. 47 (nieuw). — Worden uitgezonderd van de voorgaande bepalingen :

1^o De wedde en het pensioen die te zamen niet 5,000 frank overschrijden ; men kan ze tegelijkertijd trekken, wanneer zij verschuldigd zijn wegens verschillende diensten ;

2^o De pensioenen die te zamen niet 4,000 frank overschrijden ;

3^o De pensioenen die verleend worden ten bezwarenden titel ;

4^o De pensioenen die krachtens de wetten aan een militair order zijn gehecht.

Wet van 3 Juni 1920. — Eerste Artikel. — De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 24 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen :

De artikelen 46 en 47 der wet zijn van toepassing op de cumulatie van een militair pensioen wegens dienstjaren met eene wedde wegens eene burgerlijke bediening.

ART. 24.

§ 2. « De goedgunstig door de gemeenten aan hunne onderwijzers vergunde voordeelen komen alleen in aanmerking voor de werkelijk aan de verkrijgers gestorte sommen, ongelet op de nakomende verhoogingen. »

De pensioensaanvulling voortkomende van de soortgelijke toeslagen valt uitsluitend ten laste van de gemeenten, zoo deze toeslagen werden verleend of verhoogd krachtens eene beschikking van lateren datum dan 1 Juli 1924.

De gemeenten kunnen inderdaad niet gemachtigd worden de lasten van den Staat, dezès ondanks, te verhoogen.

En verder valt elke perequatie, die niet uitgaat van de Regeering of van de Wetgeving, buiten het kader dezer wet.

* .

Deze verklaringen hebben de Middenafdeeling in de meening, welke zij in hare tweede vergadering reeds uitgebracht had, nog bevestigd; en de amendementen welke zij de eer heeft U voor te leggen, hebben geen ander doel dan door de geheele toepassing der bestaande reglementen, volkomen het beginsel te vrijwaren der zuivere perequatie die, volgens hare meening, de grondslag van het wetsontwerp blijven moet.

Niettemin wil zij graag bekennen dat zij niet afkeurend staat tegenover de aangebrachte wijzigingen; zij is echter van gevoelen, dat deze moeten deel uitmaken van het ontwerp tot geheele herziening die ons door de Regeering is aangekondigd.

Om het onderzoek te vergemakkelijken, gaat eene verklarende Nota elk voorgesteld amendement vooraf.

Wijzigingen en amendementen door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Te doen wegvallen den tweeden volzin van de tweed alinea luidende :

« Deze beperking is echter niet van toepassing op de agenten der diplomatieke, consulaire en kanselarijdienslen. »

Deze weglating is nookzakelijk.

Krachts het Koninklijk besluit van 25 Maart 1925, houdende wijziging van de artikelen 68, 69, 70 en 78 van het organiek besluit van 15 Juli 1920 betreffende de diplomatieke loopbanen, enz., hebben ongetwijfeld de agenten, waarvan sprake, — zij mogen in het buitenland wezen of tijdelijk gehecht aan het Middenbestuur, — recht op een *veranderlijk deel* der wedde. Dienvolgens, worden zij, zooals al de Staatsambtenaren, beheerscht door den algemeenen regel en wordt de door de Middenafdeeling weggelaten tekst overbodig ⁽¹⁾.

(1) *Tekst der artikelen 68, 69, 70 en 78 van het organiek besluit van 15 Juli 1920 betreffende de diplomatieke loopbaan, enz.*

ART. 68 (nieuw). — De in het buitenland in dienst zijnde diplomatieke agenten genieten, buiten de jaarwedde van graad, een veranderlijke wedde van post, onder de voorbehoudingen voorzien in artikel 69. De basis van deze wedde is :

10,000 frank voor de ministers 1^o klasse;
8,000 frank voor de ministers 2^o klasse;
6,000 frank voor de gezantschapsraden;
4,000 frank voor de gezantschapssecretarissen 1^o klasse;
3,000 frank voor de gezantschapssecretarissen 2^o klasse;
2,000 frank voor de gezantschapsattachés.

ART. 69 (nieuw). — De veranderlijke wedden van post worden verhoogd met schijven van 10 t. h. voor elke eenheid welke de dollar der Vereenigde Staten van Amerika noteert boven tien Belgische franken zonder dat er met de eenheidsbreuken rekening wordt gehouden.

De aldus berekende veranderlijke wedden van post worden met een tiende verminderd voor elke ondeelbare schijf van 10 t. h. stijging van de geldwaarde van het land der standplaats, in verhouding men den Belgischen frank; zoodat de agenten die zich in een land bevinden waar de waarde van het geld met minstens 100 t. h. die van den Belgischen frank overschrijdt, geene wedde van post ontvangen en uitsluitend de vergoeding op hunne bezoldigingen voortvloeiend uit den wisselkoers genieten.

ART. 70 (nieuw). — De veranderlijke wedden van post worden alle semesters herzien volgens den gemiddelden wisselkoers gedurende de eerste vijf maanden van den verloopenden semester en de maand die er aan voorafgaat. Zij beginnen te loopen op den dag van het vertrek van den agent naar zijnen post en houden op, den dag waarop hij terug in België komt.

ART. 78 (nieuw). — De agenten geroepen om tijdelijk hunne medewerking aan het Hoofdbeheer te verleenen ontvangen, buiten een vaste jaarwedde, waarvan het bedrag bepaald wordt door Onzen Minister van Buitenlandsehe Zaken, het veranderlijk deel der wedde en de vergoedingen waarvan de agenten van dit beheer het voordeel genieten.

ART. 2.

1. In de eerste alinea de woorden : « bij de artikelen 6 en 7 te vervangen door de woorden : « bij artikel 7 ».

2. Te doen wegvallen de tweede alinea luidende :

« Met wijziging van artikel 11 (nieuw), van de wet van 21 Juli 1844, wordt de berekening gedaan op de algeheelheid van de wedde van den graad voor de diplomatieke, consulaire en kanselarijagenten. »

De tweede alinea van het ontwerp wijzigt de bestaande grondslagen tot vaststelling van het pensioen der diplomatieke, consulaire en kanselarijagenten. De Middenafdeeling is van oordeel dat deze wijziging niet als een onderschikte zaak kan worden beschouwd en vermits, naar de Memorie van Toelichting, buiten enkele verbeteringen van bijkomenden aard, de bestaande wet behouden blijft voor de pensioenfactoren andere dan het bedrag van de jaarwedden die voor de verevening tot grondslag dienen, moet aan dien regel strikt worden vastgehouden, tot wanneer de nieuwe herwerking der verschillende stelsels er zij.

Het vaste pensioen der betrokken personen zal dus berekend worden volgens de regelen bepaald bij artikel 11 der wet van 21 Juli 1844, gewijzigd door die van 3 Juni 1920, en volgens de wetten bepaald bij het Koninklijk besluit van 23 Maart 1925.

Insgelijks, zooals reeds werd gezegd in de nota op artikel 1, wordt hun het veranderlijk gedeelte van het pensioen toegekend, voorzien bij artikel 8 van het ontwerp.

ART. 3.

Na de eerste alinea van artikel 3, de volgende alinea toe te voegen :

De voordeelen, welke de gemeenten aan de onderwijzers hebben toegekend, komen insgelijks op fictieve wijze in rekening, zelfs indien deze voordeelen na 1 Juli 1924 werden toegekend of gewijzigd.

De eerste alinea van artikel 3 bepaalt, dat voor het berekenen van het vast gedeelte van het pensioen, de wedden en voordeelen fictief op het cijfer worden gebracht der wedden en voordeelen van de indienst zijnde agenten, krachtens de wetten en Koninklijke besluiten betreffende de perequatie der wedden en loonen.

Dienvolgens, zal het vast pensioen der oud-gepensionneerden, met uitzondering van enkele onderwijzers, op het cijfer worden gebracht van dat der nieuw gepensionneerden.

De onderwijzers waarvan hier sprake, zijn namelijk die welke hun ambt hebben uitgeoefend in eene der 179 gemeenten die uit de gemeentekas aanvullende wedden toevoegen.

Voor de onderwijzers dezer gemeenten, die reeds gepensionneerd zijn of het zullen worden, wordt dus het vast pensioen bepaald naar den grondslag der wettelijke wedde, verhoogd met den gemeentelijken bijslag, terwijl, volgens het ontwerp der Regeering, de oud-gepensionneerden slechts de verhooging der wettelijke wedde genieten. Dit onderscheid is eene onrechtvaardigheid die door het amendement der Middenafdeeling — door 4 tegen 2 stemmen aangenomen — verdwijnt.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat, volgens het beginsel zelf der perequatie, billijkerwijs al de onderwijzers die tot het pensioen worden toegelaten, dezelfde voordeelen moeten genieten, eender op welk tijdstip zij hun ambt hebben neergelegd.

Deze zienswijze steunt bovendien op artikel 29 der wet tot regeling van het lager onderwijs, waarin wordt gezegd dat de wedde der onderwijzers door de gemeenteraden wordt vastgesteld.

Ook kan worden aangevoerd het argument door de meerderheid der Middenafdeeling aangenomen, tot intrekking van § 2 van artikel 24.

Op verzoek van een lid werd de volgende vraag gesteld :

« Artikel 3 bepaalt dat de perequatie de wedden treft, die onder toepassing komen der wetten en besluiten van het Middenbestuur.

» Worden daardoor de leden van het onderwijzend personeel uitgesloten, die wedden genieten, vastgesteld door de gemeenteraden (leeraars van teeken-, muziek-, nijverheids-, beroepsscholen, enz.). »

Daarop luidde het antwoord :

« Ja.

» Werden de wedden door de wet noch door de Regeering herzien, dan houdt men zich aan den bestaanden toestand. »

Met 4 tegen 2 stemmen was de Middenafdeeling van gevoelen, dat deze agenten niet mogen buitengesloten worden der perequatie der pensioenen; en daarom stelt zij voor, aan § 3 van artikel 24 de volgende alinea toe te voegen :

« Hetzelfde geldt voor de pensioenen der leden van het personeel der andere gemeentelijke instellingen en der provinciale onderwijsinrichtingen.

» Bestaan er geene gelijkaardige instellingen, dan worden deze verschillende gevallen geregeld naar luid van artikel 25 dezer wet. »

ART. 5.

1. N^r 1^o te doen wegvallen en n^r 2^o dat n^r 1^o wordt, te doen luiden als volgt :

« Littera B van artikel 27 wordt ingetrokken en vervangen als volgt : Het hoogste bedrag van het vast pensioen van den luitenant-generaal en van den generaal majoor wordt onderscheidenlijk bepaald op 26,000 frank en 22,000 frank, onverminderd de toepassing van de artikelen 51 en 52 der bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen. »

2. Te doen wegvallen de 2^e alinea van n^r 2^o luidende :

« Dit geldt eveneens voor de bepaling overgenomen in den tweeden volzin van de eerste alinea van artikel 28. »

3. De n^{rs} 3^o, 4^o, 5^o en 6^o vallen weg; in n^r 7^o te doen wegvallen de woorden :

« ... De tweede volzin van artikel 68 wordt ingetrokken. » **Het overige, dat n^r 2^o en n^r 3^o wordt, te behouden.**

Artikel 5 van het Regeeringsontwerp wijzigt volledig de thans bestaande grondslagen. De Middenafdeeling is van meening dat deze wijzigingen niet passen in een eenvoudig en zuiver perequatieontwerp; het is wel billijk de vroegere pensioenen met de huidige noodwendigheden, voortvloeiende uit de levensduurte, overeen te brengen, door deze voordeelen met terugwerkende kracht op 1 Juli 1924 toe te kennen; doch er was nooit sprake van de grondslagen te wijzigen, die krachtens de samengeordende wetten toepasselijk zijn. Men heeft een perequatie der pensioenen beloofd in overeenstemming met de wedden op welke de perequatie was toegepast, doch men moet geen gebruik maken van dezen maatregel om andere voordeelen met terugwerkende kracht toe te staan.

De Middenafdeeling is van meening, dat het maximumbedrag van het vast pensioen voor de luitenants-generaals, dat thans 20,000 frank beloopt, moet gebracht worden op 26,000 frank; voor de generaals-majours moet gebracht worden van 17,000 op 22,000 frank; daaraan wordt het veranderlijk gedeelte toegevoegd. Zij bekomen bovendien de voordeelen krachtens de artikelen 51 en 52 van de wetten op de militaire pensioenen, samengeordend door het Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923; deze artikelen luiden als volgt;

Art. 51. — Gansch de diensttijd der militairen bij de op oorlogsvoet zijnde legers doorgebracht, zal voor dubbel tellen in de regeling hunner dienstjaren voor het bekomen van een pensioen wegens dienstouderdom.

Hetzelfde zal gelden voor den tijd welken zij als krijgsgevangenen of geïnterneerden in den vreemde hebben doorgebracht.

Art. 52. — De diensttijd welken de militairen sedert den 1 Augustus 1914 volbracht hebben en die hun onder de bij de wet bepaalde voorwaarden op het toekennen der frontchevrons recht verleent, zal voor het drievoud worden geteld.

De volgende voorbeelden zullen aan de heeren Kamerleden toelaten zich rekenschap te geven van de draagwijdte van het voorstel der Middenafdeeling.

VERGELIJKENDE TABELLEN

met aangifte van de maximumbedragen der pensioenen van hoofdofficieren en lagere officieren.

LUITENANT-GENERAAL die al de frontstrepen verkregen heeft.		LUITENANT-GENERAAL die niet aan den oorlog deelnam.	
A. — Volgens de wetten samengeordend bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 fr.	20,000	A. — Volgens de wetten samengeordend krachtens het Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923. fr.	20,000
B. — Regeeringsontwerp :		B. — Regeeringsontwerp :	
9/10 ^e van maximumwedde (40,000) fr.	36,000	3/4 van de maximumwedde (40,000) fr.	30,000
Veranderlijk gedeelte	8,000	Veranderlijk gedeelte	7,000
	44,000		37,000
C. — Voorstel van de Middenafdeeling :		C. — Voorstel van de Middenafdeeling :	
<i>Vast gedeelte.</i>		<i>Vast gedeelte.</i>	
Grondslag 40/75 ^e van 40,000 fr.	21,320	Grondslag 40/75 ^e van 40,000 fr.	21,320
Voor jaren graad 20 t. h. (art. 58)	4,260	Voor jaren graad 20 t. h.	4,260
10.5 annuïteiten voor frontstrepen (art. 52)	6,720		
	32,300		25,560
Te zamen : vast gedeelte	32,300	Te zamen : vast gedeelte	25,560
Veranderlijk gedeelte	7,400	Veranderlijk gedeelte	6,000
	39,700		31,560

GENERAAL-MAJOOR

die al de frontstrepen verkregen heeft.

A. — Volgens de wetten samengeordend bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923. fr.		17,000	
B. — Regeeringsontwerp :			
9/10 ^e van de maximumwedde (33,500)	fr.	30,150	} 37,150
Veranderlijk gedeelte		7,000	
C. — Voorstel van de Middenafdeeling :			
Vast pensioen :			
Grondslag van het pensioen :			
40/66 van 33,500	fr.	20,280	
Voor de jaar graad 20 t. h.		4,056	
10.5 annuïteiten voor frontstrepen.		6,380	
			30,710
Naar het maximumbedrag van het vast gedeelte beperkt is tot 22,000 frank, beloopt het pensioen :			
Maximum	fr.	22,000	} 34,980
10.5 annuïteiten voor frontstrepen.		6,380	
Veranderlijk gedeelte		6,600	

KOLONEL

die al de frontstrepen bekomen heeft.

A. — Volgens de wetten samengeordend bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923.			
Grondslag van het pensioen :			
40/64 van 17,400	fr.	10,870	} 16,460
Jaren graad 20 % (art. 58)		2,170	
10.5 annuïteiten voor frontstrepen (art. 52)		3,420	
B. — Regeeringsontwerp :			
9/10 van de maximumwedde (28,500)	fr.	25,650	} 31,650
Veranderlijk gedeelte		6,000	
C. — Voorstel van de Middenafdeeling :			
Vast gedeelte :			
Grondslag van het pensioen :			
40/64 van 28,500	fr.	17,800	
Voor de jaren graad 20 t. h.		3,560	
10.5 annuïteiten voor frontstrepen		5,600	
Te zamen : vast gedeelte		26,960	} 33,160
Veranderlijk gedeelte		6,200	

LUITENANT-KOLONEL

die al de frontstrepen bekomen heeft.

A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten :			
Grondslag van het pensioen :			
40/60 van 14,400		9,000	} 13,635
Jaren graad 20 t. h.		4,800	
10.5 annuïteiten voor frontstrepen		2,835	
B. — Regeeringsontwerp :			
9/10 van de maximumwedde (24,000)	fr.	21,600	} 26,800
Veranderlijk gedeelte		5,200	

GENERAAL-MAJOOR

die aan den oorlog niet deelgenomen heeft.

A. — Volgens de wetten samengeordend bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923. fr.		17,000	
B. — Regeeringsontwerp :			
3/4 van de maximumwedde (33,500)	fr.	25,125	} 31,125
Veranderlijk gedeelte		6,000	
C. — Voorstel van de Middenafdeeling :			
Vast pensioen :			
Grondslag van het pensioen :			
40/66 van 33,500	fr.	20,280	
Voor de jaren graad 20 t. h.		4,056	
			24,336
Naar het maximumbedrag van het pensioen beperkt is tot 22,000 frank, beloopt het pensioen :			
Maximum	fr.	22,000	} 27,400
Veranderlijk gedeelte		5,400	

KOLONEL

die aan den oorlog niet deelgenomen heeft.

A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten.			
Grondslag van het pensioen :			
40/64 van 17,400	fr.	10,870	} 13,040
Voor de jaren graad 20 t. h.		2,170	
B. — Regeeringsontwerp :			
3/4 van de maximumwedde (28,500)	fr.	21,375	} 26,575
Veranderlijk gedeelte		5,200	
C. — Voorstel van de Middenafdeeling :			
Vast gedeelte.			
Grondslag van het pensioen :			
40/64 van 28,500	fr.	17,800	
Voor de jaren graad 20 t. h.		3,560	
Te zamen : vast gedeelte		21,360	} 26,560
Veranderlijk gedeelte		5,200	

LUITENANT-KOLONEL

die aan den oorlog niet deelgenomen heeft.

A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten :			
Grondslag van het pensioen :			
40/64 van 14,400	fr.	9,000	} 10,800
Voor de jaren graad 20 t. h.		1,800	
B. — Regeeringsontwerp :			
3/4 van de maximumwedde (24,000)	fr.	18,000	} 22,600
Veranderlijk gedeelte		4,600	

C. — Voorstel van de Middenafdeeling :

Vast gedeelte :

Grondslag van het pensioen 40/64 ^e van 24,000 . . fr.	15,000	
Voor de jaren graad 20 t. h.	3,000	
10.5 annuïteiten voor front- strepen	4,725	
<hr/>		
Te zamen : vast gedeelte . .	22,725	} 28,125
Veranderlijk gedeelte . . .	5,400	

MAJOOR

die al de frontstrepen bekomen heeft.

A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten :

Grondslag van het pensioen 40/64 ^e van 12,960 . . fr.	8,080	} 12,236
Voor de jaren graad 10 t. h.	1,616	
10.5 annuïteiten voor front- strepen	2,540	
<hr/>		

B. — Ontwerp van de Regeering :

9/10 ^e van de maximumwedde (20,500) fr.	18,450	} 23,050
Veranderlijk gedeelte . . .	4,600	

C. — Voorstel van de Middenafdeeling :

Vast gedeelte :

Grondslag van het pensioen 40/64 ^e van 20,500 . . fr.	12,800	
Voor de jaren graad 20 t. h.	2,560	
10.5 annuïteiten voor front- strepen	4,030	
<hr/>		
Te zamen : vast gedeelte fr.	19,390	} 24,190
Veranderlijk gedeelte . . .	4,800	

KAPITEIN-COMMANDANT

die al de frontstrepen bekomen heeft.

A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten :

Grondslag van het pensioen 40/64 van 10,920 . . fr.	6,800	} 10,300
Voor de jaren graad 20 t. h.	1,360	
10.5 annuïteiten voor front- strepen	2,140	
<hr/>		

B. — Volgens het Regeeringsontwerp :

9/10 van de maximumwedde (16,700) fr.	15,030	} 19,030
Veranderlijk gedeelte . . .	4,000	

C. — Volgens het voorstel van de Middenafdeeling :

Vast gedeelte :

Grondslag van het pensioen 40/64 van 16,700 . . fr.	10,400	
Voor de jaren graad 20 t. h.	2,080	
10.5 annuïteiten voor front- strepen	3,270	
<hr/>		
Te zamen : vast gedeelte. fr.	15,750	} 19,750
Veranderlijk gedeelte . . .	4,000	

C. — Voorstel van de Middenafdeeling :

Vast gedeelte :

Grondslag van het pensioen 40/64 van 24,000 . . fr.	15,000	
Voor de jaren graad 20 t. h.	3,000	
<hr/>		
Te zamen : vast gedeelte . .	18,000	} 22,600
Veranderlijk gedeelte . . .	4,600	

MAJOOR

die niet aan den oorlog deelgenomen heeft.

A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten :

Grondslag van het pensioen 40/64 van 12,600	8,080	} 9,696
Voor de jaren graad 20 t. h.	1,616	
<hr/>		

B. — Regeeringsontwerp :

3/4 van de maximumwedde (20,500) fr.	15,375	} 19,375
Veranderlijk gedeelte . . .	4,000	

C. — Voorstel van de Middenafdeeling :

Vast gedeelte :

Grondslag van het pensioen 40/64 van 20,500 . . . fr.	12,800	
Voor de jaren graad 20 t. h.	2,560	
<hr/>		
Te zamen : vast gedeelte. fr.	15,360	} 19,360
Veranderlijk gedeelte . . .	4,000	

KAPITEIN COMMANDANT

die niet aan den oorlog deelgenomen heeft.

A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten :

Grondslag van het pensioen 40/64 van 10,920 . . . fr.	6,800	} 8,160
Voor de jaren graad 20 t. h.	1,360	
<hr/>		

B. — Volgens het Regeeringsontwerp :

3/4 van de maximumwedde (16,700) fr.	12,525	} 15,925
Veranderlijk gedeelte . . .	3,400	

C. — Volgens het voorstel van de Middenafdeeling :

Vast gedeelte :

Grondslag van het pensioen 40/64 ^e van 16,700 . . fr.	10,400	
Voor de jaren graad 20 t. h.	2,080	
<hr/>		
Te zamen : vast gedeelte. fr.	12,480	} 15,880
Veranderlijk gedeelte . . .	3,400	

LUITENANT en ONDERLUITENANT die al de frontstrepen bekomen heeft.	LUITENANT en ONDERLUITENANT die niet aan den oorlog deelgenomen heeft.
A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten.	A. — Volgens de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten.
Grondslag van het pensioen 40/64 van 8,040 . . . fr. 5,000	Grondslag van het pensioen 40/64 van 8,040 . . . fr. 5,000
Voor de jaren graad 20 % 10.5 annuïteiten voor frontstrepen 1,575	Voor de jaren graad 20 % 1,000
} 7,575	} 6,000
B. — Volgens het Regeeringsontwerp :	B. — Volgens het Regeeringsontwerp :
9/10 van de maximum- wedde (13,500) . . . fr. 12,150	3/4 van de maximumwedde (13,500) fr. 10,125
Veranderlijk gedeelte . . . 3,400	Veranderlijk gedeelte . . . 3,000
} 15,550	} 13,125
C. — Volgens het voorstel van de Middenafdeeling :	C. — Volgens het voorstel van de Middenafdeeling :
<i>Vast gedeelte.</i>	<i>Vast gedeelte.</i>
Grondslag van het pensioen 40/64 van 13,500 . . . fr. 8,400	Grondslag van het pensioen 40/64 van 13,500 . . . fr. 8,400
Voor de jaren graad 20 % . . 4,680	Voor de jaren graad 1,680
10.5 annuïteiten voor front- strepen 2,640	
} 16,120	} 13,080
Te zamen : vast gedeelte. fr. 12,720	Te zamen : vast gedeelte. fr. 10,080
Veranderlijk gedeelte . . . 3,400	Veranderlijk gedeelte. 3,000

ART. 6.

Dit artikel dient afgeschaft te worden.

Zooals de Memorie van Toelichting het zegt, is de tekst van artikel 6 de tegenhanger van de bepalingen van de wet van 3 Juni 1920.

De nieuwe regeling, bepaald in de wet van 3 Juni, zal aan de rechtmatige belangen van talrijke gepensioneerden schaden.

Overeenkomstig de wet van 3 Juni 1920, wordt inderdaad bij de vereffening van het pensioen, rekening gehouden met de gecumuleerde wedden. Een onderwijzer b. v., die leeraar is in eene nijverheidsschool en veertig jaar dienst telt als onderwijzer en twintig jaar als leeraar, bekomt een enkel pensioen, berekend op de veertig jaren dienst en het gemiddeld bedrag van de gecumuleerde wedde gedurende de vijf gunstigste jaren.

Volgens het Regeeringsontwerp, zal hij twee onderscheidene pensioenen bekomen : een als onderwijzer wegens veertig jaren dienst en een als leeraar, berekend op twintig jaren dienst volgens den maatstaf van één vijf en vijfzigste per dienstjaar.

De Middenafdeeling is van meening dat er aanleiding bestaat om het stelsel te behouden dat door de wet van 3 Juni 1920 ingevoerd werd.

Ingeval van cumulatie kan geen veranderlijk gedeelte op het totaal bedrag van het pensioen verleend worden, aangezien de in dienst zijnde ambtenaren slechts recht hebben op het veranderlijk gedeelte dat hun wegens het voor naamste ambt toekomt.

Derhalve stelt de Middenafdeeling voor; den volgenden tekst aan artikel 8 van het ontwerp, betreffende het veranderlijk gedeelte, toe te voegen :

« In geval van cumulatie van twee of meer betrekkingen, geldt alleen het pensioensbedrag vastgesteld maar het beloop der activiteitswedde die recht geeft op een veranderlijke vergoeding, voor de berekening van het veranderlijk pensioensgedeelte. »

Dit amendement bekrachtigt aldus in zake pensioenen het principieel dat toegepast werd op de in dienst zijnde ambtenaren.

ART. 7.

1. Paragraaf 2 doen wegvallen en vervangen door vol-

genden tekst : « Artikel 13 (nieuw) van de wet van 21 Juli 1844 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. — Voor wat het vast gedeelte betreft, zal geen pensioen meer bedragen dan de drie vierde van de sommen die tot grondslag voor de verevening hebben gediend, noch een som van 20,500 frank. Het maximum wordt bepaald op 14,750 frank voor de rekenplichtige ambtenaren en bedienden en voor de hypotheekbewaarders. »

2. De 2^{de} alinea van de 3^{de} paragraaf weg te laten.

3. In de 3^{de} alinea van paragraaf 3, de woorden : « De vorige twee alinea's zijn mede van toepassing » te vervangen door de woorden : « De vorige alinea is mede van toepassing ».

4. In paragraaf 4, de woorden : « 600 frank », te vervangen door « 800 frank ».

Artikel 7 van het ontwerp schaft de volstrekte maxima of om te blijven bij het relatieve maximum van $\frac{3}{4}$ van de som die tot grondslag heeft gediend voor de vereffening.

Dit is een nieuw beginsel dat aanleiding kan geven tot misbruiken.

Deze maxima, welke 7,500 frank en 5,250 frank bedroegen, werden door de wet van 3 Juni 1920 gebracht op 14,000 frank en op 10,000 frank. Met 4 tegen 2 stemmen, was de Middenafdeeling van meening dat zij thans moeten gebracht worden op 20,000 en op 14,500 frank voor het vaste pensioensgedeelte bij toepassing van de vermenigvuldigers benuttigd voor de weddeperequatie, plus het veranderlijk gedeelte. De minderheid was van oordeel dat die maxima moesten gebracht worden op 18,000 en op 15,000 frank, plus het veranderlijk gedeelte.

De enkele voorbeelden die volgen volstaan om te bewijzen dat de zienswijze van de Middenafdeeling steunt op eene billijke perequatie.

	Bestaande regeling.	Ontwerp van de Regeering.		
		Vast.	Veranderl.	Samen.
Secretaris generaal . . . fr.	14,000	28,500	6,600	35,100
Directeur generaal	14,000	24,750	5,800	30,550
Inspecteur generaal	14,000	22,500	5,400	27,900
Directeur	14,000	20,625	5,000	25,625

AMENDEMENT VAN DE MIDDENAFDEELING.

(Zelfde ambtenaren.)

	Maximum wedde.	Ontwerp van de Regeering.		
		Vast.	Veranderl.	Samen.
1 fr.	38,000	20,500	5,000	25,500
2	33,000	20,500	5,000	25,500
4	30,000	20,500	5,000	25,500
4	27,500	20,500	5,000	25,500

Bij § 4, heeft de Middenafdeeling het cijfer 600 frank vervangen door 800 frank om den toestand van de kleine gepensioneerden eenigszins te verbeteren.

Op 1 Januari 1926, waren er 3,515 pensioenen van minder dan 1,000 frank ten laste van de Schatkist. Ten gevolge van de perequatie, zal het getal gepensioneerden, die minder dan 800 frank 's jaars trekken, uiterst gering zijn, en dienvolgens zal de financiële last, voortvloeiend uit dit amendement, niet zeer zwaar zijn.

ART. 8.

1. Te doen wegvallen de 6^{de} alinea luidende : « In geen geval, mag het veranderlijk gedeelte het vast gedeelte overschrijden ».

2. Aan het slot van artikel 8, de volgende alinea toe te voegen : *In geval van cumulatie van twee of meer betrekkingen, geldt alleen*

het pensioenbedrag, vastgesteld naar het beloop der activiteitswedde die recht geeft op een veranderlijke vergoeding, voor de berekening van het veranderlijk pensioensgedeelte.

Om dezelfde reden als voor de wijziging van paragraaf 4 van artikel 7, oordeelt de Middenafdeeling, met 3 tegen 2 stemmen en 1 onthouding, dat de bepaling, krachtens dewelke het veranderlijk gedeelte het vaste gedeelte niet mag overtreffen, moet wegvallen. Dit slaat overigens alleen op de zeer kleine pensioenen.

6. Voorbeelden :

Op een vast pensioen van 800 frank, verleent artikel 8, met het tegenwoordig index, slechts een gelijkwaardig veranderlijk gedeelte, dus eveneens 800 frank. Door de voorgestelde afschaffing, zou het veranderlijk gedeelte bedragen $8 \times 125 = 1,000$ frank.

Met het index 601-630, zou het veranderlijk gedeelte van een vast pensioen van 1,100 frank, $10 \times 150 = 1,500$ frank bedragen. Het veranderlijk gedeelte zou dus het vaste gedeelte met 400 frank overschrijden, maar men vergeet niet dat het hier een toestand geldt die door de levensduurte verzwaaard is.

Er zijn geen misbruiken te vreezen wegens de weglating van alinea 6, vermits een vast pensioen van 2,000 frank thans slechts een veranderlijk gedeelte van 1,400 frank geeft.

Wat het toegevoegde betreft, dit is noodig door de weglating van artikel 6 van het wetsontwerp.

Om wille van meer helderheid geven wij hieronder de volledige tabel van de veranderlijke vergoedingen toegestaan door artikel 8 :

A. — Bedragen toepasselijk op de pensioenen.

Veranderlijk gedeelte.

125	frank	voor de pensioenen van minder dan	fr.	4,000	»
150	id.	id.	van 1,000 frank tot	1,999	99
175	id.	id.	id. 2,000 id.	2,999	99
200	id.	id.	id. 3,000 id.	3,999	99
225	id.	id.	id. 4,000 id.	4,999	99
250	id.	id.	id. 5,000 id.	5,999	99
275	id.	id.	id. 6,000 id.	6,999	99
300	id.	id.	id. 7,000 id.	7,999	99
325	id.	id.	id. 8,000 id.	8,999	99
350	id.	id.	id. 9,000 id.	9,999	99
375	id.	id.	id. 10,000 id.	10,999	99
400	id.	id.	id. 11,000 id.	11,999	99
425	id.	id.	id. 12,000 id.	12,999	99
450	id.	id.	id. 13,000 id.	13,999	99
475	id.	id.	id. 14,000 id.	14,999	99
500	id.	id.	id. 15,000 id.	15,999	99
525	id.	id.	id. 16,000 id.	16,999	99
550	id.	id.	id. 17,000 id.	17,999	99
575	id.	id.	id. 18,000 id.	18,999	99
600	id.	id.	id. 19,000 id.	19,999	99
625	id.	id.	id. 20,000 id.	20,999	99
650	id.	id.	id. 21,000 id.	21,999	99
675	id.	id.	id. 22,000 id.	22,999	99
700	id.	id.	id. 23,000 id.	23,999	99
725	id.	id.	id. 24,000 id.	24,999	99
750	id.	id.	id. 25,000 id.	25,999	99
775	id.	id.	id. 26,000 id.	26,999	99
800	id.	id.	id. 27,000 id.	27,999	99
825	id.	id.	id. 28,000 id.	28,999	99
850	id.	id.	id. 29,000 id.	29,999	99
875	id.	id.	id. 30,000 id.	30,999	99
900	id.	id.	id. 31,000 id.	31,999	99
925	id.	id.	id. 32,000 id.	32,999	99
950	id.	id.	id. 34,000 id.	33,999	99
975	id.	id.	id. 34,000 id.	34,999	99
1,000	id.	id.	id. 35,000 id.	en	hooger.

ART. 9.

In de eerste alinea, de woorden : « en de gemeente waar de betrokkene het laatst heeft gefungeerd » **te vervangen door** « en de gemeente (n) waar de betrokkene heeft gefungeerd ».

Het amendement van de meerderheid der Middenafdeeling, bij artikel 9, eerbiedigt de bestaande regeling.

Het zou onbillijk zijn de 2/5^e van het veranderlijk gedeelte enkel ten laste te leggen van de gemeente waar de betrokkene heeft gefungeerd.

Voor het vaste gedeelte, moeten al de gemeenten waar een onderwijzer heeft gefungeerd, tusschenkomen voor 2/5^e van het bedrag van het pensioen en volgens het getal dienstjaren in elk van deze vervuld.

De meerderheid van de Middenafdeeling is van gevoelen dat deze regel ook moet gelden van het veranderlijk gedeelte.

ART. 11.

De woorden : « Op den voet van », **aan het slot der eerste alinea, alsmede de n^o 1^o en 2^o van dezelfde alinea luidende :**

« 1^o 20 t. h. voor de eerste tien jaren of voor al de jaren, indien het geheel getal gelijk is aan of hooger dan 5 en lager dan 10 ;

« 2^o 1 t. h. voor elk der jaren boven tien, zonder 140 frank per jaar te mogen overschrijden,

te vervangen door den volgenden tekst : « naar de grondslagen van de organieke reglementen der onderscheidene kassen. »

De Middenafdeeling kan den tekst van het regeeringsontwerp niet aannemen, daar hij de bestaande grondslagen voor de berekening der pensioenen, ten laste van sommige kassen voor weduwen en weezen wijzigt, en op grond van het aangenomen principe « de grondslagen van de bestaande regeling niet te wijzigen », in afwachting van de algemeene omwerking der wetsbepalingen die in de Memorie van Toelichting is aangekondigd.

Om het pensioen van de belanghebbenden vast te stellen, wordt er thans een veranderlijk percent voor de eerste tien jaar verleend, terwijl de Regeering alles wil brengen op 20 t. h.

Onderstaande tabel geeft het tegenwoordig percent :

Aanwijzing van het percent
thans verleend door de verschillende kassen voor weduwen en weezen
voor de eerste tien dienstjaren.

Financiën. — Gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren :

Meer dan 1,200 frank	15 t. h.
1,200 frank en minder	16 t. h.

Gemeenteonderwijzers. — Gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren. 16 t. h.

Openbaar Onderwijs. — Gemiddelde jaarwedde der laatste 5 jaren . 16 t. h.

<i>Binnenlandsche Zaken.</i> — Gemiddelde jaarwedde der laatste 3 jaren.	
Meer dan 6,000 frank	15 t. h.
6,000 frank en minder.	16 t. h.
<i>Buitenlandsche Zaken.</i> — Gemiddelde jaarwedde der laatste 3 jaren. 16 t. h.	
<i>Koloniën.</i> — Grondslagen volgens de actuarissen.	
<i>Magistraten, ambtenaren en bedienden van de rechterlijke orde.</i> —	
25 1/2 t. h. van het bedrag der geheven afhoudingen.	
<i>Justitie.</i> — 26 1/2 t. h. van het bedrag der geheven afhoudingen.	
<i>Spoorwegen, enz.</i> — Gemiddelde jaarwedde der laatste 3 jaren . . .	20 t. h.
<i>Loodsen en andere bedienden van de marine.</i> — Gemiddelde jaarwedde der laatste 3 jaren	
	20 t. h.
<i>Officieren van het leger.</i> — Pensioenen vastgesteld volgens den graad.	
<i>Bezoldigde of gesalarieerde militairen onder den graad van officier.</i> fr.	840
<i>Onderstandskas voor de weduwen en weezen der onderofficieren, brigadiers en soldaten van de gendarmerie.</i> fr.	840

Lijfrente : 10 jaar dienst, 1 jaar huwelijk.

<i>Kas van de werklieden van de spoorwegen, enz.</i> — 20 t. h. van het gemiddeld loon der laatste 3 jaar.	
<i>Tijdelijk pensioen.</i> — Voor meer dan 10 geldige dienstjaren en minder dan 1 jaar huwelijk. — Als hierboven. — Pensioen verschuldigd gedurende 4 jaar.	
<i>Verzekerings- en pensioenkas van de ambtenaren en bedienden overgenomen van de « Grand Central belge ».</i> — Vermogen dat kan worden omgezet in lijfrente.	
<i>Verzekerings- en pensioenkas van de ambtenaren en bedienden overgenomen van de « Société anonyme des Chemins de Fer de la Flandre occidentale ».</i> — Vermogen dat kan worden omgezet in lijfrente.	
<i>Centrale Voorzorgskas der gemeentesecretarissen.</i> — Pensioen gelijk aan de helft van dit van den echtgenoot.	

Krachtens het door haar aangenomen beginsel, geen wijzigingen te brengen aan de grondslagen van de pensioenen, is de Middenafdeeling van oordeel dat men eveneens daarbij dient te blijven wat betreft de weduwen en weezen. Daarom stelt zij bovenstaand amendement voor.

De wijziging in het ontwerp van de Regeering zal zeer goed te pas komen in het aangekondigd ontwerp tot herziening.

ART. 17.

De tweede alinea, luidende : « In geen geval mag dit gedeelte het vast gedeelte overschrijden » **te doen wegvallen.**

De Middenafdeeling, bij 3 tegen 2 stemmen, stelt voor deze bepaling weg te laten om den toestand van de kleine gepensioneerden te verbeteren, zooals zij gedaan heeft voor de rechtstreeksche pensioenen.

Er moet trouwens aangestipt worden dat het veranderlijk gedeelte voor de kleine pensioenen het vast gedeelte slechts licht zal overschrijden zoolang als het index-cijfer meer dan 480 zal bereiken.

ART. 24.

1. Te doen wegvallen de 4^e alinea van § 1, luidende

« De uiterste wedden kunnen, ondanks hun persoonlijke aard, fictief worden toegekend aan die belanghebbenden wier betrekking dezelve niet omvatte vóór 1 Juli 1924. Het Koninklijk besluit waarbij dezelve, desgevallend, worden toegekend, wordt met redenen omkleed en door den Minister van Financiën geteekend. »

2. De 5^{de} alinea te doen luiden :

« Over het in de 2^{de} alinea voorzien Koninklijk besluit, wordt in Ministerraad beraadslaagd wanneer het ambtenaren van het Ministerie van Financiën betreft. »

3. De tweede paragraaf te doen wegvallen.

4. De volgende alinea aan § 3 toe te voegen :

Dit geldt eveneens voor de pensioenen van het personeel der overige gemeentelinrichtingen en der provinciale onderwijsinrichtingen.

Indien er geen gelijkaardige Staatsinrichtingen bestaan, worden die onderscheidene gevallen opgelost zooals wordt gezegd in artikel 25 van deze wet.

De Middenafdeeling stelt de weglating voor van het vierde lid van de eerste paragraaf, dat aanleiding zou kunnen geven tot misbruiken; zij ziet niet goed in door wie — en op welke wijze — er over kan geoordeeld worden of een beambte deze gunst vóór 1 Juli 1924 verdiend heeft.

De weglating van § 2 wordt om de volgende redenen, door 4 tegen 2 stemmen, aangevraagd :

Artikel 29 van de wet tot regeling van het lager onderwijs zegt dat :

de gemeenteraad de wedde vaststelt van de gemeenteonderwijzers. De door de gemeenten toegekende toelagen maken dus deel uit van de wedde der onderwijzers.

Anderzijds, bepaalt artikel 8 van het reglement op de pensioenen van gemeenteleraars en onderwijzers, dat het pensioen verevend wordt voor elk jaar dienst op den voet van $\frac{1}{50}$ ^e van het gemiddeld bedrag van de wedde die de belanghebbende ontvangen heeft gedurende de laatste vijf jaren.

Er kan niet betwist worden dat, krachtens dit artikel en het recht van de gemeenteraden om de onderwijzerswedden vast te stellen, de gemiddelde wedde die tot grondslag voor de berekening van het pensioen dient, rekening moet houden niet alleen met de wettelijke wedde maar ook met de weddebijlagen die door de gemeenten toegekend worden.

Er valt aan te stippen dat, volgens artikel 23 van de wet tot regeling van het onderwijs « de door den Staat aan de gemeenten verleende toelagen, overeenkomen met de wedden van het onderwijzend personeel ».

Het is dus eigenlijk niet de Staat maar wel de gemeente die de wedde van de onderwijzers betaalt.

Het is dus ten onrechte dat men beweert, dat de wedde van zekere onderwijzers uit twee gedeelten bestaat : de wedde-toelage, rechtstreeks door den Staat betaald, en de bijslag van de gemeente. Deze bestanddeelen maken een ondeelbaar geheel uit.

Het tweede lid van § 2 van artikel 24 van het wetsontwerp legt ten laste van de gemeente, van 1 Juli 1924 af, de pensioensbijslagen die voortvloeien uit de gemeentelijke weddebijslagen.

Deze nieuwe bepalingen zijn strijdig met de wetten die bepalen dat de Staat in de betaling van het pensioen der onderwijzers, voor $\frac{2}{5}^{\text{den}}$, de gemeente voor $\frac{2}{5}^{\text{den}}$ en de provincie voor $\frac{1}{5}^{\text{de}}$ bijdragen. Het is nuttig in herinnering te brengen dat het wetsontwerp, houdende perequatie van de wedden der onderwijzers, bepaalde dat de gemeenten geene weddebijslagen meer zouden mogen toekennen.

Deze bepaling werd in het Parlement bestreden en met een groote meerderheid van stemmen verworpen.

De wetgever heeft dus de gemeenteraden heelemaal willen vrij laten in zake bepaling van de onderwijzerswetten; er is slechts ééne beperking : zij moeten ten minste de voordeelen verleen die door het wettelijk barema worden voorzien.

Volgens het principie, waarbij het rustpensioen beschouwd wordt als het behoud, onder een beperkten vorm, van de activiteitswedde, moeten de regelen tot vaststelling van deze activiteitswedde een terugslag hebben op de berekening der pensioenen.

Het voorstel gedaan met 4 tegen 2 stemmen, om aan § 3 een lid toe te voegen, streeft er naar de leeraars van teekenacademies, conservatoria, beroepsscholen, nijverheidsscholen, opzieners, enz., van de gemeentelijke en provinciale onderwijsinrichtingen van het voordeel der perequatie niet uit te sluiten.

ART. 26.

« 15,250 frank » te vervangen door 14,750 frank.

Dit amendement is het gevolg van de wijziging in artikel 7 aangebracht.

* * *

Ten einde onze collega's in te lichten, lasschen wij hierna enkele tabellen in, vermeldende voor verscheidene categoriën van Staatsambtenaren :

- 1^o Het pensioen van 1914;
- 2^o Het pensioen van 1920;
- 3^o De huidige levensduurte;
- 4^o Het pensioen bij toepassing van het Regeeringsontwerp;
- 5^o Het pensioen bij toepassing van het door de Middenafdeeling gewijzigde Regeeringsontwerp.

Daarop volgen andere tabellen, statistische gegevens vermeldende, die kunnen nuttig zijn.

Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.

HOEDANIGHEID.	Pensioen van 1914.	Pensioen van 1920.	Huidige toeslag voor levensduurte.	Te zamen.	Regeeringsontwerp. Nieuw pensioen.			Ontwerp van de Middenafdeeling.		
					Vast gedeelte.	Veranderlijk gedeelte.	Te zamen.	Vast gedeelte.	Veranderlijk gedeelte.	Te zamen.
Onder-ontvanger	675	2,025	2,000	4,025	2,250	1,400	3,650	2,250	1,400	3,650
Geagregeerde	1,200	3,240	»	5,240	4,050	1,800	5,850	4,050	1,800	5,850
Staatsfactuur	1,425	3,735	»	5,735	4,500	1,800	6,300	4,500	1,800	6,300
Hoofdwachter	1,725	4,282	»	6,282	5,250	2,000	7,250	5,250	2,000	7,250
Klerk	2,325	5,287	»	7,287	6,975	2,200	9,175	6,695	2,200	9,175
Ontvanger	3,000	6,300	»	8,300	8,625	2,600	11,225	8,625	2,600	11,225
Onderbureeloverste	3,750	7,275	»	9,275	10,500	3,000	13,500	10,500	3,000	13,500
Bureeloverste	4,500	8,250	»	10,250	12,450	3,400	15,850	12,450	3,400	15,850
Afdeelingshoofd	5,250	9,225	»	11,225	14,400	3,800	18,200	14,400	3,800	18,200
Bestuursopziener	6,000	10,200	»	12,200	16,500	4,200	20,700	16,500	4,200	20,700
Hoofdingenieur, dienstbestuurder	6,750	11,175	»	13,175	19,500	4,800	24,300	19,500	4,800	24,300
Administratiebestuurder	7,500	13,125	»	15,125	21,000	5,200	26,200	20,500	5,000	25,500
Algemeen bestuurder	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	3,000	23,500
Algemeen Opziener	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	3,000	23,500
Beheerder	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	3,000	23,500
Algemeen Secretaris	7,500	14,000	»	16,000	23,500	6,000	31,500	20,500	3,000	23,500
<i>Beambten van het Zeewezen.</i>										
Matroos van den reddingsdienst	270	810	810	1,620	675	675	1,350	800	1,000	1,800
Loods	2,625	5,737	2,000	7,737	12,375	3,400	15,775	12,375	3,400	15,775
Luitenant	3,375	7,875	»	9,875	9,525	2,800	12,325	9,525	2,800	12,325
<i>Werklieden.</i>										
Machinist	1,581	5,873	»	5,873	5,600	2,000	7,600	5,600	2,000	7,600
Remmer	1,333	3,532	»	5,532	4,173	1,800	5,973	4,173	1,800	5,973
Dagwerker	816	2,356	»	4,356	3,534	1,600	5,134	3,534	1,600	5,134
Overste-aardwerker	942	2,635	»	4,635	3,019	1,600	4,649	3,049	1,600	4,649
Hulparbeiders in de statie	767	2,246	»	4,246	2,999	1,400	4,399	2,999	1,400	4,399
Baanwachter	646	1,893	1,893	3,796	2,347	1,400	3,747	2,347	1,400	3,747

Ministerie van Financiën.

HOEDANIGHEID.	Pensioen van 1914.	Pensioen van 1920.	Huidige toeslag voor levensduurte.	Te zamen.	Regeeringsontwerp. Nieuw pensioen.			Ontwerp van de Middenafdeeling.		
					Vast gedeelte.	Veranderlijk gedeelte.	Te zamen.	Vast gedeelte.	Veranderlijk gedeelte.	Te zamen.
<i>Maximumbedragen der pensioenen.</i>										
Tolbediende	1,200	3,240	2,000	5,240	4,500	1,800	6,300	4,500	1,800	6,300
Tolbrigadier	1,650	4,155	»	6,155	5,175	2 000	7,175	5,175	2,000	7,175
Toldienstluitenant	2,100	4,920	»	6,920	7,215	2,400	9,615	7,215	2,400	9,615
Toldienstopzichter	4,500	8,250	»	10,250	13,500	3,600	17,100	13,500	3,600	17,100
Klerk	2,100	4,920	»	6,920	8,250	2 600	10,850	8,250	2,600	10,850
Onderburceloverste	3,300	6,690	»	8,690	10 875	3,000	13 875	10,875	3,000	13,875
Bureelhoofd	4,500	8 250	»	10,250	13,500	3,600	17,100	13,500	3,600	17,100
Bestuurder	6,000	10,200	»	12,200	20,625	5,000	25,625	20,500	5,000	25,500
Algemeen bestuurder	7,500	14,000	»	16,000	24,750	5,800	30,550	20,500	5,000	25,500

Ministerie van Landsverdediging. — (Samengeordende wetten op de militaire pensioenen.)

HOEDANIGHEID.	Pensioen van 1920.	Huidige toeslag voor levensduurte.	Te zamen.	Regeeringsontwerp. Nieuw pensioen.			Ontwerp van de Middenafdeeling.			
				Vast gedeelte.	Veranderlijk gedeelte.	Te zamen.	Vast gedeelte.	Veranderlijk gedeelte.	Te zamen.	
Luitenant-generaal	45 - 5-10½	20,000	2,000	22,000	36,000	8,000	44,000	32,300	7,400	39,700
Generaal-majoor	41½-5-10½	17,000	»	19,000	30,150	7,000	37,150	28,380	6,600	34,980
Kolonel	44 - 3-10½	15,384	»	17,384	22,950	5,400	28,350	25,165	6,000	31,165
Luitenant-kolonel	42 - 0-10½	11,362	»	13,362	17,483	4,400	21,883	18,938	4,600	23,538
Majoor	39 - 3-7½	10,147	»	12,147	14,828	3,800	18,628	15,996	4,000	19,996
Commandant	39½-10-7½	9,644	»	11,644	14,130	3,800	17,930	14,700	3,800	18,500
Kapitein	39 - 3-10½	8,972	»	10,972	11,457	3,200	14,657	13,510	3,600	17,110
Luitenant	40 - 6-10	7,056	»	9,056	9,225	2,800	12,025	11,800	3,200	15,000
Onder-luitenant	40 - 2-7½	6,327	»	8,327	6,563	2,200	8,763 *	11,070	3,200	14,270
Adjutant	40-10-5½	6,061	»	8,061	7,575	2,400	9,975 *	7,690	2,400	10,090
Eerste sergeant-majoor	idem.	6,769	»	8,769	6,565	2,200	8,765 *	6,650	2,200	8,850
Sergeant-majoor	idem.	5,515	»	7,515	6,227	2,200	8,427	6,060	2,200	8,260
Eerste sergeant	idem.	4,805	»	6,805	5,469	2,000	7,469	5,560	2,000	7,560
Sergeant	idem.	4,259	»	6,259	5,050	2,000	7,050	5,130	2,000	7,130
Korporaal	idem.	3,440	»	5,440	3,874	1,600	5,474	3,930	1,600	5,530
Soldaat	40 - 5½	2,457	»	4,457	2,867	1,400	4,267	2,865	1,400	4,085

De cijfers die naast den graad vermeld zijn vertegenwoordigen :
 het eerste, den duur van den actieven dienst;
 het tweede, den duur van de activiteit in den graad;
 het derde, de vergoedingen voor oorlog en frontstrepen.

* Er dient te worden opgemerkt dat, bij toepassing van het Regeeringsontwerp, een onder-luitenant die 40 jaar dienst telt, 2 jaar activiteit in den graad en 7 ½ jaar voor vergoeding wegens oorlog en frontstrepen, een pensioen zal ontvangen dat minder bedraagt dan dat van een adjudant en een eerste sergeant-majoor die insgelijks 40 jaar dienst tellen, slechts 5 ½ jaar vergoeding, doch 10 jaar activiteit in den graad.

*Vergelijking van de pensioenen toegekend aan de diplomatieke en consulaire agenten
en aan de ambtenaren van het Centraal Bestuur.*

GRAAD.	Maximum wedde zonder veranderlijk gedeelte.	Maximum van het pensioen door toepassing van de bestaande regeling.			Maximum van het pensioen door toepassing van het Regeeringsontwerp.			Maximum van het pensioen door toepassing van het ontwerp der Middelenafdeeling.		
		Vast pensioen.	Duurte- bijslag.	Te zamen.	Bedrag van het vaste gedeelte.	Bedrag van het veranderlijk gedeelte.	Te zamen.	Bedrag van het vaste gedeelte.	Bedrag van het veranderlijk gedeelte.	Te zamen.
Gevolmachtigd Minister van eerste klas . . .	42,500	14,000	2,000	16,000	31,875	7,200	39,075	20,500	5,000	25,500
Gevolmachtigd Minister van tweede klas . . .	28,000	14,000	2,000	16,000	21,000	5,000	26,000	20,500	5,000	25,500
Consul generaal van eerste klas	40,000	14,000	2,000	16,000	30,000	6,800	36,800	20,500	5,000	25,500
Consul generaal	32,500	14,000	2,000	16,000	23,375	5,800	30,175	20,500	5,000	25,500
Secretaris generaal	38,000	14,000	2,000	16,000	28,500	6,600	35,100	20,500	5,000	25,500
Directeur generaal	33,000	14,000	2,000	16,000	24,750	5,800	30,550	20,500	5,000	25,500
Directeur	27,500	14,000	2,000	16,000	20,625	5,000	25,625	20,500	5,000	25,500
Onder-directeur	22,000	14,000	2,000	16,000	16,500	4,200	20,700	16,500	4,200	20,700

PENSIOENEN

TEN LASTE VAN DE

BEGROOTING DER OPENBARE SCHULD

OP 1 JANUARI 1926

Pensioenen ten laste van de Begrooting der

AARD.	Minder dan 1,000	1,001 tot 2,000	2,001 tot 3,000	3,001 tot 4,000	4,001 tot 5,000	5,001 tot 6,000	6,001 tot 7,000	7,001 tot 8,000	8,001 tot 9,000	9,001 tot 10,000	10,001 tot 11,000	11,001 tot 12,000	12,001 tot 13,000	13,001 tot 14,000	14,001 tot 15,000	15,001 tot 16,000
	Leeraars en gemeenteconderwijzers	633	957	942	1,040	1,351	1,202	615	250	107	53	24	12	4	2	»
Militaire (vroegere)	379	631	1,037	274	53	90	127	157	44	10	36	6	12	4	2	»
Militaire (nieuwe)	563	65	36	47	147	43	37	20	31	38	22	11	4	6	13	2
Geestelijke	3	145	193	396	45	5	8	6	1	2	»	»	»	»	»	»
Burgerlijke	174	434	812	937	736	410	347	266	233	180	96	58	43	88	20	11
SAMEN	1,752	2,232	3,020	2,694	2,332	1,751	1,134	699	416	283	178	87	63	100	35	13

Pensioenen ten laste van de

Arbeiders	1,763	1,280	2,686	3,265	1,572	1,114	86	9	3	»	»	»	»	»	»	»
---------------------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Pensioenen ten laste van de Nationale

Militairen	148	675	1,059	922	801	611	413	208	169	218	125	36	36	32	26	17
----------------------	-----	-----	-------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----	----

Pensioenen ten laste van den Dienst der

Militairen	2	61	73	144	270	130	44	11	7	8	7	3	»	»	3	1
----------------------	---	----	----	-----	-----	-----	----	----	---	---	---	---	---	---	---	---

Pensioenen ten laste van de Begrooting der

Hetgeen voor al de gepensioneerde Staatsagenten wordt vertegenwoordigd door :	Gemeente- leeraars.	Militairen.	Geeste- lijken.			
				Financiën.	Wetensch. en Kunsten.	Binnen- zaken en Volks- gezondheid.
1 ^o Het gezamenlijk beloop der huidige pensioenen (duurtoeslag niet inbegrepen)	(¹) 27,610,766	15,562,323	2,340,000	8,000,000	7,903,356	1,007,939
2 ^o Het gezamenlijk beloop der duurtoeslagen (jaar 1925)	9,050,515	6,284,906	Vereenigt met justicie pensioenen.	2,600,000	1,751,620	503,361
3 ^o Het gezamenlijk beloop, per begrotingsjaar, van de pensioenen, bij toepassing van het Regeeringsontwerp	(¹) 54,188,700	33,833,320	4,400,000	14,500,000	16,563,100	1,975,680
4 ^o Het gezamenlijk beloop der pensioenen, per begrotingsjaar, bij toepassing van het ontwerp der Middenafdeeling, met vaste maxima van 20,500 en 14,750 frank	54,188,700	36,291,000	Vereenigt met justicie pensioenen.	14,150,000	16,665,800	1,980,066
5 ^o Het noodige bedrag tot uitkeering van de achterstallen, met terugwerkende kracht op 1 Juli 1924, bij toepassing van het Regeeringsontwerp (3 Juli 1924 tot 30 Juni 1926)	(¹) 35,742,597	23,623,482	Id.	8,000,000	14,193,992	1,431,920
6 ^o Het noodige bedrag tot uitkeering van de achterstallen, met terugwerkende kracht op 1 Juli 1924, bij toepassing van het ontwerp der Middenafdeeling, met vaste maxima van 20,500 en 14,750 frank	35,742,597	23,889,000	Id.	7,300,000	14,399,392	1,440,892

(1) $\frac{2}{5}$ door den Staat.

Tabel, onder alle voorbehoud geleverd door het Departement van Financiën.

Pensioenen ten laste van de Regies.*A. — Ambtenaren en bedienden.*

Tegenwoordig bedrag van de pensioenen	fr. 21,400,000
Benaderend bedrag na de perequatie	43,400,000
Achterstel na aftrek van den duurtebijslag (tijdperk van 1 Juli 1924 tot 30 Juni 1926)	26,000,000

B. — Arbeiders.

Tegenwoordig bedrag van de pensioenen	fr. 36,500,000
Benaderend bedrag na de perequatie	64,500,000
Achterstel na aftrek van den duurtebijslag (tijdperk van 1 Juli 1924 tot 30 Juni 1926)	16,560,000

Openbare Schuld, op 1 Januari 1926.

BURGERS.									GEZAMEN- LIJKE BEDRAGEN.
Landbouw.	Openbare Werken.	Justitie.	Kolonie.	Buiten- landsche Zaken.	Landsver- dediging.	Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.	Economische Zaken.		
855,500	1,763,000	3,980,000	101,033	391,191	1,115,000	340,000	35,743	71,005,851	
635,000	473,000	1,850,000	23,681	89,497	673,000	110,000	6,000	24,050,580	
2,045,500	2,973,640	7,560,000	209,338	861,891	2,466,000	656,000	78,644	142,311,813	
2,031,000	2,972,500	11,986,000	207,416	737,854	2,455,650	612,400	63,133	144,341,519	
1,745,000	1,475,280	7,500,000	176,852	762,406	2,047,000	519,000	74,644	97,292,173	
1,706,000	1,473,000	7,472,000	158,775	561,136	2,026,300	303,800	43,847	101,628,739	

Pensioenen ten laste van de Nationale Kas voor oorlogspensioenen.

Tegenwoordig <i>bedrag</i> van de pensioenen	fr. 26,400,000
Benaderend <i>bedrag</i> na de perequatie	47,300,000
<i>Achterstel</i> na aftrek van den duurtebijslag (tijdperk van 1 Juli 1924 tot 30 Juni 1926)	24,200,000

Weduwen- en Weezenkassen en Voorzorgskassen.

GETAL DEELGENOOTEN EN GEPENSIONNEERDEN.

Toestand op 1 Januari 1926.

Weduwen- en Weezenkassen.	Getal	
	deelgenooten.	gepensionneerden.
1. Justitie	4,336	663
2. Rechterlijke Orde	2,603	433
3. Buitenlandsche Zaken	650	80
4. Financiën	14,782	2,711
5. Binnenlandsche Zaken	6,048	1,043
6. Spoorwegen	43,118	6,120
7. Koloniën	475	41
8. Openbaar onderwijs	4,500	787
9. Leeraars en gemeenteonderwijzers	25,071	2,312
10. Officiëren	6,500	1,246
11. Onder-officiëren	17,000	115
12. Loodsen	1,201	370
TE ZAMEN.	127,184	15,921
Voorzorgskassen.		
13. Instellingen van Weldadigheid	520	71
14. Arbeiders (Spoorwegen)	89,106	9,906
15. Gendarmen	5,950	670
16. Gemeentesecretarissen	2,645	1,362
17. Grand Central	347	348
18. Spoorwegen (West-Vlaanderen)	132	67
TE ZAMEN.	98,700	12,424
ALGEMEENE TOTALEN.	225,884	28,345

**Bedrag van het vermogen van elke der Weduwen- en Weezenkassen
en Voorzorgskassen.**

KASSEN.	Belegging in Staatswaarden.	Vermogen in geld.	Geheel vermogen.
Justitie	22,192,500 »	943,488 45	23,135 988 45
Buitenlandsche Zaken	2,339 200 »	672,454 37	3,011,354 37
Financiën	53,250,900 »	4,662,946 44 ⁽¹⁾	57,913,846 44
Binnenlandsche Zaken	26,726,100 »	1,192,322 90	27,918,422 90
Spoorwegen	96 376,400 »	8,892,440 34 ⁽²⁾	105,268 840 34
Koloniën	4,588,400 »	317,323 01	4 905,723 01
Rechterlijke Orde.	24,265,500 »	238,891 78	24,504,391 78
Openbaar onderwijs	18,932,000 »	2,073,551 99	21,005,551 99
Leerders en gemeenteonderwijzers :	121,792 700 »	5,018,380 65	126,811,080 65
Officieren van het leger	19,716 494 »	890,009 75	20,605,503 75
Weldadigheidsinstellingen	2,101,000 »	72 486 83	2,173,486 83
Loodsen	4,882,900 »	394,537 44 ⁽²⁾	5,277,437 44
Gemeentesecretarissen	15,966,100 »	857,731 41	16,823,831 41
Spoorwegarbeiders	32,382,000 »	4,906,326 65	37,288,326 65
Spoorwegen (West-Vlaanderen)	512,300 »	71,098 65 ⁽²⁾	583,398 65
Militairen van lagere graad	23,131 100 »	327,486 59	23,458,586 59
Spoorwegen (Grand Central)	»	2,535,140 09	2,535,140 09
Gendarmen.	14,628,900 »	»	14,628,900 »

(¹) Op 30 Juni 1925.
(²) Op 31 December 1924.
(³) Debetsaldo op 31 December 1924.

WENSCHEN VAN DE MIDDENAFDEELING

In den loop van hare besprekingen, werd de Middenafdeeling er toe gebracht zekere vraagstukken betreffende de toepassing van de perequatie der pensioenen te onderzoeken.

Zij legt de volgende wenschen aan de Regeering en aan de Wetgevende Kamers voor :

1^o De Middenafdeeling had aan het Ministerie gevraagd hoelang de herziening der pensioenen zou duren; zij bekam het volgende antwoord :

« Alle werken, voortvloeiende uit de herzieningswet van 3 Juni 1920, zoowel voor de onderscheidene Departementen die de betalingen doen en voor het Rekenhof als voor het Beheer van de Schatkist, tot en met inbegrip van de vervaardiging en de verzending der nieuwe brevetten, hebben ongeveer twee jaar geduurd.

» De uitvoering van de nieuwe wet omvat, bovendien, de toepassing van het veranderlijk gedeelte, met terugwerkende kracht op 1 Juli 1924 en de berekening van de bedrijfstaxe en de supertaxe. »

Men moet dus voorzien dat de nieuwe herziening niet zal kunnen ten einde gebracht worden vóór afloop van twee jaar ten minste.

Daar het onmenselijk zou zijn de gepensioneerden zoo lang te laten wachten, is de Middenafdeeling van meening dat het past, in den kortst mogelijken tijd, aan de belanghebbenden voorschotten uit te keeren tot een bedrag van 8 of 9 tienden der achterstallen en pensioensverhoogingen;

2^o Bij toepassing van de wetten van 30 April 1924, 30 December 1924, 11 Augustus 1925 en 30 December 1925, hebben de gepensioneerden vergoedingen wegens levensduurte ontvangen. Aangezien de perequatie geschiedt met terugwerkende kracht op 1 Juli 1924, is het billijk dat deze toeslagen voor levensduurte afgetrokken worden van de door deze wet verleende voordeelen.

Er dient echter opgemerkt te worden dat in zekere gevallen, — en dit geldt voornamelijk voor de gepensioneerden die slechts over een gering pensioen beschikken — het bedrag der uitgekeerde vergoedingen voor levensduurte het beloop overschrijden zal van de achterstallen die verschuldigd zijn uit hoofde van de perequatie.

De Afdeeling is het eens om voor te stellen dat, in zekere gevallen, de belanghebbenden niet het verschil zullen moeten terugbetalen.

Deze gevallen zijn trouwens weinig talrijk, zooals blijkt uit de hierna volgende verklaringen die door de onderscheidene Ministeriën gegeven werden :

« In antwoord op de vierde vraag, in uw schrijven van 19 Februari 1926 gesteld, heb ik de eer U te laten weten dat de meeste Departementen geene gepensioneerden tellen die een gedeelte van de vergoeding voor levensduurte zullen moeten terugbetalen.

» Dit is het geval voor de Ministeriën van Koloniën, van Landsverdediging, van Justitie en van Openbare Werken. »

Daarentegen heb ik de volgende antwoorden bekomen van :

1^o Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken :

« Wordt het Regeeringsontwerp toegepast, dan zal een persoon wiens pensioensbedrag vastgesteld is tusschen 1,000 en 2,000 frank, 174 frank moeten

terugbetalen op de hem toegekende vergoedingen voor levensduurte; een tweede persoon, wiens pensioensbedrag vastgesteld is tusschen 4,000 en 5,000 frank zal 625 frank moeten terugbetalen en een derde, wiens pensioen van 5,000 tot 6,000 frank beloopt, zal 870 frank terugbetalen. »

2° Van het Ministerie van Spoorwegen :

« Het is niet mogelijk juist de categorieën van personen aan te geven die een deel van den duurtebijslag zullen moeten terugbetalen, tenzij de perequatie worde gedaan.

» Over het algemeen kan men echter zeggen, dat meestal de personen die tegenwoordig een pensioen trekken van ongeveer 2,000 frank, eene som van tusschen de 50 en de 350 frank zullen moeten terugbetalen. »

3° Van het Ministerie van Financiën :

« Over het algemeen zal zich dit feit niet voordoen in het Ministerie van Financiën; misschien zullen er eenige gevallen zijn betrekking hebbend op onlangs uitgekeerde pensioenen aan bedienden in den dienst gekwetst. »

Andere departementen hebben geene inlichtingen kunnen geven.

Het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten zond het volgend antwoord :

« Om nauwkeurig op de gestelde vraag te kunnen antwoorden, zou men vooral de perequatie moeten doen van 3,489 pensioenen die op dit oogenblik de som van 2,001 tot 4,000 frank bedragen. Indien deze pensioenen niet werden verhoogd, zouden ongeveer 1,906 belanghebbenden 675 frank hebben terug te betalen uit hoofde van het verschil tusschen den duurtebijslag en de veranderlijke vergoeding, voor de gansche periode van 1 Juli 1924 tot 31 December 1926; en 1,583 personen zouden verplicht zijn 200 frank terug te betalen. Maar door de perequatie zullen deze pensioenen vermeerderd worden met een veranderlijk gedeelte waarvan het bedrag hooger is dan de tegenwoordige vergoeding. Wij denken dus dat bedoelde gepensioneerden niets zullen hebben terug te betalen en zelfs wanneer sommigen een duurtebijslag hadden getrokken die hooger is dan het veranderlijk gedeelte, zal dit ongunstig verschil vergoed worden door eene verhooging van het vaste gedeelte. »

3° Artikelen 29 van de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen bepaalt dat :

« Het bedrag der aan de officieren en brigadiers der gendarmerie, alsmede aan de gendarmen toegekend pensioen wegens dienstouderdom, wordt berekend volgens de beschikkingen der onderhavige wet, en dit bedrag wordt buitendien, voor elken vollen termijn van een jaar werkelijken dienst bij het korps der gendarmerie, verhoogd met 15 frank voor de adjudanten-onderofficieren en de eerste opper-wachtmeesters met 10 frank voor de opper-wachtmeesters en met 5 frank voor de eerste wachtmeesters en de wachtmeesters fouriers. »

Bij de verhooging van de pensioenen door de wet van 3 Juni 1920, werden deze bedragen van 15, 10 en 5 frank niet verhoogd met 120 t. h. zooals het hoofdedeelte van het pensioen.

Een eerste wachtmeester stelde een geding in tegen den Staat en won definitief zijne zaak bij arrest van het Hof van Cassatie te Brussel, eerste kamer, op 14 Januari 1926.

Op grond van dit vonnis en met inachtneming van de grondslagen der pere-

quatie, oordeelt de Middenafdeeling dat voornoemde bedragen verdrievoudigd moeten worden en onderscheidenlijk gebracht op fr. 45.30 en 15 frank.

. . .

Het geheele wetsontwerp, met de hooger inteengezette amendementen, werd door de meerderheid van de leden der Middenafdeeling goedgekeurd. Deze verzoekt de Kamer het op hare beurt aan te nemen, en de amendementen erbij te voegen die zij de eer heeft haar voor te stellen en die in de hierbijgevoegde tabel zijn neergelegd.

De Verslaggever,
G. MELCKMANS.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.

ANNEXE AU RAPPORT N° 246.

**Projet de loi de péréquation des pensions de retraite servies
par le Trésor public, des pensions à charge des caisses de prévoyance, etc.**

TABLEAU DES TEXTES :

- 1° Projet de loi;
 - 2° Amendements de la Section centrale.
-
-

BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 246.

**Wetsontwerp houdende péréquation van de rustpensioenen uitgekeerd
door de Staatskas, van de pensioenen ten laste der verzorgskassen, enz.**

TABEL DER TEKSTEN :

- 1° Wetsontwerp;
- 2° Amendementen van de Middenafdeeling.

Projet de loi.**CHAPITRE PREMIER.****DES PENSIONS DE RETRAITE
A CHARGE DU TRÉSOR.****SECTION PREMIÈRE.****Des éléments constitutifs de la
pension de retraite.****ARTICLE PREMIER.**

Les pensions de retraite servies par le Trésor public aux magistrats, aux fonctionnaires et employés, aux membres du personnel de l'enseignement, aux ministres des cultes et aux officiers ainsi qu'aux militaires de rang subalterne comprennent, à partir du 1^{er} juillet 1924, une partie fixe et une partie mobile.

Elles sont limitées à la partie fixe lorsque les traitements d'activité servant de base à leur détermination ne comportent pas de partie mobile. Toutefois la restriction dont il s'agit n'est pas applicable aux agents des services diplomatiques, consulaires et de chancellerie.

Le même régime est étendu aux pensions militaires accordées pour blessures et infirmités en vertu de dispositions antérieures à la loi du 23 novembre 1919.

Wetsontwerp.**EERSTE HOOFDSTUK.****RUSTPENSIOENEN TEN LASTE
VAN DE STAATSKAS.****EERSTE AFDEELING****Bestanddeelen
van het rustpensioen.****EERSTE ARTIKEL.**

De rustpensioenen, welke de Staatskas uitkeert aan de magistraten, de ambtenaren en bedienden, de leden van het onderwijzend personeel, de bedienaars van de eerediensten en de officieren, alsmede aan de militairen van lageren rang, omvatten, met ingang van 1 Juli 1924, een vast gedeelte en een veranderlijk gedeelte.

Zij zijn beperkt tot het vast gedeelte wanneer de activiteitswedden, die voor hunne vaststelling tot grondslag dienen, geen veranderlijk gedeelte bevatten. Deze beperking is echter niet van toepassing op de agenten der diplomatieke, consulaire en kanselarijendiensten.

Dezelfde regeling geldt voor de militaire pensioenen toegekend wegens kwetsuren en lichaamsgebreken, krachtens bepalingen van hooger datum dan de wet van 23 November 1919.

Amendements de la Section centrale.

**Amendementen
van de Middenafdeeling.**

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa libellée comme suit :

« Toutefois, la restriction dont il s'agit, n'est applicable aux agents des services diplomatiques, consulaires et de chancellerie. »

Te doen wegvallen, den tweeden volzin van de tweede alinea, luidende :

« Deze beperking is echter niet van toepassing op de agenten der diplomatieke, consulaire en kanselarijdiens- ten. »

Projet de loi.

Wetsontwerp.

SECTION 2.

AFDEELING 2.

De la partie fixe.

Vast gedeelte.

ART. 2.

ART. 2.

Sans préjudice de l'application des articles 6 et 7, la partie fixe d'une pension de retraite est calculée sur la partie fixe des traitements d'activité, le casuel et les émoluments, conformément aux règles qui régissaient l'établissement des pensions indivises de sa catégorie au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Onverminderd de toepassing van het bepaalde bij de artikelen 6 en 7, wordt het vast gedeelte van een rustpensioen berekend op het vast gedeelte der activiteitswedden, de toevallige en de bijkomstige verdiensten, overeenkomstig de regelen aangenomen voor het vestigen der onverdeelde pensioenen van zijne categorie op het oogenblik waarop deze wet van kracht wordt.

Par modification à l'article 11, nouveau, de la loi du 21 juillet 1844, le calcul est opéré sur l'intégralité du traitement de grade pour les agents diplomatiques, consulaires et de chancellerie.

Met wijziging van artikel 11, nieuw, van de wet van 21 Juli 1844, wordt de berekening gedaan op de algeheelheid van de wedde van den graad voor de diplomatieke, consulaire en kanselarij-agenten.

Les allocations accessoires de famille et de résidence n'entrent point en compte.

Met de bijkomende gezins- en huurtoeslagen wordt geen rekening gehouden.

ART. 3.

ART. 3.

Lorsque les sommes entrant en compte pour le calcul de la partie fixe d'une pension de retraite comprennent des traitements et autres avantages antérieurs au 1^{er} juillet 1924, ces traitements et avantages sont portés fictivement au chiffre qu'ils auraient atteint au moment de leur attribution si, à ce moment et toutes choses restées égales, ils étaient déjà tombés, à raison de la catégorie à laquelle ils appartiennent, sous l'application soit de l'une des deux lois du 6 mars 1923 ou d'un barème établi en exécution de ces lois, soit de l'un des arrêtés royaux du 1^{er} décembre 1924, du 19 février 1925, du 12 mars 1925 ou du 25 mars 1925,

Wanneer de bedragen, die in aanmerking komen voor het berekenen van het vast gedeelte van een rustpensioen, jaarwedden en andere voordeelen van hooger datum dan 1 Juli 1924 omvatten, worden die wedden en voordeelen fictief gebracht op het cijfer dat zij zouden bereikt hebben op het oogenblik hunner toekenning indien, op dit oogenblik en alles gelijk gebleven, zij, uit hoofde van de categorie waartoe zij behooren, reeds gevallen waren onder de toepassing hetzij van een der beide wetten van 6 Maart 1923 of van een barema gevestigd in uitvoering van deze wetten, hetzij van een der Koninklijke besluiten van 1 December 1924,

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middelenafdeeling.

ART. 2.

1. Remplacer au premier alinéa, les mots : « des articles 6 et 7 », par « L'article 7 ».

2. Supprimer le deuxième alinéa libellé comme suit :

« Par modification à l'article 11 nouveau de la loi du 21 juillet 1844, le calcul est opéré sur l'intégralité du traitement de grade pour les agents diplomatiques, consulaires et de chancellerie. »

ART. 3.

ART. 2.

1. In de eerste alinea, de woorden : « bij de artikelen 6 en 7 » te vervangen door « bij artikel 7 ».

2. Te doen wegvallen, de tweede alinea, luidende :

« Met wijziging van artikel 11, nieuw, van de wet van 21 Juli 1844, wordt de berekening gedaan op de algeheelheid van de wedde van den graad voor de diplomatieke, consulaire en kanselarijagenten. »

ART. 3.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

soit de tout autre règlement organique qui interviendrait à leur sujet avant le 1^{er} janvier 1926 et avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1924.

19 Februari 1925, 12 Maart 1925 of 25 Maart 1925, hetzij van elk ander organiek reglement dat hieromtrent, vóór 1 Januari 1926, zou tusschenkomen en dit met terugwerkende kracht op 1 Juli 1924.

Ces traitements et avantages sont maintenus pour leur montant réel dans le cas où ils dépassent le total des résultats fictifs du rajustement qui leur a été appliqué.

Deze wedden en voordeelen worden op hun wezenlijk bedrag behouden, bijaldien zij meer beloopten dan het totaal der fictieve uitkomsten van de op hen toegepaste bijlegging.

En ce qui concerne les comptables de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines auxquels il est alloué des remises proportionnelles tenant lieu de traitement, les remises réellement perçues sont majorées fictivement dans la mesure où le maximum absolu qui leur était applicable se trouve relevé organiquement par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1924 ou en exécution de cet arrêté.

Betreffende de rekenplichtigen van het Beheer der Registratie en Domeinen die een als jaarwedde geldende percentsgewijze bezoldiging ontvangen, wordt de wezenlijk ontvangen percentsgewijze bezoldiging verhoogd in de mate, waarin het daarop van toepassing zijnde volstrekt maximum op organieke wijze verhoogd wordt door het Koninklijk besluit van 1 December 1924 of in uitvoering van dit besluit.

ART. 4.

ART. 4.

Par dérogation à l'article 3, les salaires des conservateurs des hypothèques sont portés en compte, sur la base des réalités, dans la mesure fixée par l'arrêté royal du 8 octobre 1849.

Met afwijking van artikel 3, worden de salarissen van de hypotheekbewaarders, op den grondslag der werkelijkheid in rekening gebracht, in de mate als is bepaald door het Koninklijk besluit van 8 October 1849.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

Intercaler après les mots :
« avant le 1^{er} janvier 1926 et avec effet
rétroactif au 1^{er} juillet 1924 », l'alinéa
suivant :

*« Pour les instituteurs, les avantages
qui leur sont concédés par les communes
entrent également fictivement en ligne
de compte, même si ces avantages ont
été consentis ou modifiés après le 1^{er} juil-
let 1924. »*

**Na de eerste alinea, toe te
voegen :**

*« De voordeelen, welke de gemeenten
aan de onderwijzers hebben toegekend,
komen insgelijks op fictieve wijze in reke-
ning, zelfs indie deze voordeelen na
1 Juli 1924 werden toegezegd of gewij-
zigt. »*

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 5.

ART. 5.

Pour l'application de la présente loi, les modifications ci-après sont apportées aux lois coordonnées, par arrêté royal du 11 août 1923, sur les pensions militaires :

1° La fraction du traitement mentionnée au tableau annexe I est de 1/60^e pour tous les grades.

Le 1° et le 2° de la colonne « Observations » du même tableau sont remplacés par la disposition suivante :

« Le maximum de la pension ne peut, avec le bénéfice de l'article 58, dépasser les trois quarts du traitement de base, ni les neuf dixièmes de ce traitement avec le bénéfice des articles 51 et 52 ou de toutes autres bonifications » ;

2° Le litt. B de l'article 27 est abrogé.

Il en est de même de la disposition reprise dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 28 ;

3° Le litt. C de l'article 27 est rédigé comme il suit :

« Le traitement servant de base à la pension est le dernier traitement dont l'intéressé a bénéficié ou dont il aurait bénéficié dans le grade auquel il est assimilé au moment de sa mise à la pension. »

Le supplément de traitement accordé aux lieutenants-généraux titulaires de certaines fonctions n'entre pas en compte pour l'application des dispositions ci-dessus ;

Voor de toepassing van deze wet, worden de volgende wijzigingen gebracht in de bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923 samengeordende wetten op de militaire pensioenen :

1° Het gedeelte der jaarwedde, vermeld in tabel I, bijlage, is 1/60^{ste} voor al de graden.

N^o 1° en 2° van de kolom « Bemerkingen » van dezelfde tabel worden door de volgende bepaling vervangen :

« Het maximum van het pensioen mag, met het voordeel bij artikel 58, niet de drie vierde overschrijden van de grondslagwedde, noch de negen tiende van deze wedde met het voordeel bij de artikelen 51 en 52 of van gelijk welke andere vergoedingen » ;

2° Littera B van artikel 27 wordt ingetrokken.

Dit geldt eveneens voor de bepaling overgenomen in den tweeden volzin van de eerste alinea van artikel 28 ;

3° Littera C van artikel 27 wordt opgesteld als volgt :

« De jaarwedde, die voor het pensioen tot grondslag dient, is de uiterste jaarwedde door den betrokkene genoten of welke hij zou genoten hebben in den graad waarmede hij, op het oogenblik zijner oppensioenstelling, is gelijkgesteld. »

De bijwedde toegekend aan de luitenant-generaals, titularissen van sommige bedieningen, komt niet in aanmerking voor de toepassing van bovenstaande bepalingen ;

Amendements de la Section centrale

ART. 5.

1. Supprimer le 1°.

2. Rédiger le 2°, qui devient le 1°, comme suit :

« Le littera *B*, de l'article 27 est abrogé et remplacé comme suit : le maximum de la pension fixe du lieutenant-général et du général-major est fixé respectivement à 26,000 francs et 22,000 francs, sans préjudice de l'application des articles 51 et 52 des lois sur les pensions militaires coordonnées par arrêté royal du 11 août 1923. »

3. Supprimer le 2° alinéa du 2° libellé comme suit :

« Il en est de même de la disposition reprise dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 28. »

4. Supprimer le 3°.

Amendementen van de Middelfeeling.

ART. 5.

1. N° 1° te doen wegvallen.

2. N° 2°, dat n° 1° wordt, te doen luiden :

« Littera *B*, van artikel 27, wordt ingetrokken en vervangen als volgt : het hoogste bedrag van het vast pensioen van den luitenant-generaal en van den generaal-majoor wordt onderscheidenlijk bepaald op 26,000 frank en 22,000 frank, onverminderd de toepassing van de artikelen 51 en 52 der wetten op de militaire pensioenen, samengeordend bij Koninklijk besluit van 11 Augustus 1923. »

3. Te doen wegvallen de 2^{de} alinea van n° 2, luiden de :

« Dit geldt eveneens voor de bepaling overgenomen in den tweeden volzin van de eerste alinea van artikel 28. »

4. N° 3° te doen wegvallen.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

4° La pension de retraite mentionnée à l'article 58 est celle qui dérive exclusivement des services effectifs, majorations pour études comprises ;

5° La pension pour ancienneté de service des Lieutenants-généraux, titulaires du Grand Cordon de l'Ordre de Léopold pour avoir exercé avec grande distinction un haut commandement devant l'ennemi, est égale au traitement maximum majoré du supplément de traitement attribué aux Lieutenants-généraux commandants de circonscription militaire ;

6° Le litt. *F* de l'article 46 est remplacé par le texte ci-après :

« Au moment où les officiers pensionnés admis au bénéfice des dispositions contenues dans l'arrêté royal du 16 septembre 1919, n° 6138, seront définitivement relevés de leurs fonctions, la pension d'ancienneté dont ils sont titulaires sera révisée sur le grade dont ils ont été revêtus dans la position précitée et compte tenu des services supplémentaires accomplis, ceux-ci ne pouvant toutefois être supputés au-delà de la limite d'âge imposée dans les cadres actifs aux officiers de leur grade.

Les mêmes dispositions seront appliquées pour fixer la pension d'ancienneté des officiers qui ont été admis au bénéfice de l'arrêté royal susdit, sans être titulaires d'une pension de l'espèce » ;

7° La deuxième phrase de l'article 68 est abrogée.

A l'article 6, les mots « est compté pour la pension militaire » sont remplacés par « est compté pour le droit à la pension militaire ».

Au litt. *B* de l'article 46, les mots « la pension d'ancienneté » sont remplacés par « la pension ».

4° Het pensioen waarvan sprake in artikel 58 is datgene welk uitsluitend voortvloeit uit de werkelijke diensten, met inbegrip van de verhoogingen voor studiën ;

5° Het pensioen voor dienstouderdom van de Luitenants-generaals, titularissen van het Groot-lint in de Leopoldsorde, om met groote onderscheiding een hoog bevelheberschap tegenover den vijand te hebben uitgeoefend, is gelijk aan de maximum-wedde verhoogd met de bijwedde toegekend aan de Luitenants-generaals bevelhebers van militaire omschrijvingen ;

6° Litt. *F* van artikel 46 wordt door den volgenden tekst vervangen :

« Op het oogenblik waarop de gepensioneerde officieren, aan wie het voordeel werd verleend van de beschikkingen vervat in het Koninklijk besluit van 16 September 1919, n° 6138, voorgoed uit hunne betrekkingen ontslagen worden, wordt hun ancienniteitspensioen herzien op den graad dien zij in voornoemden staat hebben ontvangen en in aanmerking nemende de vervulde bijkomende diensten, zonder dat deze echter kunnen berekend worden boven de leeftijdsgrens waaraan de officieren van hun graad in de actieve kaders onderworpen zijn.

Dezelfde bepalingen worden toegepast voor de vaststelling van het ancienniteitspensioen der officieren die het voordeel van hooger vermeld Koninklijk besluit genieten, zonder titularis te zijn van een dergelijk pensioen ;

7° De tweede volzin van artikel 68 wordt ingetrokken.

In artikel 6, worden de woorden « komt in aanmerking voor het militair pensioen » vervangen door « geeft recht van aanspraak op het militair pensioen ».

In litt. *B* van artikel 46, worden de woorden « Het pensioen wegens dienstjaren » vervangen door « Het pensioen ».

Amendements de la Section centrale.

Amandementen van de Middenafdeeling.

5. Supprimer le 4°, le 5° et le 6°.

5. N^{rs} 4°, 5° en 6° te doen wegvallen.

6. Au 7° supprimer les mots : « La deuxième phrase de l'article 68 est abrogée ». Maintenir le reste, qui devient le 2° et le 3°.

6. In n° 7° de woorden : « De tweede volzin van artikel 68 wordt ingetrokken » te doen wegvallen. Het overige, dat n° 2° en n° 3° wordt, te behouden.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 6.

ART. 6.

Les fonctions remplies simultanément restent indépendantes les unes des autres pour la liquidation des pensions auxquelles leur exercice peut donner ouverture.

Ces pensions sont acquises par le fait que les conditions d'âge et de service se trouvent réunies, selon le vœu de la loi, pour l'une d'elles.

Chaque pension est établie isolément, d'après les éléments qui lui sont propres et sans attribution du minimum légal, le bénéfice de celui-ci étant réservé à l'ensemble.

L'intéressé perd, à tous égards, les droits éventuels qu'il tient de l'exercice d'une fonction accessoire qu'il ne remplit plus depuis un an au moment de sa mise en disponibilité ou de sa mise à la retraite et qu'il a cumulés antérieurement avec sa fonction principale.

L'article 27 de la loi du 21 juillet 1844 est abrogé.

ART. 7.

§ 1^{er}. Sont supprimés dans la loi du 21 juillet 1844, modifiée par celle du 3 juin 1920 :

1° A l'article 10, nouveau, les mots : « sans qu'elles puissent être réduites au-dessous de 4,000 francs », qui terminent le second alinéa ;

2° A l'article 21, nouveau, le second alinéa.

De gelijktijdig vervulde werkzaamheden blijven onafhankelijk, de eene van de andere, voor de verevening der pensioenen waarop hunne uitoefening recht geeft.

Deze pensioenen worden verkregen doordat de vereischten van leeftijd en van dienst, naar het verlangen der wet, voor een dezer vereenigd zijn.

Ieder pensioen wordt afzonderlijk gevestigd, volgens de hem eigen bestanddeelen en zonder toekenning van het wettelijk minimum, het genot daarvan aan het geheel voorbehouden zijnde.

In ieder opzicht, verliest de betrokkene de eventueele rechten welke hij bezit uit hoofde van eene bijkomstige betrekking die hij niet meer vervult sedert één jaar op het oogenblik van zijne pensionneering en die hij, vroeger, met zijn voorname betrekking te zamen heeft uitgeoefend.

Artikel 27 van de wet van 21 Juli 1844 wordt ingetrokken.

ART. 7.

§ 1. In de wet van 21 Juli 1844, gewijzigd door deze van 3 Juni 1920, worden weggelaten :

1° In artikel 10, nieuw, de woorden : « zonder dat zij minder dan 4,000 frank mogen bedragen », waarmede de tweede alinea eindigt ;

2° In artikel 21, nieuw, de tweede alinea.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

—
ART. 6.

—
ART. 6.

Supprimer cet article.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 7.

ART. 7.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

§ 2. L'article 13, nouveau, de la loi du 21 juillet 1844 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. — Aucune pension n'excédera, pour la partie fixe, les trois quarts des sommes ayant servi de base à la liquidation.

» En ce qui concerne les conservateurs des hypothèques, la partie fixe de la pension ne pourra dépasser 15,250 francs. »

§ 3. Les bonifications de temps accordées par l'article 6, lettres A. et B., du chef d'emprisonnement, de déportation ou de présence réelle au corps dans les armées mises sur pied de guerre, peuvent sortir leurs effets dans la limite extrême des neuf dixièmes du traitement moyen ayant servi de base au calcul de la pension.

Les périodes auxquelles s'attachent les bonifications comptent, comme celles-ci, dans la liquidation pour 1/60^e du même traitement moyen.

Les deux alinéas qui précèdent s'appliquent également aux bonifications accordées par la loi du 12 mars 1923 pour services coloniaux.

§ 4. L'article 14 de la même loi est modifié comme il suit :

« Dans tous les cas, où une pension ne s'élèverait pas, pour la partie fixe ou pour le tout indivis, à 600 francs, elle est portée, sans pouvoir excéder ce chiffre pour la même partie, à la moitié du traitement ayant servi de base aux calculs. »

§ 2. Artikel 13, nieuw, van de wet van 21 Juli 1844 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. — Voor wat het vast gedeelte betreft, zal geen pensioen meer bedragen dan de drie vierde van de sommen die tot grondslag voor de verevening hebben gediend.

» Betreffende de hypotheekbewaarders, mag het vast gedeelte van het pensioen niet 15,250 frank overschrijden. »

§ 3. De vergoedingen van tijd, toegekend bij artikel 6, litt. A. en B., uit hoofde van gevangenschap, wegvoering of wezenlijke aanwezigheid in het korps der legers op voet van oorlog, kunnen hun uitwerking hebben binnen de uiterste grens der negen tiende van de gemiddelde jaarwedde die tot grondslag heeft gediend voor het berekenen van het pensioen.

De tijdperken waarop de vergoedingen betrekking hebben tellen, zooals deze, bij de verevening voor 1/60^{te} van dezelfde gemiddelde jaarwedde.

De vorige twee alinea's zijn mede van toepassing op de vergoedingen toegekend bij de wet van 12 Maart 1923 voor koloniale diensten.

§ 4. Artikel 14 derzelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

« In al de gevallen waarin een pensioen, voor het vast gedeelte of voor het onverdeeld geheel niet 600 frank bereikt, wordt het opgevoerd tot de helft van de jaarwedde die tot grondslag voor de berekeningen heeft gediend, zonder voor hetzelfde gedeelte dit cijfer te mogen overschrijden. »

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

1. Supprimer le paragraphe 2 et le remplacer par le texte ci-après : « L'article 13 nouveau de la loi du 21 juillet 1844 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. — Aucune pension n'ex-cèdera, pour la partie fixe les trois quarts des sommes ayant servi de base à la liquidation, ni une somme de 20,500 francs. Le maximum est fixé à 14,750 francs pour les fonctionnaires, employés comptables et pour les conservateurs des hypothèques. »

2. Supprimer le 2^e alinéa du paragraphe 3.

3. Remplacer les mots suivants du 3^e alinéa du paragraphe 3 « les deux alinéas qui précèdent s'appliquent » par « l'alinéa qui précède s'applique ».

4. Au paragraphe 4, remplacer « 600 francs » par « 800 francs ».

1. Paragraaf 2 weg te laten en ze te vervangen door den volgenden tekst : « Artikel 13, nieuw, van de wet van 21 Juli 1844, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. — Voor wat het vast gedeelte betreft, zal geen pensioen meer bedragen dan de drie vierde van de sommen die tot grondslag voor de verevening hebben gediend, noch een som van 20,500 frank. Het maximum wordt bepaald op 14,750 frank voor de rekenplichtige ambtenaren en bedien-den, en voor de hypotheekbewaarders.

2. De 2^{de} alinea van de 3^{de} para-graaf weg te laten.

3. In de 3^{de} alinea van para-graaf 3, de woorden : « De vorige twee alinea's zijn mede van toepassing » te vervangen door de woor-den : « De vorige alinea is mede van toepassing... »

4. In paragraaf 4, de woor-den : « 600 frank », te vervangen door « 800 frank ».

Projet de loi.

Wetsontwerp.

SECTION 3.

AFDEELING 3.

De la partie mobile.

Veranderlijk gedeelte.

ART. 8.

ART. 8.

La partie mobile d'une pension de retraite est en rapport avec l'importance de la partie fixe et elle varie selon les fluctuations de l'indice simple de l'augmentation des prix de détail qu'établit et publie mensuellement le Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Het veranderlijk gedeelte van een rustpensioen staat in verband met de belangrijkheid van het vast gedeelte en het gaat omhoog of omlaag volgens de schommelingen van het eenvoudig verhoudingscijfer van de stijging der winkelprijzen, dat, om de maand, door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Sociale voorzorg wordt opgemaakt en bekendgemaakt.

Elle est acquise et payée, comme la partie fixe, par trimestre.

Evenals het vast gedeelte, wordt het telkens per kwartaal verworven en uitbetaald.

Pour chaque trimestre civil, elle est déterminée par la moyenne des nombres indices publiés pour le premier mois du trimestre écoulé et pour les deux mois qui le précèdent. Elle n'est acquise que si la moyenne envisagée dépasse le nombre 300.

Voor elk kalenderkwartaal, wordt het bepaald door het gemiddelde van de verhoudingscijfers bekendgemaakt voor de eerste maand van het verlopen kwartaal en voor de twee maanden er voren. Recht op dat gedeelte bestaat slechts wanneer bedoeld gemiddelde het getal 300 te boven gaat.

Le taux annuel de base est fixé à 125 francs pour les pensions dont la partie fixe est inférieure à 1,000 francs et il est majoré, pour les autres pensions, sans pouvoir excéder 1,000 francs, de 25 francs par tranche supplémentaire de 1,000 francs, toute fraction comptant pour une tranche entière.

Het jaarlijksch bedrag, dat tot grondslag dient, wordt vastgesteld op 125 frank voor de pensioenen wier vast gedeelte lager is dan 1,000 frank en, voor de overige pensioenen, wordt het verhoogd, zonder 1,000 frank te mogen overschrijden, met 25 frank voor elke nieuwe schijf van 1,000 frank, iedere breuk voor een geheele schijf gerekend.

A partir du nombre indice 301, le taux initial ainsi déterminé est acquis autant de fois que l'excédent contient de tranches indivisibles de 30 points, toute fraction comptant également pour une tranche complète.

Vanaf het verhoudingscijfer 301, is het aldus bepaald aanvangsbedrag zoveel maal verkregen als het overschot ondeelbare schijven van 30 punten bevat, iedere breuk insgelijks voor een geheele schijf gerekend.

En aucun cas, la partie mobile ne peut dépasser la partie fixe.

In geen geval, mag het veranderlijk gedeelte het vast gedeelte overschrijden.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 8.

ART. 8.

1. Supprimer le 6^e alinéa rédigé comme suit : « En aucun cas, la partie mobile ne peut dépasser la partie fixe ».

2. Ajouter à la fin de l'article 8 l'alinéa suivant : *En cas de cumul de deux ou de plusieurs fonctions, seul le taux de la pension établi d'après le traitement d'activité dominant droit à l'allocation d'une indemnité mobile, comptera pour le calcul de la partie mobile de la pension.*

1. Te doen wegvallen de 6^{de} alinea luidende : « In geen geval, mag het veranderlijk gedeelte het vast gedeelte overschrijden ».

2. Aan het slot van artikel 8, de volgende alinea toe te voegen : *In geval van cumulatie van twee of meer betrekkingen, geldt alleen het pensioenbedrag, vastgesteld naar het beloop den activiteitswedde die recht geeft op een verandertijke vergoeding, voor de berekening van het verandertijke pensioensgedeelte.*

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 9.

ART. 9.

En ce qui concerne les pensions des membres du personnel des établissements communaux d'enseignement et des écoles primaires adoptées, la charge de la partie mobile est répartie entre l'État, la province et la commune où l'intéressé a exercé ses dernières fonctions, dans les proportions indiquées à l'article premier de la loi du 8 avril 1884.

En ce qui concerne les pensions du personnel des écoles normales provinciales, la charge de la partie mobile est répartie conformément à l'alinéa final de l'article 8 de la loi du 18 mai 1912.

Betreffende de pensioenen van het personeel der gemeentescholen en der aangenomen lagere scholen, wordt de last van het veranderlijk gedeelte omgeslagen over den Staat, de provincie en de gemeente waar de betrokkene het laatst heeft gefungeerd, naar verhouding zooals bij het eerste artikel der wet van 8 April 1884 werd bepaald.

Betreffende de pensioenen van het personeel der provinciale normaalscholen, wordt de last van het veranderlijk gedeelte omgeslagen overeenkomstig de slotlinea van artikel 8 der wet van 18 Mei 1912.

CHAPITRE II.

HOOFDSTUK II.

DES PENSIONS A CHARGE
DES CAISSES DE PRÉVOYANCE.PENSIOENEN TEN LASTE
VAN DE VOORZORGSKASSEN.

SECTION PREMIÈRE.

EERSTE AFDEELING.

Des éléments constitutifs
de la pension.

Bestanddeelen van het pensioen.

ART. 10.

ART. 10.

Les pensions à charge des caisses des veuves et orphelins établies en exécution des lois du 21 juillet 1844, du 27 mai 1870, du 22 mai 1888 et du 8 août 1921, comprennent, à compter du 1^{er} juillet 1924, une partie fixe et une partie mobile dans tous les cas, lors même que les traitements d'activité servant de base à la liquidation n'ont pas comporté de partie mobile.

Il en est de même pour les pensions à charge de la caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes et de la caisse de prévoyance des secrétaires communaux.

Toutefois, le droit à la partie mobile n'est attaché qu'à titre transitoire, par

De pensioenen ten laste van de weduwen- en weezenkassen, gevestigd in uitvoering van de wetten van 21 Juli 1844, 27 Mei 1870, 22 Mei 1888 en 8 Augustus 1921, omvatten, met ingang op 1 Juli 1924, een vast en een veranderlijk gedeelte in al de gevallen, zelfs wanneer de activiteitswedden, die bij de verevening tot grondslag dienen, vroeger geen veranderlijk gedeelte hebben gehad.

Dit geldt eveneens voor de pensioenen ten laste van de kas van de werklieden der spoorwegen, posterijen en telegrafen en van de voorzorgskas der gemeentesecretarissen.

Het recht op het veranderlijk gedeelte, evenwel, wordt door de vorige

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 9.

Au premier alinéa, remplacer les mots : « et la commune où l'intéressé a exercé ses dernières fonctions » par « et la ou les communes où l'intéressé a exercé ses fonctions ».

ART. 9.

In de eerste alinea, de woorden : « en de gemeente waar de betrokkene het laatst heeft gefungeerd » te vervangen door « en de gemeente(n) waar de betrokkene heeft gefungeerd ».

Projet de loi.

Wetsontwerp.

les alinéas précédents, aux pensions qui ont à leur base des traitements d'activité ne comportant pas organiquement de partie mobile. Il cessera de produire ses effets dans l'avenir à partir du jour où la partie mobile des traitements d'activité viendrait à être soumise à des retenues en faveur des caisses de prévoyance.

alinea's slechts bij wijze van overgangsmaatregel verbonden aan de pensioenen die activiteitswedden tot grondslag hebben, welke organiek geen veranderlijk gedeelte behelzen. Het houdt, voor de toekomst, op van kracht te zijn vanaf den dag waarop het veranderlijk gedeelte der activiteitswedden zou onderworpen worden aan afhoudingen ten bate der voorzorgskassen.

SECTION 2.

AFDEELING 2.

De la partie fixe.

Vast gedeelte.

ART. 11.

ART. 11.

Pour les pensions qui sont liquidées à charge des caisses de veuves et orphelins d'après le traitement des cinq dernières années de contribution de l'affilié, la partie fixe est calculée, sur la partie fixe ou indivise des traitements, suppléments, remises, casuel et émoluments, à raison :

Voor de pensioenen die verevend worden ten laste van de weduwen- en weezenkassen, volgens de wedde van de laatste vijf jaren waarin de aangeslotene heeft bijgedragen, wordt het vast gedeelte berekend op het vast of onverdeeld gedeelte der jaarwedden, bijwedden, percentsgewijze bezoldigingen toevallige en bijkomstige verdiensten, op den voet van :

1° de 20 %, pour les dix premières années ou pour toutes les années, si le nombre total est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10 ;

1° 20 t. h. voor de eerste tien jaren of voor al de jaren, indien het geheel getal gelijk is aan of hooger dan 5 en lager dan 10 ;

2° de 1 % pour chacune des années au delà de dix, sans pouvoir excéder 140 francs par an.

2° 1 t. h. voor elk der jaren boven tien, zonder 140 frank per jaar te mogen overschrijden.

Lorsque les sommes servant de base au calcul de la partie fixe de la pension comprennent des traitements et autres avantages antérieurs au 1^{er} juillet 1924, ces traitements et avantages sont introduits en compte comme il est dit aux articles 3 et 4.

Wanneer de sommen, dienende tot grondslag voor het berekenen van het vast gedeelte van het pensioen, jaarwedden en andere voordeelen omvatten, verkregen vóór 1 Juli 1924, worden deze wedden en voordeelen in rekening gebracht naar luid van het bepaalde in de artikelen 3 en 4.

A partir du 1^{er} juillet 1924, le maximum de 9,000 francs, prévu au § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1925, est porté, pour la partie fixe, à 10,000 francs.

Vanaf 1 Juli 1924, wordt het maximum van 9,000 frank, voorzien bij § 2 van het eerste artikel der wet van 6 Maart 1925, voor het vast gedeelte, gebracht op 10,000 frank.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 11.

Remplacer les mots : « A raison » du premier alinéa, ainsi que le 1° et le 2° du même alinéa rédigés comme suit :

« 1° de 20 % pour les 10 premières années ou pour toutes les années, si le nombre total est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10;

» 2° de 1 % pour chacune des années au delà de 10, sans^q pouvoir excéder 140 francs par an »

par le texte suivant : « *d'après les bases des règlements organiques des diverses caisses.* »

ART. 11.

De woorden : « Op den voet van », aan het slot der eerste alinea, alsmede de n^{rs} 1° en 2° van dezelfde alinea luidende :

« 1° 20 t. h. voor de eerste tien jaren of voor al de jaren, indien het geheel getal gelijk is aan of hooger dan 5 en lager dan 10;

2° 1 t. h. voor elk der jaren boven tien, zonder 140 frank per jaar te mogen overschrijden. »

te vervangen door den volgenden tekst : « *naar de grondslagen van de organieke reglementen der onderscheidene kassen.* »

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 12.

ART. 12.

Pour les pensions qui sont liquidées à charge des caisses des veuves et orphelins d'après la moyenne des traitements soumis aux retenues pendant toute la carrière ou d'après le montant des retenues, la partie fixe est calculée comme l'est actuellement la pension indivise à laquelle celle-ci est substituée.

Voor de pensioenen die verevend worden ten laste van de weduwen- en weezenkassen volgens het gemiddelde van de wedden die, gedurende gansch de loopbaan, aan afhoudingen waren onderworpen, of volgens het beloop der afhoudingen, wordt het vast gedeelte berekend zooals thans geschiedt voor het onverdeeld pensioen dat door hetzelfde wordt vervangen.

Lorsque la base subit l'influence de traitements et d'avantages antérieurs au 1^{er} juillet 1924, ces traitements et avantages doivent être rectifiés fictivement, dans leur répercussion, de la manière indiquée aux articles 3 et 4.

Wanneer de grondslag den invloed ondergaat van de jaarwedden en de voordeelen van hooger datum dan 1 Juli 1924, moeten deze jaarwedden en voordeelen fictief worden verbeterd in den weerslag dien zij uitoefenen, op de wijze vermeld bij de artikelen 3 en 4.

En ce cas, la majoration est établie sur le montant de la pension, abstraction faite de tout minimum ou de tout maximum, proportionnellement à l'accroissement fictif de l'ensemble des traitements et avantages relevés fictivement.

In dit geval, wordt de verhooging gevestigd op het beloop van het pensioen, afgezien van alle minimum of van alle maximum, in verhouding tot den fictieven aangroei van de fictief verhoogde jaarwedden en voordeelen over het geheel.

Cette majoration ne peut dépasser le supplément qui aurait été attribué, pour la période antérieure au 1^{er} juillet 1924, si le droit à la pension avait été ouvert au 30 juin 1924 à charge d'une caisse accordant des pensions sur la base de la moyenne des traitements des cinq dernières années de contribution.

Deze verhooging mag niet den toeslag overschrijden die zou toegekend zijn, voor het tijdperk den 1^o Juli 1924 voorafgaande, indien het recht op het pensioen op 30 Juni 1924 geopend werd, ten laste van eene kas die pensioenen toekent op den grondslag van het gemiddelde van de jaarwedden der laatste vijf stortingsjaren.

ART. 13.

ART. 13.

Pour les pensions à charge de la caisse des ouvriers des chemins de fer, postes et télégraphes, la pension indivise, calculée conformément aux règles actuelles, devient la partie fixe sous le régime nouveau.

Voor de pensioenen ten laste van de kas van de werklieden der spoorwegen, posteries en telegrafen, wordt het onverdeeld pensioen, berekend overeenkomstig de bestaande regelen, het vast gedeelte bij de nieuwe regeling.

Lorsque les sommes servant de base au calcul de la partie fixe comprennent des salaires antérieurs au 1^{er} juillet 1924,

Wanneer de sommen, die tot grondslag dienen bij het berekenen van het vast gedeelte, salarissen omvatten van vroe-

Projet de loi.

ces salaires sont au préalable portés fictivement aux chiffres qu'ils auraient accusés au moment de leur attribution si, à ce moment, ils avaient été fixés en exécution du dernier des arrêtés organiques pris avant le 1^{er} janvier 1926 et rendus applicables au 1^{er} juillet 1924.

ART. 14.

A partir du 1^{er} juillet 1924, les traitements d'activité entrent en compte pour la partie fixe, à l'exclusion de la partie mobile, dans le calcul du patrimoine ou des rentes revenant aux fonctionnaires et employés des chemins de fer concédés repris par l'État, à leurs veuves et à leurs orphelins.

En ce qui concerne les rentes, les résultats obtenus constituent la partie fixe.

ART. 15.

Pour les pensions à charge de la caisse de prévoyance des secrétaires communaux, les pensions indivisées sous le régime en vigueur sont transformées en partie fixe des pensions sous le régime nouveau.

Abstraction faite de ce changement, le *statu quo* est maintenu provisoirement en attendant la revision de la législation sur la matière.

Wetsontwerp.

ger dan 1 Juli 1924, worden die salarissen vooraf op fictieve wijze herleid tot het cijfer van hun bedrag op het oogenblik hunner toekenning indien, op dit oogenblik, zij waren vastgesteld geworden in uitvoering van het jongste der organieke besluiten genomen vóór 1 Januari 1926 en van toepassing gemaakt op 1 Juli 1924.

ART. 14.

Vanaf 1 Juli 1924, komen de activiteitswedden in aanmerking voor het vast gedeelte, met uitsluiting van het veranderlijk gedeelte, voor het berekenen van de vaste som of van de renten toekomstende aan de ambtenaren en bedienden van de door den Staat genaaste geconcedeerde spoorwegen, aan hunne weduwen en aan hunne weezen.

Betreffende de renten, bepalen de bekomen uitslagen het bedrag van het vast gedeelte.

ART. 15.

Voor de pensioenen ten laste van de voorzorgskas der gemeentesecretarissen, worden de onverdeelde pensioenen onder de bestaande regeling omgezet in het vast gedeelte van de pensioenen onder de nieuwe regeling.

Afgezien van deze verandering, blijft het *statu quo* voorloopig behouden tot dat de wetgeving dienaangaande herzien is geworden.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 16.

ART. 16.

§ 1^{er}. Les pensions, suppléments de pension, secours et parts de secours à charge des institutions de prévoyance de l'armée et de la gendarmerie sont portés pour la partie fixe, à partir du 1^{er} juillet 1924, aux taux indiqués ci-dessous, savoir :

§ 1. De pensioenen, de aanvullende pensioenen, de hulp gelden, de aandelen van hulp gelden ten laste van de voorzorgsinstellingen van het leger en van de gendarmerie worden, van af 1 Juli 1924, voor het vast gedeelte, gebracht op de hieronder aangeduide bedragen, te weten :

A. — En ce qui concerne la Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée :

A. — Betreffende de weduwen- en wezenkassen van de officieren van het leger :

Lieutenant-général . . . fr.	10,000
Général-major	8,600
Colonel	7,400
Lieutenant-colonel	6,700
Major	6,000

Luitenant-generaal fr.	10,000
Generaal-majoor	8,600
Kolonel	7,400
Luitenant-kolonel	6,700
Majoor	6,000

Capitaine-commandant ou en premier ayant été soumis soit à la contribution quinquennale prévue à l'article 43 de l'arrêté royal du 18 juin 1870, n° 1685, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1906, n° 15728, soit à la suite de la promotion à ce grade, au supplément de contribution, prévu à l'article 10 (tableau B) de l'arrêté royal du 24 avril 1922, n° 11436^{bis}. — Capitaine tombant sous l'application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 novembre 1922, n° 14003. 5,300

Kapitein-commandant of eerste kapitein onderworpen geweest zijnde, hetzij aan de vijfjaarlijksche bijdrage voorzien bij artikel 43 van het Koninklijk besluit van 18 Juni 1870, n° 1685, gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 20 December 1906, n° 15728, hetzij, tengevolge van de bevordering tot dezen graad, aan de bijkomende bijdrage voorzien bij artikel 10 (tabel B) van het Koninklijk besluit van 24 April 1922, n° 11436^{bis}. — Kapitein vallende onder de toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 November 1922 (n° 14003) . . . 5,300

Capitaine en second. — Capitaine-commandant ou en premier n'ayant été soumis ni à la contribution quinquennale prévue à l'article 40 de l'arrêté royal du 18 juin 1870, n° 1685,

Tweede kapitein. — Kapitein-commandant of eerste kapitein niet onderworpen geweest zijnde noch aan de vijfjaarlijksche bijdrage voorzien bij artikel 48 van het Konink-

Projet de loi.	Wetsontwerp.
<p>modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1906, n° 15728, ni à la suite de la promotion à ce grade, au supplément de contribution prévu à l'article 10 (tableau B) de l'arrêté royal du 24 avril 1922, n° 11436^{bis}. — Capitaine ne tombant pas sous l'application de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 novembre 1922, n° 14003</p>	<p>lijk besluit van 18 Juni 1870, n° 1685, gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 20 December 1906, n° 15728, noch, ten gevolge van de bevordering tot dezen graad, aan de bijkomende bijdrage voorzien bij artikel 10 (tabel B) van het Koninklijk besluit van 24 April 1922, n° 11436^{bis}. — Kapitein niet vallende onder de toepassing van artikel 1 van het Koninklijk besluit van 17 November 1922, n° 14003.</p>
4,600	4,600
Lieutenant	Luitenant
3,900	3,900
Sous-lieutenant	Onderluitenant
3,200	3,200
Supplément pour chaque enfant au delà de trois	Bijslag voor ieder kind boven het getal drie.
400	400
<i>B. — En ce qui concerne la Caisse de secours en faveur des veuves et orphelins des sous-officiers, brigadiers et soldats de la gendarmerie et la Caisse des veuves et orphelins de militaires de rang subalterne :</i>	<i>B. — Betreffende de Onderstandskassen bate van de weduwen en weezen der onderofficiers, brigadiers en soldaten der gendarmerie en de Weduwen- en Weezenkas der militairen van lageren rang :</i>
Adjudant	Adjudant ^t
2,400	2,400
Premier sergent-major	Eerste sergeant-majoor
2,300	2,300
Sergent-major et assimilés	Sergeant-majoor en geëssimileerden.
2,200	2,200
Premier sergent et assimilés	Eerste sergeant en geëssimileerden.
2,100	2,100
Sergent-fourrier et sergent et assimilés	Sergeant-fourrier en sergeant en geëssimileerden
2,000	2,000
Caporal et assimilés	Korporaal en geëssimileerden
1,800	1,800
Soldat	Soldaat.
1,600	1,600
Le tout sans préjudice des majorations et des réductions que l'une ou l'autre des trois caisses pourra opérer en raison de l'excès ou de l'insuffisance des versements effectués par les affiliés.	Dit alles onverminderd de verhoogingen en de verlagingen welke een of andere van deze drie kassen mocht doen ondergaan naar gelang de aangeslotenen te veel of te weinig hebben gestort.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

§ 2. La modification suivante est apportée à l'article 9 de la loi du 3 juin 1920 sur les pensions; elle sortira ses effets à la même date que la susdite loi :

La nomenclature des pensions allouées à charge de la Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est modifiée comme il suit, en ce qui concerne les grades de capitaine-commandant et capitaine en second :

Capitaine-commandant ou en premier fr. 2,900

Capitaine et capitaine en second, capitaine commandant ou en premier n'ayant pas été soumis à la contribution quinquennale prévue à l'article 43 de l'arrêté royal du 18 juin 1870, n° 1683, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1906, n° 15.728 2,600

L'Arrêté royal du 24 avril 1922, n° 11.436^{bis}, fixant les nouveaux statuts de la Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée, sortira ses effets.

SECTION 3.

De la partie mobile.

ART. 17.

La partie mobile des pensions, rentes et secours régis par le présent chapitre est acquise aux taux fixés à l'article 8.

En aucun cas, elle ne peut dépasser la partie fixe.

Les fonctionnaires et employés des chemins de fer concédés repris par l'État, leurs veuves et orphelins qui ont opté pour le patrimoine après le 1^{er} juillet 1924, jouissent de la partie mobile de la rente qu'ils auraient pu obtenir en lieu et place du patrimoine.

§ 2. De volgende wijziging wordt gebracht in artikel 9 der wet van 3 Juni 1920 op de pensioenen; zij treedt in werking op denzelfden datum als bovenstaande wet :

De opsomming van de pensioenen, toegekend ten laste van de weduwen- en weezenkas van de legerofficieren, wordt gewijzigd als volgt, betreffende de graden van kapitein-commandant en van tweeden kapitein :

Kapitein-commandant of eerste kapitein fr. 2,900

Kapitein en tweede kapitein, kapitein-commandant of eerste kapitein, niet onderworpen geweest zijnde aan de vijfjaarlijkse bijdrage voorzien bij artikel 43 van het Koninklijk besluit van 18 Juni 1870, n° 1683, gewijzigd bij het Koninklijk besluit van 20 December 1906, n° 15.728 . . . 2,600

§ 3. Het Koninklijk besluit van 24 April 1922, n° 11.436^{bis}, houdende vaststelling van de nieuwe statuten der weduwen- en weezenkas van de legerofficieren, treedt in werking.

AFDEELING 3.

Veranderlijk gedeelte.

ART. 17.

Het veranderlijk gedeelte van de pensioenen, renten en hulpgehden beheerd door onderhavig hoofdstuk is verworven op de bedragen bij artikel 8 bepaald.

In geen geval mag dit gedeelte het vast gedeelte overschrijden.

De ambtenaren en bedienden van de door den Staat genaaste geconcedeerde spoorwegen, hunne weduwen en weezen die, na 1 Juli 1924, keuze hebben gedaan voor de vaste som, ontvangen het veranderlijk gedeelte van de rente, dat zij in plaats van de vaste som zouden hebben kunnen bekomen.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 17.

Supprimer le deuxième alinéa rédigé comme suit : « En aucun cas, elle ne peut dépasser la partie fixe. »

ART. 17.

Te doen wegvallen de tweede alinea, luidende : « In geen geval mag dit gedeelte het vast gedeelte overschrijden. »

Projet de loi.

Wetsontwerp.

SECTION 4.

AFDEELING 4.

Des subsides.

Toelagen.

ART. 18.

ART. 18.

Les subsides prévus par la loi du 3 juin 1920 et par l'article 41 des dispositions diverses de la loi budgétaire du 20 août 1921 restent maintenus; ils ne peuvent être majorés du chef du relèvement résultant de la péréquation des traitements.

De toelagen voorzien bij de wet van 3 Juni 1920 en bij artikel 41 van de onderscheidene bepalingen der begrotingswet van 20 Augustus 1921, blijven behouden; zij mogen niet vermeerderd worden uit hoofde van verhooging wegens de perequatie der jaarwedden.

CHAPITRE III.

HOOFDSTUK III.

DES PENSIONS
DANS LES CERCLES RÉDIMÉS.PENSIOENEN IN DE KRINGEN
EUPEN, MALMEDY, SINT-VITH.

ART. 19.

ART. 19.

§ 1^{er}. — En attendant le vote de la loi complémentaire de rattachement des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, le Roi peut assurer transitoirement le bénéfice de la présente loi aux personnes qui sont visées dans l'arrangement belgo-allemand du 4 mai 1923.

§ 1. — Zoolang de aanvullende wet tot aanhechting van de kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith niet aangenomen is, kan de Koning, bij wijze van overgangsmaatregel, het voordeel van deze wet uitbreiden tot de personen aangewezen in de Belgisch-Duitsche schikking van 4 Mei 1923.

L'extension est réalisée dans l'esprit du second alinéa de l'article 5 de l'arrangement.

De uitbreiding wordt bewerkstelligd in den geest van de tweede alinea van artikel 5 der schikking.

La perte de la nationalité belge entraîne *ipso facto* la perte du droit au paiement de la pension par l'État belge. Néanmoins, le Roi peut relever de cette déchéance les femmes qui ont perdu la nationalité belge par leur mariage avec un étranger.

Hij die de Belgische nationaliteit verliest, verbeurt *ipso facto* het recht op uitbetaling van een pensioen van den Belgischen Staat. Nochtans, kan de Koning deze vervallenverklaring opheffen ten bate van de vrouwen die de Belgische nationaliteit hebben verloren door hun huwelijk met een vreemde.

Les droits à la jouissance des pensions sont suspendus en cas d'établissement hors du Royaume sans autorisation.

De rechten op het genot der pensioenen worden geschorst in geval van vestiging buiten het Koninkrijk zonder daartoe gemachtigd te zijn.

§ 2. — Les dispositions du paragraphe précédent sont applicables aux anciens militaires mentionnés à l'article 48 du décret du 15 septembre 1923, avec cette restriction que les pensions continuent d'être réglées sur les bases de l'article 50 du même décret.

§ 2. — De bepalingen der vorige paragraaf zijn van toepassing op de oud-militairen vermeld bij artikel 48 van het decreet van 15 September 1923, mits deze beperking dat de pensioenen voorts worden geregeld op de grondslagen van artikel 50 van hetzelfde decreet.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 20.

ART. 20.

Les dispositions de l'article précédent sont rendues applicables, à grades équivalents, aux veuves et orphelins des titulaires de pensions militaires d'ancienneté à charge de l'Empire allemand ou de l'État prussien.

De bepalingen van het vorige artikel worden van toepassing gemaakt, mits gelijkwaardige graden, op de weduwen en weezen van titularissen van militaire ancienniteitspensioenen ten laste van het Deutsche Keizerrijk of van den Pruisischen Staat.

ART. 21.

ART. 21.

Pour l'établissement et le paiement, pendant la période d'attente, des pensions de retraite qui sont à la charge de l'État et dont le droit s'ouvrira avant le vote de la loi complémentaire de rattachement, les personnes passées au service de la Belgique ou maintenues en exercice dans les cercles rédimés sont admises à faire entrer en compte leurs services antérieurs d'après les règles et suivant les bases applicables aux services de même nature rendus dans le royaume.

Voor de vestiging en de uitbetaling, in het voorloopig tijdperk, van de rustpensioenen ten laste van den Staat en waarvan het recht opkomt vóór de aanneming van de aanvullende wet tot aanhechting, worden de personen, die in den dienst van België zijn overgegaan of in de aangehechte kringen in dienst werden behouden, toegelaten om hunne vroegere diensten in aanmerking te doen nemen volgens de regelen en de grondslagen toepasselijk op de gelijkaardige in het Koninkrijk bewezen diensten.

Il en est de même pour la liquidation et le paiement des pensions au profit des veuves et orphelins des personnes visées à l'alinéa précédent. Toutefois, seront prélevées, sur le montant de la pension, les retenues que la loi complémentaire de rattachement maintiendra, du chef des services antérieurs, à la charge des affiliés aux caisses de prévoyance.

Dit geldt eveneens voor de verevening en de uitbetaling van de pensioenen ten bate van de weduwen en weezen der personen bedoeld bij de vorige alinea. Echter worden van het beloop van het pensioen de afhoudingen gedaan, welke de aanvullende wet tot aanhechting, uit hoofde van vroegere diensten, ten laste van de aangeslotenen bij de voorzorgskassen zal behouden.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

CHAPITRE IV.

HOOFDSTUK IV.

DISPOSITIONS COMMUNES.

GEMEENSCHAPPELIJKE
BEPALINGEN.

ART. 22.

ART. 22.

§ 1^{er}. Les pensions acquises à titre onéreux, en contrepartie de retenues opérées antérieurement, les pensions attachées aux ordres militaires et les pensions civiques et coloniales peuvent être cumulées intégralement, pour leur montant indivis ou pour le montant de leur partie fixe, selon le cas, avec des pensions de retraite ou avec des traitements d'activité.

En ce qui concerne les parties mobiles, le cumul a pour effet de n'en laisser subsister qu'une seule. La partie à maintenir est celle qui est afférente au traitement d'activité ou, à son défaut, à la pension la plus élevée.

§ 2. Nul ne peut jouir de deux pensions de retraite à charge du Trésor du chef de services successifs de même nature.

En cas de rappel à l'activité, le bénéficiaire est tenu d'opter pour la pension ou pour le traitement, mais, lors de la cessation de ses nouvelles fonctions, s'il a droit à une pension de retraite, il est fondé, pour établir celle-ci, à ajouter à ses services nouveaux ses services antérieurs.

Pour l'application du présent paragraphe, on entend par services de même nature tous les services qui peuvent être cumulés, en vertu d'une loi organique, pour l'octroi d'une pension unique.

§ 1. De pensioenen verkregen onder een bezwarenden titel, als contrapartij van vroegere gedane afhoudingen, de pensioenen verbonden aan de militaire orden en de burgerlijke en koloniale pensioenen kunnen in hun geheel samengenoten worden voor hun onverdeeld bedrag of voor het bedrag van hun vast gedeelte, volgens het geval, met rustpensioenen of met activiteitswedden.

Betreffende de veranderlijke gedeelten, heeft de cumulatie voor gevolg er slechts een enkel van te laten voortbestaan. Het te behouden gedeelte is datgene hetwelk behoort bij de activiteitswedde of, bij ontstentenis daarvan, bij het hoogste pensioen.

§ 2. Niemand mag twee rustpensioenen ten laste van de Schatkist genieten uit hoofde van opeenvolgende gelijkaardige diensten.

In geval van terugroeping in activiteit, is de verkrijger gehouden keuze te doen voor het pensioen of voor de jaarwedde, doch, bij het afloopen zijner nieuwe werkzaamheden, bijaldien hij recht heeft op een rustpensioen, heeft hij goeden grond, voor het vestigen van hetzelfde, aan zijn vroegere diensten zijn nieuwe toe te voegen.

Voor de toepassing van deze paragraaf, wordt onder gelijkaardige diensten verstaan, al de diensten die, krachtens eene organieke wet, voor het toekennen van een enig pensioen, kunnen samengevoegd worden.

Projet de loi.

§ 3. Du chef de services successifs de natures différentes, il peut être cumulé plusieurs pensions de retraite ou une pension de l'espèce et un traitement d'activité.

Dans le premier cas, le total des pensions ne peut dépasser, pour la partie fixe, le montant que la plus récente aurait atteint, si les années de service afférentes aux autres avaient pu être ajoutées, pour sa liquidation, aux années de service qui la concernent.

La réduction est opérée proportionnellement sur les diverses pensions pour la détermination de la partie mobile.

Dans le second cas, sans préjudice de l'application de l'article 19 de la loi du 6 mars 1925, le cumul n'est autorisé que pour la partie fixe et à concurrence seulement du maximum du traitement organique institué pour le grade conféré au bénéficiaire.

La partie mobile du traitement d'activité est seule maintenue.

§ 4. Les articles 46 et 47 de la loi du 21 juillet 1844 sont abrogés, de même que la partie de l'article premier de la loi du 3 juin 1920 qui en avait étendu l'application.

Wetsontwerp.

§ 3. Uit hoofde van opeenvolgende ongelijkaardige diensten, kunnen verscheidene rustpensioenen worden samengevoegd of een soorgelijk pensioen en een activiteitswedde.

In het eerste geval, mag het gezamenlijk bedrag van de pensioenen, voor het vast gedeelte, niet het bedrag overschrijden dat het jongste pensioen zou hebben bereikt indien de dienstjaren, behoorende bij de andere, voor zijne verevening, hadden kunnen gevoegd worden bij de desbetreffende dienstjaren.

De vermindering wordt evenredig bewerkt op de onderscheidene pensioenen voor de vaststelling van het veranderlijk gedeelte.

In het tweede geval, onverminderd de toepassing van artikel 19 der wet van 6 Maart 1925, is de cumulatie enkel geoorloofd voor het vast gedeelte en alleen ten beloope van het maximum der organieke jaarwedde gesteld voor den graad aan den verkrijger verleend.

Het veranderlijk gedeelte van de activiteitswedde alleen wordt behouden.

§ 4. De artikelen 46 en 47 van de wet van 21 Juli 1844 worden ingetrokken evenals het gedeelte van het eerste artikel der wet van 3 Juni 1920 dat de toepassing er van had uitgebreid.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 23.

ART. 23.

§ 1^{er}. — Les avantages concédés par la présente loi sont acquis aux bénéficiaires à partir du 1^{er} juillet 1924 ou à partir de leur admission à la pension de retraite, si celle-ci est postérieure, sous déduction des indemnités de vie chère dont ils ont joui, à compter de la même date, par application des lois du 30 avril 1924, du 30 décembre 1924, du 12 août 1925 et du 30 décembre 1925.

Néanmoins, ces avantages ne sont pas liquidés lorsque les titulaires des pensions ne sont plus en vie au moment de la promulgation de la présente loi. En ce cas, les indemnités de vie chère restent acquises aux intéressés.

L'alinéa précédent n'est pas applicable pour la part revenant au conjoint et aux héritiers en ligne directe ascendante et descendante en vie au moment de la promulgation de la présente loi.

Il n'est justifié de la survie qu'au moment du paiement de la pension.

§ 2. — En ce qui concerne les pensions civiques et coloniales, la loi du 30 décembre 1925 cessera de produire ses effets à partir du jour où entrera en vigueur le décret réalisant la péréquation et réglant l'imputation des indemnités de vie chère sur les arriérés.

§ 1. — De bij deze wet vergunde voordeelen zijn aan de rechthebbenden verworven vanaf 1 Juli 1924 of van af hunne toelating tot het rustpensioen, bijaldien dit van hooger dagteekening is, mits aftrek van de duurtetoeslagen die zij hebben genoten, te rekenen van denzelfden datum, bij toepassing der wetten van 30 April 1924, 30 December 1924, 12 Augustus 1925 en 30 December 1925.

Deze voordeelen worden echter niet uitgekeerd wanneer de titularissen van de pensioenen niet meer in leven zijn op het oogenblik van de afkondiging dezer wet. In dit geval, blijven alleen de duurtetoeslagen aan de belanghebbenden verworven.

De vorige alinea is niet van toepassing voor het gedeelte toekomstende aan den echtgenoot en aan de erfgenamen in de opgaande en nederdalende rechte linie, die in leven zijn op het oogenblik van de afkondiging dezer wet.

Van het overleven wordt alleen bewijs afgeleverd op het oogenblik van de uitbetaling van het pensioen.

§ 2. — Betreffende de burgerlijke en koloniale pensioenen, houdt de wet van 30 December 1925 op van kracht te zijn van af den dag waarop het decreet tot toepassing der péréquation en tot regeling van de verrekening der duurtetoeslagen op de achterstallen in werking treedt.

Amendements de la Section centrale.

—

Amendementen van de Middenafdeeling.

—



Projet de loi.

Wetsontwerp.

CHAPITRE V.

HOOFDSTUK V.

REVISION DES PENSIONS
EN COURS.HERZIENING VAN DE LOOPENDE
PENSIOENEN.

ART. 24.

ART. 24.

§ 1^{er}. — Les pensions en cours seront révisées sur les nouvelles bases.

§ 1. — De loopende pensioenen worden op de nieuwe grondslagen herzien.

Si des traitements et autres avantages n'avaient pas été révisés ou maintenus par les lois et arrêtés mentionnés à l'article 3, leur rajustement serait préalablement réalisé, par voie d'assimilation, au moyen d'un arrêté royal motivé et revêtu du contreseing du Ministre des Finances. En aucun cas, le relèvement fictif n'excèdera le triplement des rétributions dont les lois et règlements prévoyaient l'attribution au 1^{er} août 1914.

Indien jaarwedden en andere voordeelen niet waren herzien of in stand gehouden door de wetten en besluiten vermeld bij artikel 3, zou hunne aanpassing vooraf worden bewerkstelligd bij wege van gelijkmaking, door middel van een met redenen omkleed en door den Minister van Financiën tegengeteekend Koninklijk besluit. Il geen geval, zal de fictieve verhooging het drievoudige overschrijden van de vergoedingen waarvan de toekenning op 1 Augustus 1914 was voorzien bij de wetten en reglementen.

La règle de l'alinéa précédent est applicable aux remises proportionnelles que les receveurs des contributions directes, douanes et accises ont perçues avant la substitution des traitements fixes aux remises proportionnelles.

De regel van de vorige alinea is van toepassing op de percentsgewijze bezoldigingen welke de ontvangers der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen hebben geïnd vóór de vervanging van de percentsgewijze bezoldigingen door vaste jaarwedden.

Les traitements de fin de carrière peuvent, nonobstant leur caractère personnel, être attribués fictivement à ceux des intéressés dont l'emploi ne les comportait pas avant le 1^{er} juillet 1924. L'arrêté royal qui les attribue, le cas échéant, est motivé et revêtu du contreseing du Ministre des Finances.

De uiterste wedden kunnen, ondanks hun persoonlijke aard, fictief worden toegekend aan die belanghebbenden wier betrekking dezelve niet omvatte vóór 1 Juli 1924. Het Koninklijk besluit waarbij dezelve, desgevallend, worden toegekend, wordt met redenen omkleed en door den Minister van Financiën tegengeteekend.

Les arrêtés prévus aux alinéas précédents sont délibérés en Conseil des Ministres lorsqu'ils concernent des agents du Ministère des Finances.

Over de besluiten in de voorgaande alinea's voorzien wordt in Ministerraad beraadslaagd wanneer zij ambtenaren van het Ministerie van Financiën betreffen.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

ART. 24.

ART. 24.

1. Supprimer l'alinéa 4 du premier paragraphe rédigé comme suit : « Les traitements de fin de carrière peuvent, nonobstant leur caractère personnel, être attribués fictivement à ceux des intéressés dont l'emploi ne les comportait pas avant le 1^{er} juillet 1924. L'arrêté royal qui les attribue, le cas échéant, est motivé et revêtu du contre-sceau du Ministre des Finances. »

2. Libeller le 5^e alinéa comme suit : « L'arrêté royal prévu au 2^e alinéa est délibéré en Conseil des Ministres lorsqu'il concerne les agents du Ministère des Finances. »

1. Te doen wegvallen de 4^e alinea van § 1, luidende : « De uiterste wedden kunnen, ondanks hun persoonlijke aard, fictief worden toegekend aan die belanghebbenden wier betrekking dezelve niet omvatte vóór 1 Juli 1924. Het Koninklijk besluit waarbij dezelve, desgevallend, worden toegekend, wordt met redenen omkleed en door den Minister van Financiën tegengeteekend. »

2. De vijfde alinea te doen luiden : « Over het in de tweede alinea voorzien Koninklijk besluit wordt in Ministerraad beraadslaagd wanneer het ambtenaren van het Ministerie van Financiën betreft. »

Projet de loi.

Wetsontwerp.

§ 2. Les avantages concédés bénévolement par les communes à leurs instituteurs n'entrent en compte que pour les sommes effectivement versées aux bénéficiaires, sans égard aux relèvements subséquents.

Le complément de la pension dérivant des suppléments de l'espèce est à la charge exclusive des communes s'ils ont été accordés ou relevés par une disposition postérieure au 1^{er} juillet 1924.

§ 3. Les pensions des membres du personnel des établissements d'enseignement moyen, des écoles normales primaires communales et des écoles d'application y annexées sont revisées sur la base du barème des traitements du personnel des institutions similaires de l'État.

ART. 25.

Les difficultés auxquelles donnerait lieu la détermination fictive des sommes et avantages afférents à la période antérieure au 1^{er} juillet 1924 sont tranchées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

ART. 26.

Les pensions des conservateurs des hypothèques ne peuvent, dans la limite du maximum absolu de 15,250 francs prévu à l'article 7, § 2, être relevées dans une proportion moindre que ne l'a été, par rapport à ce maximum, le maximum qui leur était applicable à l'origine.

§ 2. De goedgunstig door de gemeenten aan hunne onderwijzers vergunde voordeelen komen alleen in aanmerking voor de werkelijk aan de verkrijgers gestorte sommen, ongelet op de nakomende verhoogingen.

De pensioensaanvulling voortkomende van de soortgelijke toeslagen valt uitsluitend ten laste van de gemeenten zoo deze toeslagen werden verleend of verhoogd krachtens eene beschikking van lateren datum dan 1 Juli 1924.

§ 3. De pensioenen van het personeel van de gemeentelijke middelbare scholen, van de gemeentelijke lagere normaalscholen en van de daaraan gehechte oefenscholen worden herzien op den grondslag van het weddebarema van het personeel der gelijkaardige Staatsinstellingen.

ART. 25.

De bezwaren waartoe de fictieve bepaling der sommen en voordeelen behorende tot het tijdvak van vóór 1 Juli 1924 mocht aanleiding geven, worden bij een in Ministerraad beraadslaagd Koninklijk besluit vereffend.

ART. 26.

De pensioenen van de hypotheekbewaarders kunnen, binnen de perken van het volstrekt maximum van 15,250 frank, voorzien bij artikel 7, § 2, worden verhoogd in een geringere verhouding dan, in verband met dit maximum, is geschied voor het maximum dat op hen in den beginne van toepassing was.

Amendements de la Section centrale.

Amendementen van de Middenafdeeling.

3. Supprimer le § 2.

2. § 2 weg te laten.

4. Ajouter l'alinéa suivant au § 3 :

Il en est de même des pensions des membres du personnel des autres établissements communaux et des établissements provinciaux d'enseignement.

Lorsqu'il n'existe pas d'institutions similaires de l'État, ces différents cas seront tranchés comme il est dit à l'article 25 de la présente loi.

ART. 26.

Remplacer 13,250 francs par 14,750 francs.

3. De volgende alinea aan § 3 toe te voegen.

Dit geldt eveneens voor de pensioenen van het personeel der overige gemeentelijke inrichtingen en der provinciale onderwijsinrichtingen.

Indien er geen gelijkaardige Staatsinrichtingen bestaan, worden die onderscheidene gevallen opgelost zooals wordt gezegd in artikel 25 van deze wet.

ART. 26.

13,250 frank te vervangen door 14,750 frank.

Projet de loi.

Wetsontwerp.

ART. 27.

ART. 27.

§ 1^{er}. Les pensions militaires pour ancienneté de service liquidées en vertu de dispositions antérieures à la loi du 23 novembre 1919 sont révisées, d'après les règles des lois coordonnées et de la présente loi, sur la base des traitements organiques de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1924.

Toutefois, la supputation des services effectifs reste déterminée telle qu'elle a été établie pour la concession de la pension primitive.

§ 2. — Les pensions militaires accordées en vertu des dispositions antérieures à la loi du 23 novembre 1919 pour blessures et infirmités comprennent :

a) Une pension pour blessures et infirmités qui est déterminée conformément aux dispositions du titre II des lois coordonnées, à l'intervention d'une Commission spéciale.

Cette Commission fixe le pourcentage d'invalidité devant servir de base au règlement de la pension.

Elle détermine également l'invalidité globale à attribuer aux militaires admis à la retraite pour infirmités avant le 1^{er} août 1914 et ayant obtenu, par suite des services accomplis au cours de la guerre de 1914-1918, le supplément de pension d'invalidité prévu au littéra C de l'article 46 des lois coordonnées.

Un arrêté royal règle la composition et le fonctionnement de la Commission ;

b) Éventuellement une pension pour ancienneté de service concédée par application de l'article 2, 4^o, des lois coordonnées, si la durée des services effectifs ayant donné droit à un traitement ou à une solde atteint au moins dix ans.

§ 1. De militaire pensioenen wegens dienstouderdom, verevend uit kracht van bepalingen van hooger datum dan 23 November 1919, worden herzien, volgens de regelen van de samengeordende wetten en van deze wet, op den grondslag der organieke jaarwedden van het Koninklijk besluit van 1 December 1924.

De berekening van de werkelijke diensten blijft echter bepaald zooals zij werd gevestigd voor de vergunning van het eerste pensioen.

§ 2. De militaire pensioenen verleend uit kracht van bepalingen van hooger datum dan de wet van 23 November 1919 wegens kwetsuren en lichaamsgebreken omvatten :

a) Een pensioen voor kwetsuren en lichaamsgebreken dat bepaald wordt overeenkomstig de beschikkingen van titel II der samengeordende wetten, door bemiddeling van eene bijzondere Commissie.

Deze Commissie bepaalt het percentage van invaliditeit dat tot grondslag moet dienen voor de regeling van het pensioen.

Zij bepaalt insgelijks de globale invaliditeit toe te kennen aan de militairen die vóór 1 Augustus 1914 tot het pensioen waren toegelaten en die, ten gevolge van diensten verleend in den loop van den oorlog 1914-1918, het bijkomend invaliditeitspensioen hebben bekomen, voorzien bij littera C van artikel 46 der samengeordende wetten.

De samenstelling en de werking van de Commissie worden bij Koninklijk besluit geregeld ;

b) Desgevallend, een pensioen voor dienstouderdom vergund bij toepassing van artikel 2, 4^o, der samengeordende wetten, indien de duur der werkelijke diensten, welke recht hebben gegeven op eene wedde of op eene soldij, ten minste tien jaar bereikt.

Projet de loi.

§ 3. Les pensions provisoires et les secours viagers existants, accordés par application de la loi du 24 mai 1912, sont majorés, comme il est dit au § 2, à partir du 1^{er} juillet 1924.

Le résultat obtenu constitue la partie fixe à laquelle il est joint une partie mobile établie conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 28.

Pour la revision des rentes servies à des fonctionnaires et employés des chemins de fer concédés repris par l'État, à leurs veuves ou orphelins, et calculées sur la base de traitements antérieurs au 1^{er} juillet 1924, ces traitements sont portés fictivement aux chiffres qu'ils auraient atteints au moment de leur attribution si, à ce moment, ils avaient été fixés en exécution du dernier des arrêtés organiques pris avant le 1^{er} janvier 1926 et rendus applicables au 1^{er} juillet 1924.

Pour les cas qu'elles prévoient, les dispositions des trois derniers alinéas de l'article 5 de la loi du 3 juin 1920 restent maintenues avec ce correctif que la revision des rentes viagères se fera d'après la majoration fictive des traitements comme il est dit ci-dessus. La partie mobile de ces rentes sera égale à la partie mobile qui aurait été acquise aux intéressés s'ils n'avaient pas opté pour le patrimoine.

Wetsontwerp.

§ 3. — De bestaande voorloopige pensioenen en levenslange tegemoetkomingen, toegekend bij toepassing der wet van 24 Mei 1912, worden verhoogd, naar luid van § 2, met ingang van 1 Juli 1924.

De bekomen uitslag maakt het vast gedeelte uit, waarbij gevoegd wordt een veranderlijk gedeelte gevestigd overeenkomstig de bepalingen van deze wet.

ART. 28.

Voor de herziening van de renten uitgekeerd aan ambtenaren en bedienden der door den Staat genaaste geconceerde spoorwegen, aan hunne weduwen en weezen, en berekend op den grondslag van de wedden van hooger datum dan 1 Juli 1924, worden deze jaarwedden fictief gebracht tot op het cijfer dat zij zouden bereikt hebben op het oogenblik van hunne toekenning, indien, op dit oogenblik, zij waren vastgesteld geworden in uitvoering van het jongste der organieke besluiten genomen vóór 1 Januari 1926 en van toepassing gemaakt op 1 Juli 1924.

Voor de door hen voorziene gevallen, blijven de bepalingen van de laatste drie alinéas van artikel 5 der wet van 3 Juni 1920 behouden met dit correctief dat de herziening van de levenslange renten zal geschieden volgens de fictieve verhooging der jaarwedden zooals hierboven wordt gezegd. Het veranderlijk gedeelte van deze renten zal gelijk zijn aan het veranderlijk gedeelte dat aan de belanghebbenden verworven ware geweest indien zij niet voor de vaste som hadden keuze gedaan.